

n° 6300/SG

À

Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les ministres délégués,
Mesdames et Messieurs les secrétaires d'État

Objet : Mise en œuvre et suivi des mesures du plan national de relance et de résilience
P.J. : 2

Le plan national de relance et de résilience (ci-après désigné « PNRR »), qui s'inscrit pleinement dans le cadre de France Relance, constitue la réponse de la France dans le cadre de la mise en œuvre du plan de relance européen. Il a été présenté par le Gouvernement à la Commission européenne en date du 28 avril 2021, validé par cette dernière le 23 juin 2021 et adopté par le Conseil de l'Union européenne le 13 juillet 2021. Le PNRR présente ainsi à l'Union européenne un ensemble de réformes et d'investissements que le Gouvernement mettra en œuvre conformément aux objectifs du plan de relance européen.

La bonne mise en œuvre des mesures du PNRR, se concrétisant par l'atteinte d'un ensemble d'engagements prédéfinis, permettra le remboursement des dépenses nationales engagées à cet effet, soit près de quarante milliards d'euros.

À cette fin, une demande annuelle de paiement est présentée à la Commission européenne, à échéance régulière et avec pour objectif **le 15 décembre** de chaque année, à l'exception de la première demande qui sera présentée **au plus tard le 15 novembre 2021**. La réglementation européenne dispose que la demande annuelle de paiement peut, le cas échéant, être complétée d'une seconde demande au titre de la même année. Les demandes de paiement sont justifiées par l'atteinte des engagements pris dans le cadre du PNRR.

Les mesures de réforme et d'investissement du PNRR font l'objet d'un suivi, d'un contrôle et d'un compte rendu par les services de l'État chargés de leur pilotage, considérant l'ampleur de l'effort de relance fourni par l'État pour faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire de la Covid-19, et considérant également l'importance à accorder à la maîtrise des finances publiques (annexe 2).

Chaque mesure du PNRR est accompagnée d'un ou plusieurs indicateurs de suivi, concrétisant un engagement qualitatif (« jalon ») ou quantitatif (« cible »). L'atteinte de ces cibles et jalons, dûment justifiée et conformément au calendrier arrêté, donne droit au versement des fonds européens au titre du remboursement des dépenses nationales du PNRR. Le non-respect des engagements du PNRR, notamment par l'absence de réalisation des cibles et jalons prévus, s'accompagne d'une suspension partielle ou totale des fonds européens auxquels l'État est éligible. Les ministères sont donc invités à assurer la pleine mise en œuvre des engagements pris sur les mesures, chacun en ce qui le concerne, à assurer le suivi, le contrôle et le compte rendu selon les délais présentés ci-après ainsi qu'à porter à la connaissance de l'autorité de coordination du PNRR toute difficulté actuelle ou anticipée.

La présente circulaire détaille les obligations des parties prenantes visant à assurer la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et le compte rendu des mesures du PNRR.

I. Modalités de mises en œuvre et de suivi du PNRR

a. Désignation de l'autorité de coordination

Le secrétariat général chargé du plan de relance, doté d'une cellule dédiée pour la conduite de cette mission, assure le rôle d'autorité de coordination nationale du PNRR, sous l'autorité du cabinet du Premier ministre, qui est informé en temps utile de toute difficulté.

Le secrétariat général chargé du plan de relance s'appuie sur les autres services du ministère de l'économie, des finances et de la relance, notamment la direction du budget et la direction générale du Trésor, ainsi que sur les services du secrétariat général des affaires européennes pour ce qui concerne le volet européen. Il bénéficie, dès la gestion 2021, des emplois et moyens additionnels nécessaires à sa mission de coordination.

Le secrétariat général des affaires européennes demeure, en étroite collaboration avec la direction générale du Trésor, et en lien avec la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, le point de contact direct de la Commission européenne.

b. Procédures de collecte et de suivi des indicateurs communs et des cibles et jalons

Échelonné sur la période 2021-2026, le paiement des fonds de la facilité pour la reprise et la résilience est conditionné à l'atteinte des cibles et des jalons des projets d'investissements et réformes listés dans la décision d'exécution « COM(2021) 351 final » portant approbation du PNRR.

La responsabilité de la documentation, de la collecte, du suivi et du contrôle de ces cibles et jalons incombe aux administrations chargées de l'exécution et de la mise en œuvre des mesures du PNRR auxquelles ils se rattachent (cf. annexe 1).

L'autorité de coordination est chargée d'assurer la centralisation de ces données ainsi que leur suivi au niveau interministériel en alertant, le cas échéant, sur les risques de non réalisation des cibles et des jalons et l'insuffisance des pièces justificatives transmises.

Outre des référents (cf. infra), chaque ministère désigne, au plus tard en septembre 2021, un point de contact à haut niveau de l'autorité de coordination.

i. Modalités de remontées des informations auprès de l'autorité de coordination

Chaque administration concernée désigne un référent pour chaque mesure d'investissement et chaque réforme présentées dans le PNRR (cf. annexe 1).

Le référent est chargé de renseigner, à un rythme mensuel sauf exception, l'avancement des indicateurs quantitatifs liés aux mesures d'investissement prévus dans le cadre du suivi du Plan France Relance dans un outil de collecte dédié, le SI Propilot, mis en place par le Secrétariat général chargé du plan de relance.

Dans la phase de transition correspondant à la complétion du SI Propilot de la totalité des indicateurs du PNRR dans les meilleurs délais, le référent transmet également au secrétariat général chargé du plan de relance les renseignements sur l'atteinte des indicateurs quantitatifs des investissements du PNRR non encore traités au sein du SI Propilot.

Le référent transmet également, à un rythme au moins trimestriel et au plus tard quinze jours avant le dépôt de chaque demande de paiement prévue le 15 décembre de chaque année à l'exception de l'année 2021 et avant chaque rapport biennuel prévu les 30 avril et 15 octobre, un tableau détaillant :

- l'avancée des indicateurs quantitatifs liés aux mesures d'investissement ;
- l'avancée des indicateurs qualitatifs liés aux mesures d'investissement ;
- l'avancée des indicateurs qualitatifs et quantitatifs liés aux réformes du PNRR relevant de la responsabilité de son administration, accompagnée des documents démontrant leur atteinte (voir III.b. infra).

Le secrétariat général chargé du plan de relance opérera une vérification de premier niveau (pas d'erreur manifeste dans les dates, le nombre de document transmis, etc.) des tableaux et justificatifs qu'il est chargé de collecter avant transmission à la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) aux fins d'audit.

Le secrétariat général chargé du plan de relance modifiera le SI Propilot afin d'y intégrer les indicateurs quantitatifs des investissements du PNRR qui n'y sont pas encore intégrés afin de faciliter la documentation des demandes de paiement adressées à la Commission.

De manière subsidiaire, des indicateurs communs aux États membres prévus par l'article 27 du règlement (UE 2021/241) relatif à la facilité pour la reprise et la résilience font l'objet d'un suivi et d'une remontée d'informations biannuelle et au plus tard les 1^{er} octobre et 15 avril auprès de la direction générale du trésor.

ii. Obligations en matière de suivi et de contrôle interne

Chaque administration concernée s'appuie sur son dispositif de contrôle interne et prévoit des dispositifs de suivi et de contrôle internes adaptés aux spécificités de la facilité pour la reprise et la résilience et formalisés, dont les caractéristiques figurent dans la description de leur système de gestion et de contrôle interne (DSGC) communiquée à l'autorité chargée des audits et contrôles (cf. partie II.a), afin d'identifier et de corriger tout risque susceptible d'affecter la qualité et la fiabilité des données remontées auprès du secrétariat général chargé du plan de relance.

Les difficultés identifiées et les mesures correctrices envisagées doivent être communiquées à l'autorité de coordination de façon régulière et en amont des réunions et éventuels comités organisés au niveau interministériel (cf. partie III.a).

Ces procédures de contrôle et de suivi peuvent s'appuyer sur les méthodes et outils dont disposent, dans le cadre des dispositifs nationaux existants, les contrôleurs de gestion pour organiser le suivi de l'avancement et la mesure de la performance. Ces derniers peuvent notamment contribuer à la documentation des procédures de collecte et de suivi qui identifieront les acteurs contributeurs, les sources de données, la méthodologie de calcul de l'indicateur, la fréquence de collecte et tout élément permettant de sécuriser le dispositif de suivi.

iii. Publicité des données

Conformément aux orientations de la circulaire du Premier ministre du 27 avril 2021 relative à la politique publique de la donnée, des algorithmes et des codes sources, les administrations responsables de la mise en œuvre des mesures de relance sont invitées à organiser le partage et la publicité des données sur le site data.gouv.fr, en lien avec les administrateurs ministériels des données. Cette mise à disposition des données offre des garanties de transparence et d'auditabilité nécessaires à la robustesse du dispositif de collecte et à la fiabilité des données.

c. Encadrement des redéploiements de crédits

Conformément à la circulaire interministérielle du 17 mars 2021¹, les redéploiements de crédits susceptibles d'intervenir dans le cadre de la mise en œuvre du Plan France Relance doivent s'effectuer dans le respect des objectifs du PNRR, à savoir la contribution aux objectifs transversaux de transition climatique et numérique d'une part et la satisfaction des cibles et jalons mentionnés dans la décision d'exécution « COM(2021) 351 final » d'autre part.

Les administrations chargées de la mise en œuvre des mesures du PNRR alertent sans délai l'autorité de coordination et la direction du budget de tout projet de redéploiement de crédits affectant ou susceptible d'affecter une mesure du PNRR.

II. Procédures de contrôle et d'audit des mesures

a. Contrôle interne des ministères contributeurs et modalités de collecte des données à des fins d'audit et de contrôle

i. Mise en œuvre du contrôle interne

Les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR prennent toutes les mesures appropriées pour mettre en place les procédures de contrôle nécessaires, notamment les procédures de sensibilisation, de détection et le cas échéant, de correction des irrégularités, afin de garantir le respect des obligations prévues à l'article 22(2) du règlement (UE 2021/241) relatif à la facilité pour la reprise et la résilience.

À cet effet, les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre du PNRR transmettent à l'autorité chargée des audits et contrôles (Commission interministérielle de coordination des contrôles, ci-après désignée « CICC »), au plus tard le 1^{er} septembre 2021, une description exhaustive de leur système de gestion et de contrôle interne.

Ce document précise en particulier les procédures de contrôle interne existantes pour :

- prévenir et corriger les risques de fraude, de corruption et de conflits d'intérêt et procéder à une notification en cas de soupçon ;
- garantir l'efficacité des vérifications opérées aux fins de prévention de double financement au titre de la facilité pour la relance et la résilience et d'autres programmes de l'Union, conformément au principe de bonne gestion financière ;
- garantir le respect de la réglementation relative aux aides d'État ;
- vérifier la fiabilité et la validité des éléments relatifs au respect des jalons et cibles (examens documentaires, contrôles sur place, etc.) ;
- recouvrer les sommes indues ou procéder aux corrections financières ;

¹ Circulaire n°6252/SG du 17 mars 2021.

- assurer la collecte et le stockage des données permettant l'audit et le contrôle, notamment les données relatives aux bénéficiaires finaux contractants et sous-contractants, les bénéficiaires effectifs du destinataire des fonds ou du contractant, ainsi que la liste de toutes les mesures de mise en œuvre des réformes et des projets d'investissement au titre du plan pour la relance et la résilience, avec le montant total du financement public de ces mesures et en indiquant le montant des fonds versés au titre de la facilité et d'autres fonds de l'Union. Ces procédures devront comprendre l'accès aux données par la Commission européenne, l'OLAF, la Cour des comptes européenne et le Parquet européen ;
- assurer la visibilité du financement de l'Union (art 34 (2) du règlement (UE) 2041/2021).

Les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR décrivent également les mesures organisationnelles de séparation fonctionnelle. Les fonctionnalités des services informatiques employés pour la gestion des fonds, en particulier du point de vue de la traçabilité des actes de gestion et de la disponibilité des pièces probantes, y compris les documents relatifs à la commande publique et à l'éligibilité des bénéficiaires des fonds de l'UE, sont explicitées dans cette description.

Au 1^{er} octobre 2021, les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre du PNRR adressent à la CICC une version actualisée de leur cartographie des risques et de leurs plans d'action ministériels, présentant notamment les risques identifiés sur les mesures du PNRR et l'absence de double financement.

Les actualisations du DSGC et de la cartographie des risques seront adressées à la CICC les années suivantes préalablement aux audits.

ii. Collecte et stockage des données de suivi

Les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR s'assurent de la fiabilité et de la validité des données collectées aux fins de suivi, conformément aux modalités prévues à l'article 22(2) du règlement (UE 2021/241) relatif à la facilité pour la reprise et la résilience.

Les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR recueillent les catégories de données standardisées suivantes et en assurent l'accès et la disponibilité :

- Le nom du destinataire final des fonds ;
- Le nom du contractant et du sous-traitant, lorsque le destinataire final des fonds est un pouvoir adjudicateur conformément au droit de l'Union ou au droit national en matière de marchés publics ;
- Le(s) prénom(s), le(s) nom(s) et la date de naissance du ou des bénéficiaires effectifs du destinataire des fonds ou du contractant, au sens de l'article 3, point 6), de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil ;
- La liste de toutes les mesures de réformes et d'investissement présentés dans le PNRR, en précisant pour chacune le montant total du financement public ainsi que le montant sollicité au titre de la facilité pour la reprise et la résilience.

Les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures garantissent la conservation des pièces justificatives attestant de la bonne atteinte des jalons et cibles, conformément aux modalités de stockage prévues à l'article 132 du règlement financier (UE, Euratom) n°2018/1046 du 18 juillet 2018. Les documents, y compris les données statistiques, les autres pièces liées à un financement ou les pièces et documents au format électronique, sont conservés pendant les cinq ans qui suivent le paiement de l'opération. Conformément à l'article 132 du règlement financier, ce délai est ramené à trois ans si le financement est d'un montant inférieur ou égal à 60 000 €.

Les pièces et documents sont conservés sous la forme d'originaux ou de copies certifiées conformes, sur des supports de données communément admis contenant leurs versions électroniques ou les documents existant uniquement sous forme électronique. Lorsque des versions électroniques existent, aucun original n'est requis.

Un format générique de document de collecte des données est déterminé par la CICC. En cas de demande, les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures autorisent expressément la Commission européenne, l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), la Cour des comptes européenne ainsi que, le cas échéant, le Parquet européen, à accéder aux données et pièces justificatives.

b. Procédures d'audit

La Commission interministérielle de coordination des contrôles, autorité d'audit pour les fonds européens en France, établit le résumé annuel des audits conformément à l'article 22(2)(ii) du règlement (UE) 2021/241 relatif à la facilité pour la relance et la résilience. En appui de la demande de paiement, le résumé d'audit est envoyé à la Commission européenne **au plus tard le 15 décembre** de chaque année, à l'exception du résumé d'audit prévu pour la première demande de paiement, qui est envoyé à la Commission **au plus tard le 15 novembre 2021**.

La CICC définit sa stratégie d'audit en liaison avec la Commission européenne.

Elle est chargée de la coordination des audits et contrôles. À cet effet, elle adresse toute recommandation nécessaire à mettre en œuvre par les autorités participant au processus d'établissement des demandes de paiement.

La stratégie d'audit est arrêtée en amont de la première demande de paiement et au plus tard le 1^{er} octobre 2021, puis communiquée à la Commission européenne. Elle sera régulièrement actualisée sur la base de la cartographie des risques découlant des audits effectués ainsi que des résultats des contrôles internes réalisés par les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures et des contrôles de supervision effectués par les autorités centrales.

Les contrôles et audits relevant de l'autorité d'audit sont notamment les suivants :

- Audits de systèmes :

Pour chaque mesure, un audit initial est conduit avant la première demande de paiement. Lors de cet audit, la CICC examine le Système de gestion et de contrôle interne mis en place par les autorités responsables. Il s'effectue sur la base du descriptif de leur système de gestion et de contrôle (DSGC) transmis au préalable à la CICC **avant le 1^{er} septembre 2021**.

Des audits de systèmes sont annuellement conduits avant la transmission de la deuxième demande de paiement et des demandes suivantes : ils veillent à donner l'assurance à la Commission européenne que le système de gestion et de contrôle mis en place fonctionne correctement. Ils couvriront l'ensemble des autorités centrales et des ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR sur un périmètre défini notamment en fonction des risques identifiés par l'autorité d'audit et par d'autres organismes de contrôle (Commission européenne, Parquet européen, Cour des comptes européenne, juridictions financières françaises, etc.).

Chaque audit se conclut par une cotation de 1 à 3 du système de gestion et de contrôle. Cette cotation sera communiquée à la Commission européenne.

Des audits de suivi seront conduits si nécessaire.

- Tests de performance :

Sur la base d'un échantillon approprié, établi par la CICC, ces audits vérifient, sur la base des pièces justificatives transmises, l'atteinte et l'exactitude des cibles et des jalons conformément aux objectifs déclarés.

Les tests de performance des indicateurs quantitatifs seront réalisés à chaque demande de paiement.

Ces travaux d'audit visent à s'assurer, d'une part que les autorités centrales remplissent les fonctions qui leur sont dévolues par le règlement (UE) 2021/241 relatif à la facilité pour la reprise et la résilience, tel que mis en œuvre par la Commission européenne et la présente circulaire, d'autre part que les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR ont effectué des contrôles efficaces et effectifs, axés notamment sur les priorités définies dans le cadre du règlement (UE) 2021/241 relatif à la facilité pour la reprise et la résilience.

Dans ce cadre, les services de contrôle des ministères concernés sont mis à disposition de la CICC. Ils sont chargés de procéder, chacun en ce qui le concerne, aux audits et contrôles des mesures relevant de leur périmètre et d'établir les rapports correspondants et **au plus tard le 1^{er} novembre** s'agissant des audits devant alimenter le résumé qui figurera dans la 1^{ère} demande de paiement transmise le **15 novembre 2021** à la Commission.

Les chefs des services de contrôle désignés pour chaque mesure par les ministères concernés (cf. annexe 1) communiquent à la CICC, dans les meilleurs délais, les coordonnées de la personne qui, au sein de leur service, sera l'interlocuteur unique de la CICC au titre de la facilité pour la reprise et la résilience.

L'Inspection générale des finances est chargée des audits portant sur les autorités centrales, dont l'audit de conformité et de bon fonctionnement des systèmes d'information utilisés.

Les ministères peuvent également choisir de recourir à des prestataires. En ce cas, ils doivent préalablement consulter la CICC sur le cahier des charges afin que le marché soit en cohérence avec les besoins de l'audit dans le cadre de la facilité pour la relance et la résilience.

Conformément à l'article 22(2)(ii) du règlement (UE) 2021/241, le résumé des audits établi dans le cadre du calendrier décrit ci-dessous, indique notamment les faiblesses décelées et toute mesure préventive et/ou corrective prise par les différentes autorités de la facilité pour la relance et la résilience.

III. Préparation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont préparées par l'autorité de coordination, avec l'appui de la direction du budget et de la direction générale du trésor, selon le format établi par la Commission européenne. Conformément aux articles 6 et 7 de l'accord financier entre le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance et la Commission européenne, elles comprennent :

- Les pièces et documents justificatifs transmis par les administrations et démontrant l'atteinte des cibles et jalons inscrits dans la décision d'exécution « COM(2021) 351 final » (selon la procédure détaillée au III.b.) ;

- Les déclarations de gestion des administrations attestant de la bonne utilisation des fonds, de l'exactitude et de la fiabilité des données transmises ainsi que de la robustesse des systèmes de gestion et de contrôle mis en place ;
- Un résumé, établi par la CICC, des audits effectués, indiquant notamment les faiblesses décelées et toute mesure corrective prise ;
- Un tableau établi par la direction du budget et détaillant le niveau actualisé d'exécution des dépenses contribuant aux objectifs climatiques du PNRR.

a. Calendrier prévisionnel des demandes de paiement

Une demande annuelle de paiement est présentée à la Commission européenne jusqu'au 31 août 2026, à échéance régulière et avec pour objectif le **15 décembre de chaque année**, à l'exception de la demande au titre de l'année 2021 qui est présentée au plus tard le **15 novembre 2021**. La demande annuelle de paiement peut, le cas échéant, être complétée d'une seconde demande au titre de la même année. Dans ce cas, la CICC en est immédiatement informée.

La demande présentée au titre de l'année 2021 concerne l'ensemble des cibles et jalons positionnés sur les exercices 2020 et 2021.

L'autorité de coordination sera le point de contact de la CICC et des ministères et alertera le cabinet du Premier ministre, le cas échéant, sur les risques liés à la mise en œuvre du PNRR (relai d'une alerte d'un ministère sur un risque de non réalisation des cibles et jalons, insuffisance des pièces justificatives, etc.).

Des réunions interministérielles pourront être organisées en amont de la préparation des demandes de paiement et en cas de difficulté afin, notamment, de s'assurer du bon avancement des mesures, cibles, jalons et versements et d'arbitrer, le cas échéant, les mesures correctrices nécessaires. Ces RIM associeront les parties prenantes (SGPR, CICC, les ministères concernés et notamment la direction générale du trésor et la direction du budget pour le MEFR).

b. Transmission et centralisation des justificatifs relatifs à l'atteinte des cibles et des jalons

Les administrations chargées de la mise en œuvre des mesures du PNRR transmettent selon un rythme trimestriel et au plus tard quinze jours avant le dépôt de chaque demande de paiement, les pièces et documents justificatifs démontrant l'atteinte des cibles et des jalons, tels que prévus par la décision d'exécution du Conseil et précisés par l'arrangement opérationnel qui la complètera.

S'agissant des réformes

Les pièces et les documents justificatifs démontrant la réalisation des réformes inscrites dans le PNRR seront centralisés par le secrétariat général des affaires européennes.

S'agissant des investissements

Les indicateurs quantitatifs (*via* le SI Propilot ou de façon *ad hoc* pour le premier versement) relatifs aux mesures d'investissements du PNRR, extraites du plan France Relance, seront centralisés par le secrétariat général chargé du plan de relance.

Les indicateurs qualitatifs liés aux investissements seront centralisés par la direction générale du trésor.

S'agissant des déclarations de gestion

Les déclarations de gestion des ministères chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR sont signées par les ministres compétents. Elles attestent de la bonne utilisation des fonds, de l'exactitude et de la fiabilité des données transmises ainsi que de la robustesse des systèmes de gestion et de contrôle mis en place.

Ces déclarations sont recueillies par l'autorité de coordination.

Cette dernière les transmettra à la CICC au plus tard dix jours avant le dépôt de chaque demande de paiement, à des fins d'audit et de préparation de la demande de paiement.

L'autorité de coordination transmet ensuite l'ensemble des pièces justificatives, complétées des éléments de la CICC, au cabinet du Premier ministre pour signature de la demande de paiement.

c. Déclaration de gestion

La déclaration de gestion unique transmise à la Commission européenne est signée par le ministre chargé de l'économie, des finances et de la relance, après validation formelle en réunion interministérielle présidée par le cabinet du Premier ministre. Elle s'appuie sur les déclarations de gestion signées par les ministres chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR. Ces dernières devront être transmises à l'autorité de coordination au plus tard quinze jours avant le dépôt de chaque demande de paiement.

Ces déclarations de gestion, établies conformément au modèle défini par la Commission, apportent toutes les garanties nécessaires concernant l'exactitude des données transmises et le respect des principes de bonne gestion, notamment l'absence de fraude, de conflits d'intérêt et de double financement par l'Union européenne. Chaque administration concernée détaille les principaux cas d'irrégularités constatés et les mesures correctives prises pour y remédier.

d. Résumé des audits

Le résumé des audits indiquant notamment les faiblesses décelées et toute mesure préventive ou corrective prise est annexé à chaque demande de paiement, conformément à l'article 22(2) du règlement (UE 2021/241) relatif à la facilité pour la reprise et la résilience.

À cette fin, la CICC travaille en coordination avec les services de contrôle interne et d'inspection chargés de procéder, chacun en ce qui le concerne, aux audits et contrôles des mesures relevant de leur périmètre (cf. annexe 1).

La CICC transmet le résumé des audits menés à l'autorité de coordination en amont de la transmission de la demande de paiement annuel et **au plus tard le 10 décembre**, à l'exception de la demande prévue pour l'année 2021, pour laquelle la CICC transmet le résumé **au plus tard le 12 novembre 2021**.

e. Exécution des dépenses participant de la transition climatique

Au titre de chaque demande de paiement, l'ensemble des administrations responsables de la mise en œuvre de mesures participant à l'atteinte de la cible climatique du PNRR communiqueront systématiquement à l'autorité de coordination ainsi qu'à la direction du budget un état précis des engagements et décaissements réalisés du point de vue de l'État, pour chaque mesure concernée.

Dans le cadre de la première demande de paiement, dont la présentation à la Commission européenne est prévue le 15 novembre 2021, la communication à l'autorité de coordination ainsi qu'à la direction du budget des montants d'engagements et de décaissements constatés se fondera sur des données de consommation arrêtées au 30 septembre 2021 et interviendra **au plus tard le 15 octobre 2021**.

IV. Préparation des rapports biannuels de suivi du PNRR

a. Autorités responsables et calendrier prévisionnel des rapports biannuels de suivi

Conformément à l'article 27 du règlement (UE 2021/241) relatif à la facilité pour la reprise et la résilience, l'État présente deux fois par an, dans le cadre du Semestre européen, les progrès accomplis dans la réalisation de son plan de relance et de résilience. À cette fin, la direction générale du Trésor est chargée de la préparation et de la présentation des rapports biannuels à transmettre à la Commission européenne. Elle peut s'appuyer, en tant que de besoin, sur les services de la direction du budget, du secrétariat général chargé du plan de relance et du secrétariat général des affaires européennes.

Le secrétariat général des affaires européennes assure la coordination des ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR sur ces rapports biannuels, ainsi que la transmission des rapports à la Commission européenne via la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne.

Conformément à l'article 2(3) de l'acte délégué complétant le règlement (UE 2021/241) relatif à la facilité pour la reprise et la résilience, les rapports biannuels de suivi sont transmis à la Commission européenne chaque année le 15 octobre et le 30 avril, jusqu'à la fin de la mise à disposition de l'instrument fin 2026.

b. Contenu des rapports biannuels de suivi

Conformément à l'article 27 du règlement (UE 2021/241) relatif à la facilité pour la reprise et la résilience, les rapports biannuels rendent compte des progrès accomplis dans la réalisation des plans, notamment des arrangements opérationnels détaillant les cibles et les jalons et des indicateurs communs définis dans l'acte délégué.

Un format générique de document de rapport biannuel est déterminé, conforme au modèle qui doit être établi par la Commission européenne.

Les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR sont responsables du suivi des indicateurs quantitatifs et qualitatifs selon des dispositions identiques à celles concernant les demandes de paiement (voir III.b), et des remontées d'informations pour les indicateurs communs retenus par la Commission européenne, sur une base biannuelle **et au plus tard les 1^{er} octobre et 15 avril**. Les informations relatives aux indicateurs communs sont centralisées par la direction générale du trésor pour la production des rapports biannuels.

V. Obligation de communication et de publicité

Conformément à l'article 34(2) du règlement (UE 2021/241) relatif à la facilité pour la reprise et la résilience ainsi qu'à l'accord financier signé par le ministre de l'économie, des finances et de la relance le 29 juillet 2021, les destinataires d'un financement de l'Union s'assurent de la visibilité du financement, en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir les actions et leurs résultats, en fournissant des informations ciblées, cohérentes, efficaces et proportionnées à divers publics, notamment aux médias et au grand public. Le respect de cette obligation réglementaire se traduit par l'utilisation des supports de communication européens et la publication des informations de suivi sur le site dédié.

a. Utilisation des supports de communication européens

Dans le cadre de leur communication – dans le respect, le cas échéant, des règles propres aux périodes pré-électorales - sur les mesures du plan national de relance et de résilience, les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR affichent correctement de manière visible l'emblème de l'Union européenne avec la mention de financement « financé par l'Union européenne – *NextGenerationEU* ».

Lorsqu'il est affiché en association avec un autre logo, l'emblème de l'Union européenne doit être affiché de manière au moins aussi visible et proéminente que les autres logos. L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisé pour mettre en avant le soutien de l'Union européenne.

Les ministères et autorités chargés de la mise en œuvre des mesures du PNRR veillent à ce que les bénéficiaires du financement de l'Union au titre de la facilité pour la reprise et la résilience reconnaissent l'origine des fonds et assurent la visibilité du financement de l'Union.

Toute communication ou diffusion relative au PNRR, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, doit utiliser des informations factuellement exactes et indiquer, lorsque cela est possible et pertinent, la clause de non-responsabilité suivante : « Financé par l'Union européenne - *NextGenerationEU*. Les points de vue et opinions exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de la Commission européenne. Ni l'Union européenne ni la Commission européenne ne peuvent en être tenues pour responsables. »

Le ministère de l'économie, des finances et de la relance, ainsi que les ministères communiqueront sur les moments clés de la mise en œuvre du PNRR.

b. Publication des informations de suivi sur le site dédié

Afin de répondre à l'article 10(2).d de l'accord financier, le site Plan de relance économie.gouv.fr intégrera des informations sur le PNRR et sa mise en œuvre.

Cet espace web unique est alimenté par le ministère de l'économie, des finances et de la relance, avec le concours du secrétariat général des affaires européennes, sur la base des informations fournies par les ministères et autorités sur la mise en œuvre des mesures du PNRR à l'occasion de la préparation des demandes de décaissements et des rapports biannuels.



Jean CASTEX

Annexes :

- ANNEXE 1 : Tableau de synthèse (mesures, montants, cibles et jalons, ministères et services de contrôle référents).
- ANNEXE 2 : Calendrier des travaux à réaliser par les différentes autorités avant l'envoi des demandes de paiement de 2021 et 2022.

Synthèse cibles et jalons du PNRR

Nombre total de cibles et jalons : 175

Préfinancement : 5 117 881 402 €

Versement total attendu : 39 386 318 474 €

Demande de paiement	Composante	Numéro général	Numéro UE	Mesure	Montant France Relance (M€)	Montant PNRR (M€)	Cibles / Jalon	Nom de l'indicateur	Indicateur qualitatif	Indicateur quantitatif (for targets)			Calendrier de réalisation		Description de l'indicateur	Source / Méthodologie	Responsabilité de mise en œuvre et de suivi	Prévision / Risques	Mécanisme de vérification	Contacts référents des mesures	Corps de contrôle
										Unité de mesure	Référence	Cible	Trimestre	Année							
Demande n°1	Composante 1	1	1-1	C1.R1 Politique du logement	-	-	Jalon	Réforme des APL (« aides personnelles au logement »)	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2021	Entrée en vigueur des modifications législatives apportées au mode de calcul des APL afin de refléter les revenus contemporains des ménages.	-	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	-	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 1	2	1-2	C1.R1 Politique du logement	-	-	Jalon	Réforme des dispositifs Pinel / PTZ	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2023	Entrée en vigueur des modifications législatives apportées à la réduction d'impôt Pinel afin d'améliorer l'efficacité en vue d'augmenter l'offre de logements dans les zones où le marché est tendu, et adoption et entrée en vigueur des modifications législatives apportées au dispositif PTZ.	-	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	-	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 1	3	1-3	C1.R2 Réforme de la réglementation thermique (RE2020)	-	-	Jalon	Réforme de la réglementation thermique RE2020	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2022	Entrée en vigueur des modifications législatives incluses dans la nouvelle réglementation RE2020 afin de réduire les émissions de GES des nouvelles constructions, d'améliorer la performance énergétique des bâtiments neufs et d'adapter les bâtiments neufs au changement climatique.	-	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	-	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 1	4	1-4	C1.I1 Rénovation énergétique des bâtiments privés	2 000	1 405	Cible	Nombre de dossiers MaPrimeRénov' validés	-	Nombre	0	400 000	T4	2021	Nombre de ménages ayant bénéficié de MaPrimeRénov'	Collecte par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)	Agence nationale de l'habitat	-	Process interne de validation pour s'assurer de la cohérence des données. Un audit a validé les dispositifs de contrôle du système de gestion	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 1	5	1-5	C1.I1 Rénovation énergétique des bâtiments privés	2 000	1 405	Cible	Nombre de dossiers MaPrimeRénov' validés	-	Nombre	400 000	700 000	T4	2022	Nombre de ménages ayant bénéficié de MaPrimeRénov'	Collecte par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)	Agence nationale de l'habitat	-	Process interne de validation pour s'assurer de la cohérence des données. Un audit a validé les dispositifs de contrôle du système de gestion	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 1	6	1-6	C1.I2 Rénovation énergétique des logements sociaux	500	500	Cible	Nombre de logements sociaux bénéficiant d'une subvention pour la rénovation	-	Nombre	0	20 000	T4	2021	Nombre de logements sociaux bénéficiant d'une subvention pour la rénovation, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Extraction de l'infocentre connecté au système d'information (SI) d'instruction des dossiers	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	Les données sont issues du système d'information servant à l'instruction des données. Croisement avec les données budgétaires issues de CHORUS	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 1	7	1-7	C1.I2 Rénovation énergétique des logements sociaux	500	500	Cible	Nombre de logements sociaux bénéficiant d'une subvention pour la rénovation	-	Nombre	20 000	40 000	T4	2022	Nombre de logements sociaux bénéficiant d'une subvention pour la rénovation, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Extraction de l'infocentre connecté au SI d'instruction des dossiers	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	Les données sont issues du système d'information servant à l'instruction des données. Croisement avec les données budgétaires issues de CHORUS	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 1	8	1-8	C1.I3 Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000	3 800	Cible	Nombre de projets de rénovation de sites publics appartenant à l'État pour lesquels le marché de travaux de rénovation est notifié	-	Nombre de projets	0	2 900	T4	2021	Nombre de projets de rénovation de sites publics appartenant à l'État pour lesquels au moins un marché de travaux de rénovation est notifié, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Collecte par l'intermédiaire d'un outil de suivi	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction de l'immobilier de l'État	Interruption possible de chantiers, risque de décalage et retards dans les phases préalables des études	Suivi au fil de l'eau de l'avancement des projets via un outil web de reporting et suivi renforcé sur les opérations les plus sensibles	beatrice.bellier-ganiere@dgfip.finances.gouv.fr , soraya.smali@dgfip.finances.gouv.fr , alain.josserand@dgfip.finances.gouv.fr	IGF IGA
Demande n°2	Composante 1	9	1-9	C1.I3 Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000	3 800	Cible	Nombre de bâtiments publics appartenant à des collectivités locales et territoriales ayant fait l'objet d'une notification de subvention de l'État ou du Conseil régional pour des travaux de rénovation énergétique	-	Nombre de bâtiments subventionnés	0	1 954	T2	2022	Nombre de bâtiments publics appartenant à des collectivités locales et territoriales (y compris communes et groupements de communes) ayant fait l'objet d'une notification de subvention de l'État ou du Conseil régional pour des travaux de rénovation énergétique, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Collecte par l'intermédiaire d'un outil de suivi	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	Interruption possible de chantiers et risque de décalage	Vérification en préfectures de la qualité des données remontées en administration centrale	arnaud.menguy@dgcl.gouv.fr , olivier.benoist@dgcl.gouv.fr	IGF IGA
Demande n°3	Composante 1	10	1-10	C1.I3 Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000	3 800	Cible	Nombre de m² de planchers des sites publics appartenant à l'État sur lesquels des travaux de rénovation énergétique ont été réalisés	-	Nombre de mètres carrés (en millions)	0	20	T4	2023	Nombre de m² de planchers des sites publics appartenant à l'État sur lesquels des travaux de rénovation énergétique ont été réalisés, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Collecte par le croisement de l'outil de suivi (avancement des chantiers) et des outils d'inventaire du patrimoine	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction de l'immobilier de l'État	Retards dans l'exécution du chantier, avec décalage des dates de terminaison	Suivi au fil de l'eau de l'avancement des projets via un outil web de reporting et suivi renforcé sur les opérations les plus sensibles	beatrice.bellier-ganiere@dgfip.finances.gouv.fr , soraya.smali@dgfip.finances.gouv.fr , alain.josserand@dgfip.finances.gouv.fr	IGF IGA
Demande n°4	Composante 1	11	1-11	C1.I3 Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000	3 800	Cible	Nombre de m² de planchers des sites publics appartenant à l'État sur lesquels des travaux de rénovation énergétique ont été réalisés	-	Nombre de mètres carrés (en millions)	20	28,75	T4	2024	Nombre de m² de planchers des sites publics appartenant à l'État sur lesquels des travaux de rénovation énergétique ont été réalisés, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Collecte par le croisement de l'outil de suivi (avancement des chantiers) et des outils d'inventaire du patrimoine	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction de l'immobilier de l'État	Retards dans l'exécution du chantier, avec décalage des dates de terminaison	Suivi au fil de l'eau de l'avancement des projets via un outil web de reporting et suivi renforcé sur les opérations les plus sensibles	beatrice.bellier-ganiere@dgfip.finances.gouv.fr , soraya.smali@dgfip.finances.gouv.fr , alain.josserand@dgfip.finances.gouv.fr	IGF IGA
Demande n°4	Composante 1	12	1-12	C1.I3 Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000	3 800	Cible	Nombre d'écoles, de collèges ou de lycées ayant fait l'objet de travaux de rénovation énergétique	-	Nombre	0	681	T4	2024	Nombre d'écoles, de collèges ou de lycées ayant fait l'objet de travaux de rénovation énergétique, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Collecte par l'intermédiaire d'un outil de suivi	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	Interruption possible de chantiers et risque de décalage	Vérification en préfectures de la qualité des données remontées en administration centrale	arnaud.menguy@dgcl.gouv.fr , olivier.benoist@dgcl.gouv.fr	IGF IGA
Demande n°3	Composante 1	13	1-13	C1.I4 Rénovation énergétique des TPE-PME	200	120	Cible	Nombre d'entreprises bénéficiaires du crédit d'impôt pour la rénovation énergétique des TPE-PME à usage tertiaire et/ou d'un accompagnement par les chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) et les chambres de commerce et d'industrie (CCI)	-	Nombre	0	5 000	T4	2023	Nombre d'entreprises bénéficiaires du crédit d'impôt pour la rénovation énergétique des TPE-PME à usage tertiaire et/ou d'un accompagnement par les chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) et les chambres de commerce et d'industrie (CCI)	Données collectées par le Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	Ministère de l'économie, des finances et de la relance (collecte), Ministère de la transition écologique (suivi)	-	-	martin.tudesq@developpement-durable.gouv.fr , eric.dodemand@developpement-durable.gouv.fr , david.meunier@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	14	2-1	C2.R1 Loi Climat et Résilience	-	-	Jalon	Loi Climat et Résilience	Promulgation de la loi et entrée en vigueur des dispositions directement applicables	-	-	-	T2	2022	Promulgation de la loi et entrée en vigueur des dispositions de la loi directement applicables afin de transposer en droit plusieurs recommandations de la Convention citoyenne pour le climat autour des six thématiques suivantes: consommer, produire et travailler, se déplacer, se loger, se nourrir et renforcer la protection judiciaire de l'environnement.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère de la transition écologique/Commissariat général au développement durable/SEVS/SDE1	-	Publication au Journal officiel	timothee.asensio-frery@developpement-durable.gouv.fr , david.meunier@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°5	Composante 2	15	2-2	C2.R1 Loi Climat et Résilience	-	-	Jalon	Loi Climat et Résilience - Acte d'exécution	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2025	Entrée en vigueur d'un décret portant sur la création de zones à faibles émissions de GES dans les agglomérations de plus de 150 000 habitants.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère de la transition écologique/Commissariat général au développement durable/SEVS/SDE1	-	Publication au Journal officiel	timothee.asensio-frery@developpement-durable.gouv.fr , david.meunier@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	16	2-3	C2.R2 Loi relative à l'économie circulaire	-	-	Jalon	Décrets d'application de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2022	Entrée en vigueur des décrets et décisions suivants: Décret de mise en place de la filière des déchets du bâtiment et des matériaux de construction au 1er janvier 2022 Décret pour les taux minimaux d'incorporation de matière première recyclée (article 61 de la loi AGECE) Décret relatif à la proportion d'emballages réemployés à mettre sur le marché (article 67 de la loi AGECE)	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques	-	Publication au Journal officiel	anne.guillou@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 2	17	2-4	C2.I1 Décarbonisation de l'industrie	1 200	300	Cible	Émissions de gaz à effet de serre évitées	-	MtCO ₂ eq (millions de tonnes équivalents CO ₂)	0	3,5	T2	2021	Émissions de GES évitées sur la durée de vie du projet, calculées par rapport à la situation « avant investissement », et définies par l'opérateur dans sa réponse à l'appel d'offres, avec l'objectif que les investissements réalisés dans les installations SEQE permettent de réduire les émissions de CO ₂ en dessous du référentiel visé dans la directive SEQE.	Regroupement des données issues du reporting des opérateurs émis lors de l'instruction des dossiers	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises/Service de l'industrie/Sous-direction des matériels de transport, de la mécanique et de l'énergie	Une durée de vie normative de 20 ans pour les projets d'efficacité énergétique et d'évolution des procédés, de 15 ans pour les projets de chaleur bas carbone, est prise pour calculer la valeur de l'indicateur	lana.poirier@finances.gouv.fr , <a href="mailto:THIRION Adrien <adrien.thirion@finances.gouv.fr>">THIRION Adrien <adrien.thirion@finances.gouv.fr> , nicola.bronzetti@finances.gouv.fr , Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr	IGF	

Demande n°2	Composante 2	18	2-5	C2.11 Décarbonisation de l'industrie	1 200	300	Cible	Émissions de gaz à effet de serre évitées	-	MtCO ₂ eq (millions de tonnes équivalents CO ₂)	3.5	5	T4	2022	Émissions de GES évitées sur la durée de vie du projet, calculées par rapport à la situation «avant investissement», et définies par l'opérateur dans sa réponse à l'appel d'offres, avec l'objectif que les investissements réalisés dans les installations SEQUE permettent de réduire les émissions de CO ₂ en dessous du référentiel visé dans la directive SEQUE.	Regroupement des données issues du reporting des opérateurs émis lors de l'instruction des dossiers	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises/Service de l'industrie/Sous-direction des matériels de transport, de la mécanique et de l'énergie	Une durée de vie normative de 20 ans pour les projets d'efficacité énergétique et d'évolution des procédés, de 15 ans pour les projets de chaleur bas carbone, est prise pour calculer la valeur de l'indicateur	-	lina.peirier@finances.gouv.fr ; THIRION.Adrien_cadrien.thirion@finances.gouv.fr ; nicola.bronzetti@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 2	19	2-6	C2.12 Densification urbaine: construction durable	350	350	Cible	Nombre de communes bénéficiant de l'aide	-	Nombre	0	1 200	T4	2021	Nombre de communes bénéficiant de l'aide à la construction durable dans les zones urbaines sous tension.	Base de données Sitadel d'instruction des permis de construire	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	Appui du Commissariat général au développement durable/Service des données et études statistiques	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	20	2-7	C2.12 Densification urbaine: construction durable	350	350	Cible	Nombre de projets pour lesquels une subvention a été signée pour une opération de recyclage d'une friche ou d'une zone urbanisée	-	Nombre	0	90	T1	2022	Nombre de projets pour lesquels la convention de subvention a été signée, soit pour une opération de recyclage d'une friche, soit pour une opération de recyclage d'un terrain urbanisé.	Recensement via la plateforme "aides-territoires"	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	Vérification interne	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 2	21	2-8	C2.12 Densification urbaine: friches	300	260	Cible	Nombre de projets pour lesquels une subvention a été signée pour une opération de recyclage d'une friche ou d'une zone urbanisée	-	Nombre	90	200	T1	2023	Nombre de projets pour lesquels la convention de subvention a été signée, soit pour une opération de recyclage d'une friche, soit pour une opération de recyclage d'un terrain urbanisé.	Recensement via la plateforme "aides-territoires"	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	Vérification interne	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	22	2-9	C2.14 Biodiversité	250	186	Cible	Nombre de projets soutenus dans les domaines de la restauration écologique et des aires protégées	-	Nombre	0	700	T4	2022	Nombre de projets liés à la restauration écologique et à la préservation de la biodiversité dans les aires protégées.	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature - enquête au fil de l'eau mise en place depuis février 2021	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature/Direction de l'eau et la biodiversité/Sous-direction de l'animation territoriale et de l'appui aux politiques de protection et de restauration des écosystèmes	Nécessité d'un travail de saisie régulier et de qualité par les 40 responsables. Maintien sur la durée de compétences et disponibilités suffisantes pour assurer la maintenance du site de rapportage, l'animation des correspondants et la synthèse mensuelle des données.	Croisement données qualitatives / données budgétaires (rapportages différents avec identifiant commun). Contrôles de cohérence et de complétude des données. Comparaison avec des prévisionnels existants. Animation des correspondants.	florence.clermont-brouillet@developpement-durable.gouv.fr ; natalie.commeau@developpement-durable.gouv.fr ; allic.perceley@developpement-durable.gouv.fr ; planderelance.deb@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 2	23	2-10	C2.15 Prévention du risque sismique dans les outre-mer	50	50	Cible	Nombre de bâtiments concernés – risque sismique dans les outre-mer	-	Nombre	0	15	T4	2023	Nombre de bâtiments publics (tels que les bâtiments dédiés à la gestion des crises, ou les préfectures et sous-préfectures, ou les hôpitaux prioritaires, ou les écoles, lycées et collèges) des DOM dans lesquels des travaux antisismiques ont débuté.	Regroupement des données issues du rapportage des directions de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL)	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques-Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature	Risque lié aux conclusions des études techniques préparatoires et risques classiques de chantiers de BTP et risques particuliers liés à la nature insulaire de ces territoires	Comparaison au programme prévisionnel (validé au niveau interministériel)	lionel.Berthet@developpement-durable.gouv.fr ; dominique.devin-mauzard@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	24	2-11	C2.16 Sécurisation des réseaux d'eau	300	300	Cible	Nombre de km linéaires de réseaux d'eau potable et de réseaux d'assainissement soutenus	-	Km	0	450	T4	2022	Nombre de kilomètres de réseaux d'eau potable ou de réseaux d'assainissement pour lesquels les travaux de rénovation ont débuté.	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature - enquête au fil de l'eau mise en place depuis février 2021	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature/Direction de l'eau et la biodiversité/Sous-direction de l'animation territoriale et de l'appui aux politiques de protection et de restauration des écosystèmes	Objectifs calculés sur la base d'hypothèse de répartition de l'enveloppe globale entre réseaux et infrastructures d'une part, d'un coût kilométrique moyen (distinct en métropole et outre-mer) du kilomètre de réseau traité. Risque particulier outre-mer lié à la situation parfois délicate de la gouvernance des réseaux d'eau, en cours d'évolution.	Croisement données qualitatives / données budgétaires (rapportages différents avec identifiant commun). Contrôles de cohérence et de complétude des données. Comparaison avec des prévisionnels existants. Animation des correspondants.	florence.clermont-brouillet@developpement-durable.gouv.fr ; natalie.commeau@developpement-durable.gouv.fr ; allic.perceley@developpement-durable.gouv.fr ; planderelance.deb@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	25	2-12	C2.17 Modernisation des centres de tri	274	194	Cible	Nombre de contrats signés pour la modernisation des centres de tri.	-	Nombre	0	32	T4	2022	Nombre de contrats signés pour la modernisation des centres de tri.	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)/OPALE	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques & Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	Dans l'hypothèse où des projets dépasseraient l'aide moyenne par type de dossiers, le nombre de centres aidés sera plus faible	Suivi des conventions signées par l'ADEME avec les porteurs de projet	Anne.Guillou@developpement-durable.gouv.fr ; vincent.coissard@developpement-durable.gouv.fr ; patrick.soule@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	26	2-13	C2.17 Modernisation des centres de tri	274	194	Jalon	Investissement dans le tri et la collecte des déchets, et dans le traitement des déchets médicaux	Communication de la liste des bénéficiaires	-	-	-	T4	2022	Finalisation de l'appel à propositions et dispositifs d'aide et sélection des bénéficiaires pour les programmes suivants: • soutenir les investissements dans le tri et la collecte des déchets hors foyer; • soutenir le tri, la collecte et la valorisation des biodéchets; • soutenir les investissements en faveur d'équipements pour désinfecter les déchets médicaux infectieux.	Site de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) + outil de suivi des projets aidés de l'ADEME, OPALÉ	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques & Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	Appel à projets infructueux.	Lien vers les dispositifs d'aide publiés sur le site de l'ADEME et suivi de la liste des bénéficiaires des conventions signées par l'ADEME pour les projets aidés	Anne.Guillou@developpement-durable.gouv.fr ; vincent.coissard@developpement-durable.gouv.fr ; patrick.soule@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°5	Composante 2	27	2-14	C2.17 Modernisation des centres de tri	274	194	Cible	Nombre de centres de tri modernisés	-	Nombre	0	32	T4	2025	Nombre de centres de tri publics et privés existants qui ont achevé leurs travaux de modernisation.	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)/OPALE	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques & Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	Dans l'hypothèse où des projets dépasseraient l'aide moyenne par type de dossiers, le nombre de centres aidés sera plus faible	Suivi des conventions signées par l'ADEME avec les porteurs de projet et des justificatifs conditionnant le dernier versement	Anne.Guillou@developpement-durable.gouv.fr ; vincent.coissard@developpement-durable.gouv.fr ; patrick.soule@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°5	Composante 2	28	2-15	C2.18 Recyclage et réemploi	226	226	Cible	Quantité de matières plastiques évitées	-	Tonnes	0	275 000	T4	2025	Quantité effective cumulée de matières plastiques évitées, par recyclage ou intégration dans des processus industriels.	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)/OPALE	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques & Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	REX ORPLAST de 250 000 tonnes repris	Suivi des conventions signées par l'ADEME avec les porteurs de projet et les justificatifs conditionnant le dernier versement pour l'aide	Anne.Guillou@developpement-durable.gouv.fr ; vincent.coissard@developpement-durable.gouv.fr ; patrick.soule@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	29	2-16	C2.19 Plan en faveur des protéines végétales	100	70	Cible	Nombre de projets bénéficiaires des fonds du «plan protéines» afin d'investir dans la production de protéagineux	-	Nombre	0	1 200	T1	2022	Nombre de projets bénéficiaires des fonds du «plan protéines» afin d'investir dans la production de protéagineux, après sélection par appels d'offres.	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation/Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation/Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises/Sous-direction des filières agroalimentaires FranceAgriMer	Montant moyen des dossiers plus important que prévu ferait baisser l'objectif	Contrôle interne de l'organisme instructeur et payeur	jean-baptiste.faire@agriculture.gouv.fr ; karine.serrec@agriculture.gouv.fr ; benjamin.genton@agriculture.gouv.fr	CGAAER
Demande n°3	Composante 2	30	2-17	C2.110 Forêts	150	150	Cible	Surface de forêts pour laquelle une subvention a été engagée afin d'améliorer, d'adapter, de régénérer ou de reconstituer la forêt	-	Hectare	0	30 000	T1	2023	Surface de forêts pour laquelle une subvention a été engagée afin d'améliorer, d'adapter, de régénérer ou de reconstituer la forêt.	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation/Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation/Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises/Sous-direction Filières forêt-bois, cheval et bioéconomie Agence de services et de paiement	Montant moyen des dossiers plus important que prévu ferait baisser l'objectif	Contrôle interne de l'organisme instructeur et payeur	jean-baptiste.faire@agriculture.gouv.fr ; karine.serrec@agriculture.gouv.fr ; benjamin.genton@agriculture.gouv.fr	CGAAER
Demande n°1	Composante 3	31	3-1	C3.R1 Loi d'orientation des mobilités	-	-	Jalon	Article 35.2 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	Entrée en vigueur	-	-	-	T3	2020	Entrée en vigueur du décret d'application de la loi d'orientation des mobilités déterminant les conditions dans lesquelles les déplacements réalisés peuvent donner lieu au versement d'une allocation au conducteur qui a proposé un trajet en covoiturage en l'absence de passagers (article 35.2 de la loi d'orientation des mobilités).	Secrétariat générale du Gouvernement	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	-	Publication au Journal officiel	isabelle.andrivo@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	32	3-2	C3.R1 Loi d'orientation des mobilités	-	-	Jalon	Article 172 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	Entrée en vigueur	-	-	-	T2	2021	Entrée en vigueur des mesures d'adaptation de la réglementation pour assurer les transferts en gestion aux Régions du réseau ferroviaire d'intérêt local, en application de l'article 172 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.	Secrétariat générale du Gouvernement	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	-	Publication au Journal officiel	isabelle.andrivo@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD

Demande n°3	Composante 3	33	3-3	C3.R1 Loi d'orientation des mobilités	-	-	Jalon	Article 3 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019	Actualisation	-	-	-	T4	2023	Actualisation de la programmation financière et opérationnelle des investissements de l'État dans les transports, telle que prévue par la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités en application de l'article 3 de cette loi, au plus tard le 30 juin 2023.	-	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	-	-	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	34	3-4	C3.R2 Budget vert	-	-	Jalon	Budget vert annexé à la loi de finances	Publication par le gouvernement	-	-	-	T4	2021	Publication d'un budget vert en même temps que le projet de loi de finances 2022 avec une méthodologie améliorée sur la prise en compte des dépenses de fonctionnement.	-	Ministère de l'économie, des finances et de la relance	-	-	sania.matalic@finances.gouv.fr , mi.nguyen@finances.gouv.fr , sarole.anselin@finances.gouv.fr , dh-7ba@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 3	35	3-5	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Jalon	Passation des conventions de financement	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF	-	-	-	T3	2021	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF des conventions de financement.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, après vote en CA de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Inscription préalable dans les budgets initiaux (décembre N-1)	Préparation et vote des budgets et des conventions	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°2	Composante 3	36	3-6	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Aiguillages	-	Nombre	0	272	T1	2022	Nombre de nouveaux aiguillages installés (au total).	Données produites par SNCF Réseau	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Agence des participations de l'Etat	Planification/difficultés opérationnelles lors des travaux	Contrôle par les organes de gouvernance	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , frederic.gilbert@ape.gouv.fr , aureliane.labourdette@ape.gouv.fr , emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 3	37	3-7	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Caténaires	-	Km	0	182	T1	2022	Kilomètres de nouvelles caténaires installés (au total).	Données produites par SNCF Réseau	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Agence des participations de l'Etat	Planification/difficultés opérationnelles lors des travaux	Contrôle par les organes de gouvernance	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , frederic.gilbert@ape.gouv.fr , aureliane.labourdette@ape.gouv.fr , emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°2	Composante 3	38	3-8	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Lignes ferroviaires régénérées	-	Km	0	863	T4	2022	Kilomètres de lignes ferroviaires régénérées (au total).	Données produites par SNCF Réseau	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Agence des participations de l'Etat	Planification/difficultés opérationnelles lors des travaux	Contrôle par les organes de gouvernance	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , frederic.gilbert@ape.gouv.fr , aureliane.labourdette@ape.gouv.fr , emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°2	Composante 3	39	3-9	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Tunnels	-	Meters	0	3 305	T4	2022	Mètres de tunnels renforcés (au total).	Données produites par SNCF Réseau	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Agence des participations de l'Etat	Planification/difficultés opérationnelles lors des travaux	Contrôle par les organes de gouvernance	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , frederic.gilbert@ape.gouv.fr , aureliane.labourdette@ape.gouv.fr , emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°2	Composante 3	40	3-10	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Jalon	Entretien des voies respectueux de l'environnement	Informations à fournir par SNCF Réseau	-	-	-	T4	2022	Remplacement de l'utilisation du glyphosate par une alternative plus respectueuse de l'environnement.	-	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Agence des participations de l'Etat/Direction des participations Transports	-	-	frederic.gilbert@ape.gouv.fr , aureliane.labourdette@ape.gouv.fr , emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°3	Composante 3	41	3-11	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Lignes ferroviaires locales	-	Km	0	500	T4	2023	Kilomètres de petites lignes locales renouvelés (au total).	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des infrastructures de transport/Sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables	Planification /difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements /croisement données SNCF	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , frederic.gilbert@ape.gouv.fr , aureliane.labourdette@ape.gouv.fr , emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°3	Composante 3	42	3-12	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Lignes de fret renouvelés	-	Km	0	150	T4	2023	Kilomètres de lignes de fret renouvelés (au total).	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des infrastructures de transport/Sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables	Planification /difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements /croisement données SNCF	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , frederic.gilbert@ape.gouv.fr , aureliane.labourdette@ape.gouv.fr , emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°5	Composante 3	43	3-13	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Lignes ferroviaires locales	-	Km	500	827	T4	2025	Kilomètres de petites lignes locales renouvelés (au total).	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des infrastructures de transport/Sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables	Planification /difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements /croisement données SNCF	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , frederic.gilbert@ape.gouv.fr , aureliane.labourdette@ape.gouv.fr , emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°5	Composante 3	44	3-14	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Lignes de fret renouvelés	-	Km	150	330	T4	2025	Kilomètres de lignes de fret renouvelés (au total).	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des infrastructures de transport/Sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables	Planification /difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements /croisement données SNCF	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr , frederic.gilbert@ape.gouv.fr , aureliane.labourdette@ape.gouv.fr , emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°1	Composante 3	45	3-15	C3.I2 Aides à l'achat de véhicules propres	1 900	985	Cible	Bonus écologiques	-	Nombre	0	85 000	T1	2021	Nombre de bonus écologiques octroyés pour des véhicules légers depuis juin 2020.	Agence de services et de paiement	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	-	Reporting mensuel	thomas.zuelgaray@developpement-durable.gouv.fr , eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 3	46	3-16	C3.I2 Aides à l'achat de véhicules propres	1 900	985	Cible	Bonus écologiques	-	Nombre	0	127 000	T1	2022	Nombre de bonus écologiques octroyés pour des véhicules légers en 2021.	Agence de services et de paiement	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	-	Reporting mensuel	thomas.zuelgaray@developpement-durable.gouv.fr , eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 3	47	3-17	C3.I2 Aides à l'achat de véhicules propres	1 900	985	Cible	Bonus écologiques	-	Nombre	0	1 700	T1	2022	Nombre de bonus écologiques octroyés pour des véhicules lourds depuis le début du programme de bonus écologique (2018).	Agence de services et de paiement	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	-	Reporting mensuel	thomas.zuelgaray@developpement-durable.gouv.fr , eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	48	3-18	C3.I3 Mobilités du quotidien	1 200	900	Jalon	Conventions de financement de l'AFITF	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF	-	-	-	T1	2021	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF des conventions de financement.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, après vote en CA de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Inscription préalable dans les budgets initiaux (décembre N-1)	Préparation et vote des budgets et des conventions	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°4	Composante 3	49	3-19	C3.I3 Mobilités du quotidien	1 200	900	Cible	Transport collectif en site propre	-	Km	0	20	T4	2024	Nombre de kilomètres de transport collectif en site propre améliorés ou créés.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des services de transports/Sous-direction des transports ferroviaires et collectifs et des déplacements urbains	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°5	Composante 3	50	3-20	C3.I3 Mobilités du quotidien	1 200	900	Cible	Transport collectif en site propre	-	Km	20	100	T2	2026	Nombre de kilomètres de transport collectif en site propre améliorés ou créés.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des services de transports/Sous-direction des transports ferroviaires et collectifs et des déplacements urbains	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD

Demande n°1	Composante 3	51	3-21	C3.14 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Jalon	Conventions de financement de l'AFITF	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF	-	-	-	T1	2021	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF de la convention de financement.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, après vote en CA de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des services de transports ferroviaires et collectifs et des décalages urbains	Inscription préalable dans les budgets initiaux (décembre N-1)	Préparation et vote des budgets et des conventions	isabelle.andrion@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	52	3-22	C3.14 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Jalon	Signature par l'ASP (Agence de services et de paiement) de la convention de financement des nouvelles bornes de recharge	Adoption des conventions de financement par l'ASP	-	-	-	T4	2021	Signature par l'ASP (Agence de services et de paiement) de la convention de financement des nouvelles bornes de recharge.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	-	-	claudel.renard@developpement-durable.gouv.fr , gael.le-bourgeois@developpement-durable.gouv.fr , isabelle.andrion@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 3	53	3-23	C3.14 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Cible	Points de recharge	-	Nombre	0	1 500	T2	2023	Nombre de points de recharge ouverts au public.	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	Mise en place du dispositif et des textes associés	Travaux interministériels de pilotage	claudel.renard@developpement-durable.gouv.fr , gael.le-bourgeois@developpement-durable.gouv.fr , isabelle.andrion@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 3	54	3-24	C3.14 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Cible	Kilomètres de voies réservées réalisées	-	Km	0	20	T2	2023	Kilomètres de voies réservées aux transports en commun ou au covoiturage réalisées.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Pilotage du maître d'ouvrage	isabelle.andrion@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°4	Composante 3	55	3-25	C3.14 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Cible	Projets réalisés sur les voies navigables	-	Nombre	0	100	T4	2024	Finalisation des projets de rénovation et de modernisation des voies navigables, y compris les écluses et les barrages.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des infrastructures de transport/Sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Pilotage du maître d'ouvrage	christophe.lenormand@developpement-durable.gouv.fr , isabelle.andrion@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 3	56	3-26	C3.14 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Jalon	Modernisation du réseau des CROSS et du système numérique des affaires maritimes	Rapport attestant de l'achèvement des travaux	-	-	-	T2	2023	Achèvement de la modernisation du réseau des CROSS et du système numérique des affaires maritimes.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de la mer/Direction des affaires maritimes	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Vérifications lors des passations de commandes Suivi opérationnel et budgétaire	christophe.lenormand@developpement-durable.gouv.fr , isabelle.andrion@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	57	3-27	C3.15 Verdissement du parc automobile de l'Etat	180	155	Cible	Nombre de véhicules électriques et hybrides rechargeables achetés par l'administration française	-	Nombre	0	1 291	T2	2021	Véhicules électriques et hybrides rechargeables au total pour le ministère de l'intérieur, la direction générale des douanes et droits indirects et le ministère de la justice (en cumulé).	Ministère de l'Intérieur/Secrétariat général/Direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières	Ministère de l'Intérieur/SG/DEPAFI/Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/DGDDI & Ministère de la justice	Variation du bonus écologique au 1 ^{er} octobre 2021	Suivi des EJ CHORUS	christophe.tepinier@interieur.gouv.fr , chloe.mirau@interieur.gouv.fr , vincent.roberti@interieur.gouv.fr , anne.gevertz@interieur.gouv.fr , thibaud.malin@douane.finances.gouv.fr , stephane.paillaud@justice.gouv.fr	IGF IGA Inspection générale de la Justice
Demande n°3	Composante 3	58	3-28	C3.15 Verdissement du parc automobile de l'Etat	180	155	Cible	Nombre de véhicules électriques et hybrides rechargeables achetés par l'administration française	-	Nombre	1 291	4 200	T3	2023	Véhicules électriques et hybrides rechargeables au total pour le ministère de l'intérieur, la direction générale des douanes et droits indirects et le ministère de la justice (en cumulé).	Ministère de l'Intérieur/SG/DEPAFI/Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/DGDDI & Ministère de la justice	-	-	christophe.tepinier@interieur.gouv.fr , chloe.mirau@interieur.gouv.fr , vincent.roberti@interieur.gouv.fr , anne.gevertz@interieur.gouv.fr , thibaud.malin@douane.finances.gouv.fr , stephane.paillaud@justice.gouv.fr	IGF IGA Inspection générale de la Justice	
Demande n°1	Composante 3	59	3-29	C3.16 Verdissement des ports	200	200	Jalon	Conventions de financement de l'AFITF	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF	-	-	-	T1	2021	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF des conventions de financement.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, après vote en CA de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Inscription préalable dans les budgets initiaux (décembre N-1)	Préparation et vote des budgets et des conventions	christophe.lenormand@developpement-durable.gouv.fr , isabelle.andrion@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 3	60	3-30	C3.16 Verdissement des ports	200	200	Cible	Nouveaux branchements électriques à quai	-	Nombre	0	9	T4	2022	Finalisation de la mise en place de nouvelles bornes électriques sur les quais du réseau Havre-Rouen-Paris et du port de Marseille et le quai de la Pointe des Grives du port de la Martinique.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Panification/difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements	christophe.lenormand@developpement-durable.gouv.fr , isabelle.andrion@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 3	61	3-31	C3.16 Verdissement des ports	200	200	Jalon	Achat de navires	Rapport attestant de l'acquisition	-	-	-	T2	2023	Finalisation de l'acquisition de navires pour les services des affaires maritimes.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de la mer/Direction des affaires maritimes	Planification/procédure d'achat	Vérifications lors des passations de commandes Suivi opérationnel et budgétaire	christophe.lenormand@developpement-durable.gouv.fr , isabelle.andrion@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 3	62	3-32	C3.17 Renforcement de la résilience des réseaux électriques	50	50	Jalon	Début des projets	Rapport attestant de l'achèvement	-	-	-	T4	2023	Début des projets relatifs aux réseaux électriques dans les zones rurales.	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	-	-	eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 4	63	4-1	C4.R1 Réforme de la gouvernance du Programme d'investissements d'avenir (PIA)	-	-	Jalon	Nouvelle gouvernance du Programme d'investissements d'avenir	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2021	Entrée en vigueur de la modification législative et de l'accord-cadre mettant en place la nouvelle gouvernance avec, notamment : - la mise en place d'un Conseil interministériel de l'innovation, qui réunit les ministres compétents autour du Premier ministre et décide des orientations et priorités de la politique de l'innovation; - l'élargissement des missions du Comité de surveillance des investissements d'avenir qui conseillera le Conseil interministériel de l'innovation dans l'élaboration des politiques d'innovation et donnera un avis consultatif sur l'identification de nouvelles priorités d'investissement	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Secrétariat général pour l'investissement	-	-	samille.muller@pm.gouv.fr , chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr , sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 4	64	4-2	C4.11 Innovover pour la transition écologique	3 400	1 700	Cible	Nombre de stratégies d'accélération validées	-	Nombre	0	7	T4	2021	Nombre de stratégies d'accélération validées (hydrogène décarboné, décarbonation de l'industrie, systèmes agricoles durables, recyclage et réincorporation de matériaux recyclés, villes durables et bâtiments innovants, numérisation et décarbonation des mobilités, produits biosourcés et biotechnologies industrielles – carburants durables).	Collecte dans outil de suivi ainsi que le SI du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Réorientation politique	Système d'information des opérateurs et du SGPI - contrôleurs de gestion	samille.muller@pm.gouv.fr , chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr , sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 4	65	4-3	C4.11 Innovover pour la transition écologique	3 400	1 700	Jalon	Lancement d'appels à propositions ou à manifestation d'intérêt	Publication sur le site web du Secrétariat général pour l'Investissement	-	-	-	T4	2022	Lancement de tous les appels à propositions ou à manifestation d'intérêt au titre de cette mesure pour les stratégies adoptées dans le cadre de la cible 4-2, avec des cahiers des charges intégrant un critère d'éligibilité permettant d'assurer la neutralité environnementale des applications de la solution financée.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le SI du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Mise en place du dispositif et des textes associés	Système d'information des opérateurs et du SGPI - contrôleurs de gestion	samille.muller@pm.gouv.fr , chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr , sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 4	66	4-4	C4.11 Innovover pour la transition écologique	3 400	1 700	Jalon	Attribution des marchés – décision d'exécution du Premier ministre	Rapport du secrétariat général pour l'investissement	-	-	-	T4	2023	Décision d'exécution du Premier ministre à l'issue des appels à propositions/appels à manifestation d'intérêt lancés dans le cadre du jalon 4-3, en vue de permettre la contractualisation avec les bénéficiaires au moyen de conventions ou d'autres contrats d'octroi de fonds.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le SI du SGPI (données financières remontées depuis les SI des opérateurs du PIA)	Secrétariat général pour l'investissement	Retards ou décalages dans l'instruction des projets	Système d'information des opérateurs et du SGPI - contrôleurs de gestion	samille.muller@pm.gouv.fr , chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr , sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 4	67	4-5	C4.12 Développer l'hydrogène décarboné	2 000	1 925	Jalon	Attribution des marchés dans le cadre du mécanisme de soutien	Publication sur la page web	-	-	-	T3	2022	Attribution des marchés de l'appel à projets du mécanisme de soutien à la production d'hydrogène.	Ministère de la transition écologique/Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Ministère de la transition écologique/DG/H2	-	-	lionel.prevors@developpement-durable.gouv.fr , eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 4	68	4-6	C4.12 Développer l'hydrogène décarboné	2 000	1 925	Cible	Volume d'hydrogène produit dans le cadre du mécanisme de soutien	-	Tonnes	0	12 000	T4	2022	Volume d'hydrogène produit par les projets sélectionnés et soutenus dans le cadre du mécanisme de soutien à la production d'hydrogène renouvelable et bas carbone (en cumulé).	Ministère de la transition écologique/Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Ministère de la transition écologique/DG/H3	Les risques associés sont inhérents aux retards que pourraient prendre les projets dont les autorisations de financement dépendent de la Commission (PIIEC)	Sera prévu dans le cadre des appels d'offre	lionel.prevors@developpement-durable.gouv.fr , eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr , lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD

Demande n°5	Composante 4	69	4-7	C4.I2 Développer l'hydrogène décarboné	2 000	1 925	Cible	Volume d'hydrogène produit dans le cadre du mécanisme de soutien	-	Tonnes	12 000	100 000	T4	2025	Volume d'hydrogène produit par les projets sélectionnés et soutenus dans le cadre du mécanisme de soutien à la production d'hydrogène renouvelable et bas carbone (en cumulé).	Ministère de la transition écologique/Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Ministère de la transition écologique/DG/H4	Les risques associés sont inhérents aux retards que pourraient prendre les projets dont les autorisations de financement dépendent de la Commission (PIIEC)	Sera prévu dans le cadre des appels d'offre	lionel.prevors@developpement-durable.gouv.fr ; eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 4	70	4-8	C4.I2 Développer l'hydrogène décarboné	2 000	1 925	Jalon	Signature de la décision d'attribuer un soutien financier aux promoteurs privés dans le cadre du PIIEC sur l'hydrogène	Publication sur la page web	-	-	-	T3	2022	Signature de la décision d'attribuer un soutien financier aux promoteurs privés dans le cadre du PIIEC sur l'hydrogène.	-	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises/Sous-direction des matériels de transport, de la mécanique et de l'énergie	-	-	alexandra.calka@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr ; marc.jamet@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°5	Composante 4	71	4-9	C4.I2 Développer l'hydrogène décarboné	2 000	1 925	Cible	Capacité de production d'électrolyseurs	-	MW/yr	-	140	T4	2025	Capacité de production annuelle d'électrolyseurs s'élevant à 140 MW de capacité de production installée financée dans le cadre du PIIEC sur l'hydrogène.	Donnée déclarative issue des industriels	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	Non réalisation ou retard des projets industriels présentés pour diverses raisons (abandon du projet, non validation par la Commission de la notification, etc.)	Déclaratif	alexandra.calka@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr ; marc.jamet@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 4	72	4-10	C4.I3 Plan de soutien au secteur de l'aéronautique	1 820	1 670	Cible	Nombre de projets sélectionnés pour bénéficier d'un soutien au titre du fonds de soutien aux investissements	-	Nombre	0	300	T1	2022	Nombre de projets sélectionnés, sur la base de cahiers des charges intégrant comme critère d'éligibilité la contribution à la transition écologique des mesures sélectionnées, pour bénéficier du fonds de soutien aux investissements afin de promouvoir la diversification, la modernisation et la transformation numérique et environnementale des entreprises (en cumulé).	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises/Service de l'Industrie	Les projets font l'objet d'une contractualisation avec Bpifrance qui opère la sous-mesure pour le compte de l'Etat.	-	alexandra.calka@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr ; marc.jamet@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 4	73	4-11	C4.I3 Plan de soutien au secteur de l'aéronautique	1 820	1 670	Cible	Nombre de projets de R&D sélectionnés visant à promouvoir les avions bas carbone et économes en énergie	-	Nombre	0	200	T4	2022	Nombre de projets de R&D visant à promouvoir les avions bas carbone et économes en énergie, sélectionnés sur la base de cahiers des charges intégrant comme critère d'éligibilité la contribution à la transition écologique des mesures sélectionnées (en cumulé).	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aviation civile	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aviation civile/Direction du transport aérien	Les projets font l'objet d'une contractualisation	-	carine.donzel@aviation-civile.gouv.fr ; pierre.moschetti@aviation-civile.gouv.fr ; aymeric.de-loubens@aviation-civile.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	IGF
Demande n°5	Composante 4	74	4-12	C4.I3 Plan de soutien au secteur de l'aéronautique	1 820	1 670	Cible	Nombre de projets achevés qui ont été soutenus au titre du fonds de soutien aux investissements	-	Nombre	0	180	T4	2025	Nombre de projets achevés ayant bénéficié du fonds de soutien aux investissements pour favoriser la diversification, la modernisation et la transformation numérique et environnementale des entreprises (en cumulé).	-	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises/Sous-direction des matériels de transport, de la mécanique et de l'énergie	-	-	alexandra.calka@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr ; marc.jamet@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 5	75	5-1	C5.R1 Mise en oeuvre de la loi ASAP	-	-	Jalon	Loi n°2020-1525 (loi ASAP)	Entrée en vigueur	-	-	-	T2	2022	Entrée en vigueur des décrets d'application de la loi ASAP, couvrant au moins les éléments suivants: - Mise en oeuvre des dispositions d'obtention/renouvellement de l'affiliation sportive et du certificat médical ; - Instruction des demandes d'autorisation environnementale en cas d'urgence civile ; - Dispositions relatives aux accords d'intéressement, de participation ou de plan d'épargne salariale.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère des Sports & Ministère de la Transition écologique & Ministère de l'Economie, des finances et de la relance	-	Publication au Journal officiel	application.lois2@pm.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; jean-francois.hatte@sports.gouv.fr	IGF CGEDD IGESR
Demande n°3	Composante 5	76	5-2	C5.R2 Contribution des entreprises aux transformations économiques, sociales et environnementales	-	-	Jalon	Article 244 de la loi n° 2020-1721 (loi de finances 2021)	Publication sur le site web du ministère du travail (sous-indicateurs)	-	-	-	T1	2023	Publication des sous-indicateurs de l'Index de l'égalité professionnelle, ainsi que des objectifs de progression pour chacun de ces sous-indicateurs en dessous d'un seuil fixé par décret.	-	Ministère du Travail	-	-	luclie.castex-chauve@travail.gouv.fr ; johanna.guadez@travail.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 5	77	5-3	C5.I1 Fonds régionaux d'investissement	250	250	Jalon	Dotations aux fonds régionaux d'investissement	Rapport de Bpifrance	-	-	-	T4	2022	Versement par le fonds de fonds géré par Bpifrance de 250 000 000 EUR à des fonds régionaux conformément aux règles d'investissement de Bpifrance.	Données remontées par Bpifrance	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale du Trésor - Bpifrance	Capacité à atteindre le décaissement envisagé	Déclaratif	nau.hennebelle@dgtrésor.gouv.fr ; Edouard.CHRETIEN@dgtrésor.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 5	78	5-4	C5.I1 Fonds régionaux d'investissement	250	250	Cible	Dotations aux fonds régionaux d'investissement	-	Montant	0	EUR 1 000 000 000	T4	2022	Financement total mobilisé - constitué du financement de l'Etat de 250 000 000 EUR, ainsi que des contributions des régions (250 000 000 EUR) et des investisseurs privés (500 000 000 EUR).	Données remontées par Bpifrance & Bpifrance	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale du Trésor & Bpifrance	Capacité des fonds à collecter hors capitaux publics	Déclaratif	nau.hennebelle@dgtrésor.gouv.fr ; Edouard.CHRETIEN@dgtrésor.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 6	79	6-1	C6.R1 Loi de programmation de la recherche	-	-	Cible	Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 - entrée en vigueur des décrets	-	Proportion de décrets	0%	60%	T4	2023	Au moins 60 % des décrets sont entrés en vigueur.	Publication au Journal officiel	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation/Direction générale de la recherche et de l'innovation/Direction des affaires juridiques	-	Publications au Journal officiel	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 6	80	6-2	C6.R1 Loi de programmation de la recherche	-	-	Cible	Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 - recrutements réalisés en <i>tenure track</i>	-	Personnes	0	100	T4	2022	Nombre de recrutements réalisés en <i>tenure track</i> (en cumulé 2021-2022).	Systèmes d'information RH	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation/Direction générale de la recherche et de l'innovation	-	Systèmes d'information RH	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGESR
Demande n°5	Composante 6	81	6-3	C6.R1 Loi de programmation de la recherche	-	-	Cible	Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020- augmentation des crédits de la recherche publique	-	Montant	12,9 milliards d'EUR	14,7 milliards d'EUR	T3	2025	Augmentation des crédits de la recherche publique par rapport à 2020, attestée par le rapport de la DGRI.	Vérification à périmètre constant et hors contribution de la France à l'agence spatiale européenne	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation/Direction générale de la recherche et de l'innovation/Direction des affaires financières	-	Vérification avec la loi de règlement (T3 2025)	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 6	82	6-4	C6.I1 Préservation de l'emploi R&D	300	300	Cible	Nombre de personnels de R&D bénéficiaires de la mesure	-	Personnes	0	2 000	T4	2022	Nombre total de personnels de R&D bénéficiaires des quatre actions de soutien à l'emploi dans la R&D.	Plateforme en ligne de collecte des indicateurs de suivi sur le site de l'opérateur (Agence nationale de la recherche - ANR). Les opérateurs signent une convention avec l'ANR incluant des obligations de reporting mensuel.	Agence nationale de la recherche & Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation/Direction générale de la recherche et de l'innovation/Service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale	-	Assuré par l'opérateur de financement (ANR)	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; jean-francois.duffau-bernadac@enseignementsup.gouv.fr	IGESR
Demande n°1	Composante 6	83	6-5	C6.I2 PIA - Technologies numériques clés	2 600	1 800	Cible	Nombre de stratégies validées	-	Nombre	0	6	T4	2021	Les six stratégies (technologies quantiques, cybersécurité, éducation numérique, industries culturelles et créatives, 5G, cloud) ont été validées et publiées sur le site du secrétariat général pour l'investissement (SGPI).	Collecte dans outil de suivi ainsi que le système d'information (SI) du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Réorientation politique	Système d'information des opérateurs et du SGPI et contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 6	84	6-6	C6.I2 PIA - Technologies numériques clés	2 600	1 800	Jalon	Lancement de l'appel à propositions ou à manifestation d'intérêt	Publication sur le site web du secrétariat général pour l'investissement	-	-	-	T4	2023	Lancement de tous les appels à propositions ou à manifestation d'intérêt au titre de cette mesure pour les stratégies adoptées dans le cadre de l'objectif 6-5, avec des cahiers des charges intégrant un critère d'éligibilité permettant d'assurer la neutralité environnementale des applications de la solution financée.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le système d'information (SI) du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Mise en place du dispositif et des textes associés	Système d'information des opérateurs et du SGPI et contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°4	Composante 6	85	6-7	C6.I2 PIA - Technologies numériques clés	2 600	1 800	Jalon	Attribution des marchés - décision d'exécution du Premier ministre	Rapport du secrétariat général pour l'investissement	-	-	-	T4	2024	Décision d'exécution du Premier ministre à l'issue des appels à propositions/appels à manifestation d'intérêt lancés dans le cadre du jalon 6-6, en vue de permettre la contractualisation avec les bénéficiaires au moyen de conventions de subvention ou d'autres contrats d'octroi de fonds.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le système d'information (SI) du SGPI (données financières remontées depuis les SI des opérateurs du PIA)	Secrétariat général pour l'investissement	Retard ou décalages dans l'instruction des projets	Système d'information des opérateurs et du SGPI et contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 6	86	6-8	C6.I3 PIA - entreprises innovantes	1 950	750	Jalon	Lancement de l'appel à propositions ou à manifestation d'intérêt	Publication sur le site web du secrétariat général pour l'investissement	-	-	-	T4	2022	Tous les appels à propositions ou à manifestation d'intérêt de cette mesure ont été lancés pour les stratégies d'aide à l'innovation de Bpifrance, et des concours d'innovation à destination des start-up et des PME, et les projets de R&D, avec des cahiers des charges intégrant un critère d'éligibilité permettant d'assurer la neutralité environnementale des applications de la solution financée.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le SI du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Mise en place du dispositif et des textes associés	Système d'information des opérateurs et du SGPI - contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF

Demande n°4	Composante 6	87	6-9	C6.13 PIA – entreprises innovantes	1 950	750	Jalon	Attribution des marchés – décision d'exécution du Premier ministre	Rapport du secrétariat général pour l'investissement	-	-	-	T4	2024	Décision d'exécution du Premier ministre à l'issue des appels à propositions/appels à manifestation d'intérêt lancés dans le cadre du jalon 6-8, en vue de permettre la contractualisation avec les bénéficiaires au moyen de l'octroi de fonds.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le SI du SGPI (données financières remontées depuis les SI des opérateurs de la PIA)	Secrétariat général pour l'investissement	Retard ou décalage dans l'instruction des projets	Système d'information des opérateurs et du SGPI et contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr , christelle.ibanez@pm.gouv.fr , sonia.bayala@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 6	88	6-10	C6.14 Spatial	365	365	Cible	Attribution des marchés aux bénéficiaires	-	Montant	0	200	T1	2022	200 000 000 EUR de marchés avec les bénéficiaires i) des appels à projets dans des domaines pertinents pour le secteur spatial et du concours national d'applications spatiales («Space Tour 2021») ; et ii) des projets à Vernon (récupération d'hydrogène, parc de panneaux solaires, modernisation du centre d'essai des moteurs de fusées).	Recueilli par l'opérateur (Centre national d'études spatiales - CNES) et transmis à la Direction générale des entreprises	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	-	Comité de pilotage	adorice.gachet@finances.gouv.fr , masafumi.tanaka@finances.gouv.fr , alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 6	89	6-11	C6.14 Spatial	365	365	Cible	Nombre de bénéficiaires	-	Nombre	0	80	T1	2022	Nombre de bénéficiaires d'appels à projets dans des domaines pertinents pour le secteur spatial et concours national d'applications spatiales («Space Tour 2021»).	Recueilli par l'opérateur (Centre national d'études spatiales - CNES) et transmis à la Direction générale des entreprises	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	-	Comité de pilotage	adorice.gachet@finances.gouv.fr , masafumi.tanaka@finances.gouv.fr , alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°4	Composante 6	90	6-12	C6.14 Spatial	365	365	Jalon	Investissements dans Ariane 6	Suivi des progrès de l'Agence spatiale européenne par le Centre national d'études spatiales (CNES)	-	-	-	T4	2024	Réalisation du programme Ariane 6	Suivi du programme de l'ESA par l'opérateur (CNES) et l'Etat	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	Retards de décalage	Comité de pilotage	adorice.gachet@finances.gouv.fr , masafumi.tanaka@finances.gouv.fr , alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 7	91	7-1	C7.R1 Loi 4D	-	-	Jalon	Entrée en vigueur de la loi 4D	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2022	Entrée en vigueur de la loi 4D visant à renforcer l'efficacité des services publics en favorisant la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et la décomplexification.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	-	Publication au Journal officiel	claudie.calabrin@dgecl.gouv.fr , anouk.watrin@dgecl.gouv.fr , bastien.merot@dgecl.gouv.fr , olivier.benoist@dgecl.gouv.fr , application.lois2@pm.gouv.fr	IGA
Demande n°5	Composante 7	92	7-2	C7.R1 Loi 4D	-	-	Jalon	Évaluation de la loi 4D	Rapport d'évaluation	-	-	-	T2	2025	État des lieux des dispositions mises en œuvre ayant contribué à faciliter l'action publique selon les quatre principes de la loi (décentralisation, différenciation, déconcentration et décomplexification)	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	-	-	claudie.calabrin@dgecl.gouv.fr , anouk.watrin@dgecl.gouv.fr , bastien.merot@dgecl.gouv.fr , olivier.benoist@dgecl.gouv.fr , application.lois2@pm.gouv.fr	IGA
Demande n°1	Composante 7	93	7-3	C7.R2 Loi organique Expérimentation	-	-	Jalon	Entrée en vigueur de la loi visant à consacrer le droit à la différenciation	Entrée en vigueur	-	-	-	T2	2021	Promulgation de la loi visant à consacrer le droit à la différenciation en élargissant la possibilité pour les collectivités locales de recourir à des expérimentations afin de tenir compte de leurs spécificités (simplification du cadre juridique et consécration de nouvelles issues à l'expérimentation)	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	-	Publication au Journal officiel	claudie.calabrin@dgecl.gouv.fr , anouk.watrin@dgecl.gouv.fr , bastien.merot@dgecl.gouv.fr , olivier.benoist@dgecl.gouv.fr , application.lois2@pm.gouv.fr	IGA
Demande n°5	Composante 7	94	7-4	C7.R2 Loi organique Expérimentation	-	-	Jalon	État des lieux des premières expérimentations réalisées	Rapport d'évaluation	-	-	-	T2	2025	Évaluation des premières expérimentations réalisées sur la base des indicateurs suivants (inclus dans la mesure): nombre de collectivités participant à chaque expérimentation autorisée par la loi ou le règlementation, nombre de jours nécessaires pour obtenir la publication au Journal officiel des délibérations par lesquelles les collectivités participent aux expérimentations, délai d'entrée en vigueur des actes dérogatoires pris par les collectivités expérimentatrices pour chaque expérimentation autorisée par la loi ou le règlementation	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	-	-	claudie.calabrin@dgecl.gouv.fr , anouk.watrin@dgecl.gouv.fr , bastien.merot@dgecl.gouv.fr , olivier.benoist@dgecl.gouv.fr , application.lois2@pm.gouv.fr	IGA
Demande n°2	Composante 7	95	7-5	C7.R3 Transformation de la fonction publique	-	-	Jalon	Mise en œuvre des actions identifiées dans le cadre des chantiers lancés sur le recrutement et l'égalité des chances	Rapports de mise en œuvre	-	-	-	T1	2022	Mise en œuvre du plan pour l'égalité des chances, avec les objectifs suivants: augmentation du nombre de jeunes apprentis, de travailleurs handicapés, plan en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'encadrement supérieur dirigeant de l'Etat, rénovation des voies d'accès à la fonction publique par de nouveaux concours, accompagnement vers la réussite des jeunes talents sur l'ensemble du territoire, développement du tutorat et du mentorat pour l'égalité des chances	-	Ministère de la transformation et de la fonction publique/Direction générale de l'administration et de la fonction publique	-	-	nauline.martin@finances.gouv.fr , nathalie.green@finances.gouv.fr , jean-marc.chneider@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 7	96	7-6	C7.R4 Gouvernance des finances publiques	-	-	Jalon	Remise du rapport de la Commission sur l'avenir des finances publiques (CAFP)	Remise du rapport	-	-	-	T1	2021	Remise du rapport de la Commission sur l'avenir des finances publiques (CAFP) sur la stratégie budgétaire post-crise et sur la rénovation du cadre de gouvernance des finances publiques.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication du rapport	sania.matulic@finances.gouv.fr , tui.nguyen@finances.gouv.fr , carole.anselin@finances.gouv.fr , db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 7	97	7-7	C7.R4 Gouvernance des finances publiques	-	-	Jalon	Mise en œuvre de certaines recommandations du rapport de la CAFP	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2021	Mise en œuvre en temps utile pour qu'elles soient applicables dès le budget 2023 de certaines recommandations du rapport du CAFP par l'adoption de dispositions législatives organiques, avec pour objectif : - L'extension des prérogatives du Haut conseil des finances publiques (HCFP) - La mise en place d'une règle de dépenses pluriannuelles comme règle de pilotage. Cette règle en matière de dépenses assure la cohérence entre les projets de loi de finances annuelles et les objectifs pluriannuels.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication au Journal officiel	sania.matulic@finances.gouv.fr , tui.nguyen@finances.gouv.fr , carole.anselin@finances.gouv.fr , db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 7	98	7-8	C7.R4 Gouvernance des finances publiques	-	-	Jalon	Mise en place d'un schéma de cantonnement de la dette COVID	Mise en place d'un schéma de cantonnement de la dette COVID	-	-	-	T4	2021	Mise en place d'un schéma de cantonnement de la dette COVID dans le projet de plan budgétaire	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication de l'adoption du projet de finances	sania.matulic@finances.gouv.fr , tui.nguyen@finances.gouv.fr , carole.anselin@finances.gouv.fr , db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 7	99	7-9	C7.R4 Gouvernance des finances publiques	-	-	Jalon	Nouvelle loi de programmation des finances publiques (LPPF)	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2023	Entrée en vigueur d'une nouvelle loi de programmation des finances publiques (LPPF) mettant en œuvre les nouvelles dispositions législatives organiques adoptées et fixant une trajectoire de finances publiques permettant de stabiliser puis de faire décroître le ratio de dette.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication de l'adoption de la LPPF	sania.matulic@finances.gouv.fr , tui.nguyen@finances.gouv.fr , carole.anselin@finances.gouv.fr , db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 7	100	7-10	C7.R5 Évaluation de la qualité des dépenses publiques	-	-	Jalon	Publication du bilan des réformes de productivité	Publication du bilan	-	-	-	T4	2021	Publication du bilan des réformes de productivité de l'action publique réalisées sur le quinquennat.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication du bilan	sania.matulic@finances.gouv.fr , tui.nguyen@finances.gouv.fr , carole.anselin@finances.gouv.fr , db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 7	101	7-11	C7.R5 Évaluation de la qualité des dépenses publiques	-	-	Jalon	Rapport de la mission d'audit de la Cour des comptes sur les finances publiques	Publication du rapport	-	-	-	T2	2021	Rapport de la mission d'audit de la Cour des comptes sur les finances publiques.	Audit indépendant de la Cour des comptes	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication du rapport	sania.matulic@finances.gouv.fr , tui.nguyen@finances.gouv.fr , carole.anselin@finances.gouv.fr , db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 7	102	7-12	C7.R5 Évaluation de la qualité des dépenses publiques	-	-	Jalon	Sortie des dispositifs d'urgence sous condition sanitaire	Sortie des dispositifs d'urgence	-	-	-	T4	2022	Sortie des dispositifs d'urgence sous condition sanitaire, sur la base des recommandations du rapport de la mission d'audit de la Cour des comptes.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	Sous conditions sanitaires	-	sania.matulic@finances.gouv.fr , tui.nguyen@finances.gouv.fr , carole.anselin@finances.gouv.fr , db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 7	103	7-13	C7.R5 Évaluation de la qualité des dépenses publiques	-	-	Jalon	Construction des lois financières articulées avec les évaluations de la dépense publique couvrant le champ des administrations publiques (APU) dans le respect de la trajectoire de dépenses de la loi de programmation des finances publiques	Construction des lois financières	-	-	-	T4	2022	Construction des lois financières articulées avec les évaluations de la dépense publique couvrant le champ des administrations publiques (APU) dans le respect de la trajectoire de dépenses de la loi de programmation des finances publiques.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	-	sania.matulic@finances.gouv.fr , tui.nguyen@finances.gouv.fr , carole.anselin@finances.gouv.fr , db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°4	Composante 7	104	7-14	C7.R5 Évaluation de la qualité des dépenses publiques	-	-	Jalon	Évaluation annuelle des mesures prises pour améliorer la qualité des dépenses publiques mises en œuvre dans la loi de finances 2023	Publication de l'évaluation	-	-	-	T1	2024	Évaluation annuelle des mesures prises pour améliorer la qualité des dépenses publiques mises en œuvre dans la loi de finances 2023.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	-	sania.matulic@finances.gouv.fr , tui.nguyen@finances.gouv.fr , carole.anselin@finances.gouv.fr , db-7bue@finances.gouv.fr	IGF

Demande n°2	Composante 7	105	7-15	C7.11 Mise à niveau numérique des entreprises	385	385	Cible	Nombre d'entreprises ayant reçu une subvention en faveur des investissements numériques	-	Nombre	0	3 320	T1	2022	Nombre d'entreprises ayant reçu un soutien pour stimuler les investissements numériques dans le cadre du dispositif Industrie du futur.	Opérateur (Agence de services et de paiement)	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	-	Processus d'instruction par étapes de validation et de contrôles des données	benedicte.roullier@finances.gouv.fr ; aurelien.palix@finances.gouv.fr ; alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°4	Composante 7	106	7-16	C7.11 Mise à niveau numérique des entreprises	385	385	Cible	Nombre de solutions numériques fournies aux entreprises	-	Nombre	0	200	T3	2024	Nombre de formations et de bilans numériques dispensés aux entreprises dans le cadre du dispositif « FranceNum ».	Collecte auprès des opérateurs chargés des accompagnements	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	Temps de déploiement des mesures opérées via des appels à projet	Données obligatoires, nombre d'accompagnements par entreprise	benedicte.roullier@finances.gouv.fr ; aurelien.palix@finances.gouv.fr ; alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 7	107	7-17	C7.12 Mise à niveau numérique de l'État et des territoires	500	500	Cible	Nombre d'entreprises bénéficiaires de commandes publiques	-	Nombre	0	200	T1	2023	Nombre d'entreprises bénéficiaires de commandes publiques dans le cadre des fonds « Innovation et transformation numériques » et « Sac à dos numérique de l'agent public » pour la mise à niveau numérique de l'État et des territoires.	Collecte auprès des porteurs de projets lauréats	Direction interministérielle du numérique (DINUM)	-	-	benjamin.rondet@modernisation.gouv.fr ; xavier.albouy@modernisation.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 7	108	7-18	C7.12 Mise à niveau numérique de l'État et des territoires	500	500	Cible	Pourcentage d'agents publics outillés pour le travail à distance	-	Pourcentage	-	95%	T3	2023	Pourcentage d'agents publics outillés pour le travail à distance sur la base d'études annuelles menées auprès des agents publics de l'administration française.	Questionnaire envoyé à tous les agents publics	Direction interministérielle du numérique (DINUM)	Risque de mauvaise estimation du taux d'agents dont les fonctions sont télétravaillables	-	benjamin.rondet@modernisation.gouv.fr ; xavier.albouy@modernisation.gouv.fr	IGF
Demande n°4	Composante 7	109	7-19	C7.13 Cybersécurité des services de l'État	136	136	Jalon	Investissement visant à renforcer la cybersécurité des services de l'État	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2024	Achèvement des quatre actions visant à accroître la cybersécurité des services de l'État : • création d'équipes de réponse à incidents, • déploiement de packs de diagnostic, • acquisition d'outils de cybersécurité, • augmentation de la capacité de détection des cyberattaques	-	Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)	-	-	gwenaelle.martinet@ssi.gouv.fr ; Anouck.Teiller@ssi.gouv.fr	IGA
Demande n°2	Composante 7	110	7-20	C7.14 Mise à niveau numérique de l'État - identité numérique	72	30	Cible	Nombre de cartes nationales d'identité électroniques produites	-	Nombre	-	3 000 000	T1	2022	Nombre de nouvelles cartes d'identité produites et en circulation.	Imprimerie nationale	Ministère de l'Intérieur/Agence nationale des titres sécurisés	-	-	olivier.langou@interieur.gouv.fr ; carole.puig-chevrier@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr	IGA
Demande n°3	Composante 7	111	7-21	C7.14 Mise à niveau numérique de l'État - identité numérique	72	30	Cible	Nombre d'utilisateurs de l'application d'identité numérique	-	Nombre	-	12 500 000	T4	2023	Nombre d'utilisateurs de l'application d'identité numérique souveraine nouvellement développée.	Collecte statistique	Ministère de l'Intérieur/DINUM	Usages en cours de définition fonctionnelle	-	olivier.langou@interieur.gouv.fr ; carole.puig-chevrier@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr	IGA
Demande n°3	Composante 7	112	7-22	C7.15 Équipement du Ministère de l'Intérieur	23	23	Jalon	Investissement pour renforcer l'équipement numérique du Ministère de l'Intérieur	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2023	Achèvement des six actions visant à renforcer l'équipement numérique du Ministère de l'Intérieur : • Réseau interministériel de l'État • Socle informatique de l'administration territoriale de l'État • Plan de vidéoprotection de la préfecture de police • Sécurisation des réseaux • Résilience des data centers • Système d'alerte et d'information des populations	-	Ministère de l'Intérieur/Direction interministérielle du numérique et direction des affaires financières	-	-	olivier.langou@interieur.gouv.fr ; carole.puig-chevrier@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr	IGA
Demande n°5	Composante 7	113	7-23	C7.16 Applications du Ministère de l'Intérieur	77	77	Jalon	Investissement dans les applications numériques développées par le Ministère de l'Intérieur	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T2	2025	Achèvement des sept applications numériques pour le Ministère de l'Intérieur : • SI Elections • Plainte en ligne • FR-Alert • Marcus 112 • Système d'immatriculation des véhicules • LOG MI • Projet informatique « Préparation de l'avenir »	-	Ministère de l'Intérieur/Direction interministérielle du numérique et direction des affaires financières	-	-	olivier.langou@interieur.gouv.fr ; carole.puig-chevrier@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr	IGA
Demande n°3	Composante 7	114	7-24	C7.17 Télétravail au sein du Ministère de l'Intérieur	67	47	Jalon	Investissement pour renforcer la connectivité numérique du Ministère de l'Intérieur	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2023	Achèvement des actions visant à renforcer la connectivité numérique du Ministère de l'Intérieur : • Amélioration de l'environnement numérique et développement du télétravail (achevée) • Postes NEO (achevée) • Réseau radio du futur (premières actions)	-	Ministère de l'Intérieur/Direction interministérielle du numérique et direction des affaires financières	-	-	olivier.langou@interieur.gouv.fr ; carole.puig-chevrier@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr	IGA
Demande n°5	Composante 7	115	7-25	C7.18 Mise à niveau numérique du système éducatif	35	35	Jalon	Investissement pour mettre à niveau les services numériques du ministère de l'éducation nationale	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T2	2026	Achèvement des cinq actions de mise à niveau des services numériques du ministère de l'éducation nationale : • Modernisation des outils informatiques pour l'enseignement du premier degré (projet Onde, outil de gestion pour les chefs d'établissement) • Déploiement du système d'authentification unique pour accéder aux services et ressources numériques éducatives et extension du champ des bénéficiaires • Déploiement de la solution sécurisée d'accès aux ressources numériques dans les écoles primaires (projet GAR) • Transformation et modernisation des infrastructures et outils académiques • Généralisation des outils et services permettant le travail à distance	-	Ministère de l'Éducation nationale	-	-	marie.goiset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 7	116	7-26	C7.19 Transformation numérique de l'école	131	131	Cible	Nombre de classes d'école équipées numériquement	-	Nombre	0	45 000	T4	2022	Nombre de classes d'école équipées de ressources numériques dans les classes élémentaires, ainsi que de classes hybrides dans l'enseignement secondaire, ainsi qu'un accompagnement au changement pour le personnel concerné.	-	Ministère de l'Éducation nationale	-	-	marie.goiset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°4	Composante 7	117	7-27	C7.110 Accès au numérique dans l'enseignement supérieur	35	35	Cible	Nombre d'étudiants ayant accès à une formation numérique	-	Nombre	0	1 400 000	T4	2024	Nombre d'étudiants ayant accès aux capacités de formation numérique dans l'enseignement supérieur.	-	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche/Direction générale de l'enseignement supérieur	-	-	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; marie.goiset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°5	Composante 7	118	7-28	C7.111 Culture	1 600	703	Cible	Cathédrales et monuments historiques nationaux	-	Nombre	0	62	T4	2025	Nombre de projets achevés de rénovation de cathédrales et de monuments historiques nationaux appartenant à l'État	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°5	Composante 7	119	7-29	C7.111 Culture	1 600	703	Jalon	Monuments appartenant aux autorités locales et à des propriétaires privés	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2025	Achèvement de tous les travaux de rénovation des monuments appartenant aux collectivités locales et territoriales ainsi qu'à des propriétaires privés.	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°4	Composante 7	120	7-30	C7.111 Culture	1 600	703	Cible	Nombre d'écoles d'art et d'architecture rénovées	-	Nombre	0	13	T4	2024	Nombre de travaux de rénovation d'écoles d'art et d'architecture achevés.	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°4	Composante 7	121	7-31	C7.111 Culture	1 600	703	Jalon	Dispositifs de soutien à la création artistique	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2024	Achèvement des deux programmes visant à soutenir les institutions axés sur la création artistique et à soutenir les artistes par le biais d'un programme public d'acquisition d'œuvres d'art.	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC

Demande n°2	Composante 7	122	7-32	C7.111 Culture	1 600	703	Jalon	Investissement dans le plan filière presse	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2022	Achèvement des six actions visant à investir dans la filière presse (plan filière presse) : • Investissement pour la restructuration du parc d'imprimeries de la presse • Investissement pour la modernisation des diffuseurs • Plan de transformation des imprimeries de la presse régionale • Fonds de lutte contre la précarité • Fonds stratégique pour le développement de la presse • Fonds pour la transition écologique	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr estelle.airault@culture.gouv.fr fabienne.brutt@culture.gouv.fr henri.dalmeida@culture.gouv.fr francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°2	Composante 7	123	7-33	C7.111 Culture	1 600	703	Jalon	Investissement dans le plan filière livre	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2022	L'achèvement des trois actions visant à investir dans la filière livre (plan filière livre) : • Dispositif « Jeunes en librairies » • Investissement pour la modernisation des librairies • Investissements pour la modernisation des librairies dans le cadre de la dotation générale de décentralisation	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr estelle.airault@culture.gouv.fr fabienne.brutt@culture.gouv.fr henri.dalmeida@culture.gouv.fr francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°2	Composante 7	124	7-34	C7.111 Culture	1 600	703	Jalon	Investissement dans le plan filière cinéma	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2022	Achèvement des huit actions visant à investir dans la filière cinéma (plan filière cinéma) : • Rattraper le retard de production en production cinéma • Inciter les distributeurs de films à se tourner vers la salle • Renforcer la viabilité des salles de cinéma (jeune public) • Rattraper le retard en production en produisant de nouvelles œuvres audiovisuelles • Accélérer la modernisation des industries techniques • Moderniser la valorisation du patrimoine • Renforcer l'internationalisation de la filière cinéma • Encourager directement les talents d'avenir	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr estelle.airault@culture.gouv.fr fabienne.brutt@culture.gouv.fr henri.dalmeida@culture.gouv.fr francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°1	Composante 7	125	7-35	Procédures de contrôle et d'audit pour la mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience	-	-	Jalon	Organisation du système et du traitement des données et organisation des audits	Signature de la circulaire et rapport de la CICC	-	-	-	T4	2021	Mise en place de procédures de contrôle et d'audit par : • La signature d'une circulaire par le Premier ministre, définissant les rôles et responsabilités de l'organisme de coordination et des ministères, ainsi que la procédure de collecte et de stockage des données relatives aux indicateurs, y compris la garantie de leur fiabilité et l'accès aux données collectées de tous les bénéficiaires finaux ; • La finalisation d'un rapport décrivant la stratégie d'audit envisagée, y compris une description du travail d'audit sur les demandes de paiement	Secrétariat général du Gouvernement & Commission interministérielle de coordination des contrôles	Autorité coordinatrice du plan de relance & Commission interministérielle de coordination des contrôles	-	Publication de la circulaire et transmission de la stratégie d'audit	andre.leprince-granger@finances.gouv.fr helene.donskoff@finances.gouv.fr martine.marigaud@finances.gouv.fr	CICC
Demande n°2	Composante 8	126	8-1	C8.R1 Réforme de l'offre de services de Pôle emploi	-	-	Cible	Agences ayant des services Cap'Emploi intégrés	-	Nombre	0	700	T4	2022	Nombre d'agences Pôle Emploi ayant des services Cap'Emploi intégrés.	Remontées Pole emploi. Comité de pilotage <i>ad hoc</i>	Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion/Direction générale de Pôle emploi	-	Comité de pilotage de la convention quinquennale	olivia.montel@emploi.gouv.fr veronique.gallo@emploi.gouv.fr antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	127	8-2	C8.R1 Réforme de l'offre de services de Pôle emploi	-	-	Cible	Agences disposant d'un conseiller indemnisation	-	Nombre	0	700	T4	2022	Nombre d'agences Pôle emploi ayant mis en place le dispositif « conseiller indemnisation ».	Remontées Pole emploi. Comité de pilotage <i>ad hoc</i>	Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion/Direction générale de Pôle emploi	-	Comité de pilotage de la convention quinquennale	olivia.montel@emploi.gouv.fr veronique.gallo@emploi.gouv.fr antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	128	8-3	C8.R2 Réforme du dispositif d'activité partielle	-	-	Jalon	Réforme du dispositif d'activité partielle afin d'inciter au redémarrage de l'activité au travers d'un resserrement progressif de la générosité et des conditions d'accès au dispositif	Entrée en vigueur	-	-	-	T3	2021	Les adaptations consistent à : • Diminuer les niveaux d'allocation des employeurs et des salariés ; • Diminuer la durée de validité de l'autorisation de recours au dispositif d'activité partielle (de 12 mois à 3 mois, renouvelable sur une période de 12 mois) ; • Supprimer progressivement le taux d'allocation majoré pour les secteurs protégés et les entreprises fermées administrativement.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère du Travail/Direction générale du travail	-	Publication au Journal officiel	olivia.montel@emploi.gouv.fr veronique.gallo@emploi.gouv.fr application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	129	8-4	C8.R3 Réforme de la santé et de la sécurité au travail	-	-	Jalon	Adoption des amendements à la loi visant à doter la France d'un système d'acteurs de santé au travail plus efficace et tourné vers la prévention d'une part, et d'autre part à réorganiser la gouvernance et le fonctionnement des institutions en charge de la santé au travail	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2021	Adoption des amendements à la loi visant à doter la France d'un système d'acteurs de santé au travail plus efficace et tourné vers la prévention d'une part, et d'autre part à réorganiser la gouvernance et le fonctionnement des institutions en charge de la santé au travail.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère du Travail/Direction générale du travail	-	-	lucile.castex-chauve@travail.gouv.fr rohanna.guacide@travail.gouv.fr application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°5	Composante 8	130	8-5	C8.R3 Réforme de la santé et de la sécurité au travail	-	-	Cible	Services de santé et de sécurité au travail équipés en outils numériques sécurisés	-	Nombre	0	165	T2	2026	Nombre de services de santé et de sécurité au travail équipés en outils numériques sécurisés.	Sondage auprès des SST	Ministère du Travail/Direction générale du travail	-	-	lucile.castex-chauve@travail.gouv.fr rohanna.guacide@travail.gouv.fr application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	131	8-6	C8.R4 Réforme de l'assurance chômage	-	-	Jalon	Entrée en vigueur de plusieurs mesures de la réforme de l'assurance chômage	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2021	Entrée en vigueur de plusieurs mesures relatives : • Au nouveau mode de calcul du salaire journalier de référence (SJR) ; • À la dégressivité des allocations pour les hauts revenus au bout de huit mois d'indemnisation ; • À la mise en œuvre de la première étape du bonus malus.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère du Travail/Direction générale du travail	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr veronique.gallo@emploi.gouv.fr application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	132	8-7	C8.R4 Réforme de l'assurance chômage	-	-	Jalon	Entrée en vigueur automatique des mesures restantes sous condition de retour à meilleure fortune économique	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2022	Entrée en vigueur automatique des mesures restantes sous condition de retour à meilleure fortune économique : • Resserrement des conditions d'ouverture des droits (passage de 4 à 6 mois) ; • Dégressivité des allocations pour les hauts revenus au bout de huit mois d'indemnisation.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère du Travail/Direction générale du travail	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr veronique.gallo@emploi.gouv.fr application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	133	8-8	C8.11 FNE-Formation	800	800	Cible	Participants aux parcours en FNE-Formation	-	Nombre	0	400 000	T4	2022	Nombre de formations et autres actions (validation des acquis, évaluation des compétences).	Remontées des SI des OPCO	Ministère du travail et de l'emploi/Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle/Sous-direction des politiques de formation et du contrôle	Temps de démarrage du dispositif refondu à prendre en compte	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr veronique.gallo@emploi.gouv.fr antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 8	134	8-9	C8.12 Reconversion par l'alternance (Pro A)	270	270	Cible	Salariés bénéficiant du dispositif Pro A	-	Nombre	0	90 000	T4	2023	Nombre de salariés participant à la reconversion par l'alternance (Pro-A).	Remontées des OPCO	Ministère du travail et de l'emploi/Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle/Sous-direction des politiques de formation et du contrôle	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr veronique.gallo@emploi.gouv.fr antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	135	8-10	C8.13 Aide à l'embauche pour les contrats d'apprentissage	5 123	2 347	Cible	Aides à l'embauche versées pour les contrats d'apprentissage	-	Nombre	0	333 374	T4	2021	Nombre de contrats d'apprentissage pour lesquels une aide à l'embauche a été versée à l'employeur.	Remontées du SI de l'Agence des services de paiement	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/MAAQ/MISI et ASP	-	Contrôles des engagements des entreprises de + de 250 salariés & contrôles par l'ASP	olivia.montel@emploi.gouv.fr veronique.gallo@emploi.gouv.fr antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	136	8-11	C8.14 Aide à l'embauche pour les contrats de professionnalisation	858	800	Cible	Aides à l'embauche versées pour les contrats de professionnalisation	-	Number	0	100 000	T1	2022	Nombre de contrats de professionnalisation pour lesquels l'aide exceptionnelle de professionnalisation a été versée à l'employeur.	Remontées du SI de l'Agence de service public	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/MAAQ/MISI et ASP	-	Contrôles des engagements des entreprises de + de 250 salariés & contrôles par l'ASP	olivia.montel@emploi.gouv.fr veronique.gallo@emploi.gouv.fr antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	137	8-12	C8.15 Aide à l'embauche des jeunes de moins de 26 ans	956	803	Cible	Aides à l'embauche versées pour les contrats d'embauche de jeunes de moins de 26 ans	-	Nombre	0	337 000	T1	2021	Nombre de contrats pour lesquels l'aide à l'embauche des jeunes a été versée à l'employeur.	Remontée d'informations par l'Agence de Service Public	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/PAE	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr veronique.gallo@emploi.gouv.fr antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS

Demande n°3	Composante 8	138	8-13	C8.16 Création d'emplois pour les jeunes dans le sport	40	40	Cible	Emplois créés dans le secteur du sport bénéficiant d'une aide	-	Nombre	0	2 500	T3	2023	Nombre d'emplois créés dans le secteur du sport qui bénéficient d'une aide.	Statistiques des outils de gestion des campagnes liées aux projets sportifs territoriaux (PST)	Agence nationale du Sport	-	Suivi via OSIRIS	jean-francois.hatte@sports.gouv.fr ; solene.charreau@sports.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 8	139	8-14	C8.17 Internats d'excellence	50	50	Cible	Places créées ou réhabilitées	-	Nombre	0	1 500	T3	2022	Nombre de places créées ou réhabilitées dans les internats d'excellence.	Résultats des appels à projets et suivi par les académies	Ministère de l'Éducation nationale/DGESCO	-	Suivi ad hoc	marie.groset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°1	Composante 8	140	8-15	C8.18 Cordées de la réussite	10	10	Cible	Élèves participant au programme « Cordées de la réussite »	-	Nombre	0	185 000	T3	2021	Nombre d'élèves participant au programme « Cordées de la réussite ».	Enquête auprès des académies & suivi SI	Ministère de l'Éducation nationale/DGESCO & DGESIP & DAF	-	Suivi ad hoc	marie.groset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 8	141	8-16	C8.19 Garanties par l'État des prêts étudiants	32	32	Cible	Bénéficiaires d'un prêt étudiant garanti par l'État	-	Nombre	0	100 000	T4	2022	Nombre de bénéficiaires d'un prêt étudiant garanti par l'État, à la suite de l'avenant à la convention avec Bnfrance augmentant la dotation de l'État.	Enquête	Ministère de l'Enseignement supérieur/DGESIP-SDA1	-	-	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; christophe.castell@enseignementsup.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 8	142	8-17	C8.110 Parcours personnalisés pour les jeunes de 16 à 18 ans ne respectant pas l'obligation de formation	245	74	Cible	Jeunes participant aux activités de l'AFPA	-	Nombre	0	10 500	T1	2022	Nombre de jeunes de 16 à 18 ans participant au parcours personnalisé proposé par l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).	Remontées des données par l'Afpa	Ministère du travail et de l'Emploi/Agence nationale pour la formation des adultes	-	-	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	143	8-18	C8.111 Création de places pour la poursuite d'études des jeunes bacheliers	180	180	Cible	Places créées dans l'enseignement supérieur	-	Nombre	0	30 000	T4	2022	Nombre de places créées dans l'enseignement supérieur, selon Parcoursup.	Parcoursup	Ministère de l'enseignement supérieur/DGESIP-SDB1	Estimation du flux de candidatures nouvelles en se fondant sur les campagnes de créations de places depuis 2018	-	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; philippe.burdet@enseignementsup.gouv.fr	IGESR
Demande n°1	Composante 8	144	8-19	C8.112 Plan jeunes : poursuite d'études des néo-bacheliers	76	76	Cible	Places créées dans l'enseignement supérieur	-	Nombre	0	16 000	T3	2021	Nombre de places créées dans l'enseignement supérieur, selon les enquêtes conduites auprès des académies.	Enquêtes auprès des académies et suivi de la masse salariale dans le SI	Ministère de l'Éducation nationale/DGESCO & DAF	-	Suivi ad hoc	marie.groset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 8	145	8-20	C8.113 PACEA et Garantie jeunes	333	233	Cible	Bénéficiaires supplémentaires de la PACEA et de la Garantie jeunes à partir de 2021	-	Nombre	0	130 000	T1	2022	Nombre de jeunes ayant intégré la PACEA et la Garantie jeunes en 2021, selon les rapports des missions locales.	SI des missions locales	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/SDPAE	-	Vérification de la cohérence avec les données des années passées	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	146	8-21	C8.114 Contrats aidés pour les jeunes (PEC et CIE)	685	317	Cible	Contrats aidés supplémentaires	-	Nombre	0	65 000	T1	2022	Nombre de contrats aidés supplémentaires, PEC et CIE, selon Pôle Emploi.	Restitution par l'agence des services des paiements - suivi dans le SI	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/MIP	-	Echanges hebdomadaire avec Pôle Emploi	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	147	8-22	C8.115 Aide à la mobilisation des employeurs pour l'embauche des travailleurs handicapés (AMEETH)	85	43	Cible	Aides versées	-	Nombre	0	12 500	T2	2021	Nombre d'aides versées pour l'embauche d'un travailleur handicapé.	Restitution par l'agence des services des paiements	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/METH	-	-	martin.szczupak@social.gouv.fr ; Gisèle.DIALLO@sante.gouv.fr ; Alexis.RINCKENBACH@social.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 8	148	8-23	C8.116 Extension exceptionnelle du dispositif d'Emploi accompagné	15	15	Jalon	Déploiement complet de l'extension du dispositif d'Emploi accompagné	Rapport attestant de l'achèvement de la mesure	-	-	-	T2	2023	Déploiement complet de l'extension du dispositif d'Emploi accompagné en faveur des personnes handicapées.	Remontées de données des ARS	Direction générale de la cohésion sociale	Risque de retard dans l'engagement des dépenses par les ARS	Reporting auprès des ARS	martin.szczupak@social.gouv.fr ; Gisèle.DIALLO@sante.gouv.fr ; Alexis.RINCKENBACH@social.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 8	149	8-24	C8.117 Formation à distance	160	160	Cible	Inscriptions à des formations professionnelles à distance	-	Nombre	0	30 000	T4	2023	Nombre d'inscriptions à des formations professionnelles à distance proposées par Pôle Emploi.	Remontées du SI Pôle Emploi	Pôle Emploi/DGEFP	-	-	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 8	150	8-25	C8.118 Contenus pédagogiques digitalisés : plateformes de contenus digitalisés	304	304	Cible	Organismes de formation déclarant avoir formé leurs stagiaires en tout ou partie par l'intermédiaire de l'apprentissage à distance	-	Nombre	0	15 000	T4	2023	Nombre d'organismes de formation déclarant avoir formé leurs stagiaires en tout ou partie, par l'intermédiaire de l'apprentissage à distance dans leur fiche pédagogique et financière.	Bilan pédagogique et financier	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP & DARES	-	Vérification de la cohérence avec les données des années passées	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	151	8-26	C8.118 Contenus pédagogiques digitalisés : plateformes de contenus digitalisés	304	304	Jalon	Soutien à l'assistance à la gestion de projets en vue de favoriser la conception et la diffusion de contenu numérique	Transmission des éléments livrables	-	-	-	T4	2022	Eléments livrables produits dans le cadre du soutien à l'assistance à la gestion de projets en vue de favoriser la conception et la diffusion de contenus numériques (y compris les dossiers de projet pour les 15 parcours pilotes à produire).	-	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP	-	-	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	152	8-27	C8.119 Dotation complémentaire allouée aux associations « Transitions Pro » (AT pro) pour le financement des transitions professionnelles	100	100	Cible	Projets supplémentaires de transition professionnelle financés	-	Nombre	15 937	19 837	T4	2022	Augmentation du nombre (+3 900) de projets de transition professionnelle financés ayant débuté en 2021, par rapport au nombre total de projets de transition professionnelle financés en 2020.	Enquête	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/MDFF	-	Vérification par les états statistiques et financiers 2021 disponibles en N+1	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	153	8-28	C8.120 Abondement des comptes personnels de formation (CPF) pour développer les compétences numériques	25	25	Cible	Personnes ayant mobilisé leur CPF avec l'abondement pour s'inscrire à une formation aux compétences numériques inscrite au répertoire national des compétences professionnelles	-	Nombre	0	22 500	T1	2022	Personnes ayant mobilisé leur CPF avec l'abondement pour s'inscrire à une formation aux compétences numériques inscrite au répertoire national des compétences professionnelles.	Caisse des dépôts et consignation	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP	-	DARES	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	154	8-29	C8.121 Renforcement des moyens de France compétences	750	750	Jalon	Signature de la convention avec France compétences	Signature de la convention	-	-	-	T1	2021	Signature de la convention entre l'Etat français et France compétences pour augmenter les moyens financiers de France compétences de 750 000 000 EUR.	-	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/SD-PFC	-	Signature de l'accord	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 8	155	8-30	C8.121 Renforcement des moyens de France compétences	750	750	Cible	Contrats d'apprentissage supplémentaires signés	-	Nombre	335 421	495 000	T4	2023	Nombre de contrats d'apprentissage supplémentaires, signés (+160 000) entre 2021 et 2023, par rapport à la base de référence de 2019, tels que déclarés par les opérateurs de compétences.	Remontée SI des OPCO	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/SD-PFC	Fortes incertitudes au regard de la conjoncture	Vérification par les états statistiques et financiers 2021 disponibles en N+1	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	156	8-31	C8.122 Renforcement des moyens de Pôle Emploi	250	50	Cible	Recrutement de conseillers Pôle Emploi	-	Nombre	0	1 000	T4	2022	Nombre de conseillers de Pôle Emploi recrutés en contrat à durée déterminée.	Remontées d'informations par Pôle emploi	Direction générale de Pole emploi.	-	-	alivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 9	157	9-1	C9.R1 Stratégie nationale de réforme du système de santé	-	-	Jalon	Vote et publication de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé (simplification de la gouvernance des hôpitaux).	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2021	Entrée en vigueur de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification qui permet d'accorder aux établissements plus de souplesse dans leur organisation, de remédialiser la gouvernance des hôpitaux, et de redonner au service hospitalier une plus grande place dans la décision.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère des Solidarités et de la santé	-	Publication au Journal officiel	gisele.diallo@sante.gouv.fr ; gabrielle.dubois@sante.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 9	158	9-2	C9.R1 Stratégie nationale de réforme du système de santé	-	-	Cible	Taux d'engagement des crédits pour la revalorisation des ressources humaines en santé	-	Pourcentage	-	90%	T4	2023	Taux d'engagement des crédits pour la revalorisation des ressources humaines en santé.	Suivi budgétaire du Ségur de la Santé	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction générales de l'offre de soins/RH	-	Contrôle budgétaire	gisele.diallo@sante.gouv.fr ; gabrielle.dubois@sante.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 9	159	9-3	C9.R2 Création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale couvrant le risque de perte d'autonomie	-	-	Jalon	Loi portant création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale consacrée au soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées	Entrée en vigueur	-	-	-	T3	2020	Publication au Journal officiel de la loi n° 2020-991 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie, qui prévoit la création d'une nouvelle branche de sécurité sociale consacrée au soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère des Solidarités et de la santé	-	Publication au Journal officiel	gisele.diallo@sante.gouv.fr ; gabrielle.dubois@sante.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°4	Composante 9	160	9-4	C9.11 Rattrapage du retard sur les standards techniques pour le numérique en santé	2 000	2 000	Cible	Infrastructure numérique de l'État dans le domaine de la santé	-	Nombre (en millions)	9,5	40	T4	2024	Nombre de patients disposant d'un dossier médical électronique national et d'une adresse électronique sécurisée pour la santé	Collecte des volumétries auprès de la CNAM	Ministère des Solidarités et de la santé/ Délégation au numérique en santé / Direction du Programme Ségur Numérique	Risque de non engagement ou de rejet de la population.	Contrôle directe des données disponible au sein des pouvoirs public.	isabelle.zablitz@sante.gouv.fr ; gisele.diallo@sante.gouv.fr ; olivier.clatz@sante.gouv.fr	IGAS
Demande n°4	Composante 9	161	9-5	C9.11 Rattrapage du retard sur les standards techniques pour le numérique en santé	2 000	2 000	Cible	Finalisation de l'interopérabilité et de la sécurité des logiciels du parc installé et accompagnement et incitation à l'usage	-	Nombre (en millions)	3	15	T4	2024	Documents numériques préparés par les professionnels de la santé (tels que les comptes rendus de biologie, les comptes rendus de radiologie, les rapports et certificats d'hospitalisation) et enregistrés dans le nouveau système.	Collecte des volumétries auprès de la CNAM	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction numérique en santé	Poss. décalage lié au calendrier	Vérification des bons de commande	isabelle.zablitz@sante.gouv.fr ; gisele.diallo@sante.gouv.fr ; olivier.clatz@sante.gouv.fr	IGAS
Demande n°4	Composante 9	162	9-6	C9.11 Rattrapage du retard sur les standards techniques pour le numérique en santé	2 000	2 000	Cible	Rattrapage numérique du secteur médico-social	-	Nombre	0	410 000	T4	2024	Nombre de dossiers médico-sociaux électroniques actifs	Collecte des volumétries auprès de la CNAM	Ministère des Solidarités et de la santé/ Délégation au numérique en santé / Direction du Programme Ségur Numérique	Risque de non engagement ou de rejet des éditeurs et/ou des professionnels de santé.	Contrôle directe des données disponible au sein des pouvoirs public.	isabelle.zablitz@sante.gouv.fr ; gisele.diallo@sante.gouv.fr ; olivier.clatz@sante.gouv.fr	IGAS

Demande n°3	Composante 9	163	9-7	C9.12 Modernisation et restructuration des hôpitaux et de l'offre de soins	2 500	2 500	Cible	Établissements soutenus dans leurs investissements en installations techniques, équipements ou de rénovation légère	-	Nombre	0	800	T1	2023	Nombre d'établissements auxquels l'ARS (Agence régionale de santé) a attribué des crédits d'investissement en installations techniques, équipements ou de rénovation légère. Calcul en cumulé, nombre d'établissements de soins de santé ayant reçu ces crédits.	Collecte de la donnée auprès des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction générale de l'offre de soins/PF1	-	Contractualisation ARS/établissements de santé pour chaque allocation de crédits, paiement sur justificatifs et suivi de consommation	gisèle.diallo@sante.gouv.fr , gabrielle.dubois@sante.gouv.fr , Gaëlle.KUSTER-MALAQUIN@sante.gouv.fr , elise.michaloux@sante.gouv.fr	IGAS	
Demande n°4	Composante 9	164	9-8	C9.12 Modernisation et restructuration des hôpitaux et de l'offre de soins	2 500	2 500	Cible	Nombre de projets d'investissement dans la construction, la rénovation énergétique et la modernisation d'établissements médicaux (> 20 millions d'EUR) (en cumulé)	-	Nombre	0	20	T4	2024	Nombre d'établissements pour lesquels l'ARS (Agence régionale de santé) a validé un projet d'investissements en faveur de la construction, de la rénovation énergétique et de la modernisation des établissements médicaux, pour un montant supérieur à 20 000 000 EUR. Calcul en cumulé.	Collecte de la donnée auprès des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction générale de l'offre de soins/PF1	-	Contractualisation ARS/établissements de santé pour chaque allocation de crédits, paiement sur justificatifs et suivi de consommation	gisèle.diallo@sante.gouv.fr , gabrielle.dubois@sante.gouv.fr , Gaëlle.KUSTER-MALAQUIN@sante.gouv.fr , elise.michaloux@sante.gouv.fr	IGAS	
Demande n°5	Composante 9	165	9-9	C9.12 Modernisation et restructuration des hôpitaux et de l'offre de soins	2 500	2 500	Cible	Nombre de projets d'investissement dans la construction, la rénovation énergétique et la modernisation d'établissements médicaux (> 20 millions d'EUR)	-	Nombre	20	30	T2	2026	Nombre d'établissements pour lesquels l'ARS (Agence régionale de santé) a validé un projet d'investissements en faveur de la construction, de la rénovation énergétique et de la modernisation des établissements médicaux, pour un montant supérieur à 20 000 000 EUR. Calcul en cumulé.	Collecte de la donnée auprès des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction générale de l'offre de soins/PF1	-	Contractualisation ARS/établissements de santé pour chaque allocation de crédits, paiement sur justificatifs et suivi de consommation	gisèle.diallo@sante.gouv.fr , gabrielle.dubois@sante.gouv.fr , Gaëlle.KUSTER-MALAQUIN@sante.gouv.fr , elise.michaloux@sante.gouv.fr	IGAS	
Demande n°5	Composante 9	166	9-10	C9.12 Modernisation et restructuration des hôpitaux et de l'offre de soins	2 500	2 500	Cible	Établissements soutenus dans leurs investissements en installations techniques, équipements ou de rénovation légère	-	Nombre		1 000	T2	2025	Nombre d'établissements auxquels l'ARS (Agence régionale de santé) a attribué des crédits d'investissement en installations techniques, équipements ou de rénovation légère. Calcul en cumulé, nombre d'établissements de soins de santé ayant reçu ces crédits.	Collecte de la donnée auprès des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction générale de l'offre de soins/PF1	-	Contractualisation ARS/établissements de santé pour chaque allocation de crédits, paiement sur justificatifs et suivi de consommation	gisèle.diallo@sante.gouv.fr , gabrielle.dubois@sante.gouv.fr , Gaëlle.KUSTER-MALAQUIN@sante.gouv.fr , elise.michaloux@sante.gouv.fr	IGAS	
Demande n°2	Composante 9	167	9-11	C9.13 Rénovation des établissements médico-sociaux	1 500	1 500	Cible	Nombre d'établissements d'hébergement ayant bénéficié d'une aide à l'équipement en vue d'améliorer les conditions d'accueil des personnes âgées (« investissement du quotidien ») (en cumulé)	-	Nombre		3 000	T4	2022	Nombre d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ayant bénéficié d'un financement dans le cadre du dispositif « investissement du quotidien »	Données remontées des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère de la santé et des solidarités/Direction générale de la cohésion sociale & Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	Application Galis de la CNSA	martin.szczupak@social.gouv.fr , Gisèle.DIALLO@sante.gouv.fr , Alexis.RINCKENBACH@social.gouv.fr	IGAS		
Demande n°5	Composante 9	168	9-12	C9.13 Rénovation des établissements médico-sociaux	1 500	1 500	Cible	Solutions d'hébergement pour les personnes âgées ayant bénéficié d'une aide à l'investissement immobilier	-			36 000	T2	2026	Les unités d'hébergement construites ou rénovées en EHPAD, ou les maisons de retraite ou les établissements d'hébergement des personnes dépendantes.	Données remontées des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère de la santé et des solidarités/Direction générale de la cohésion sociale & Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	Application Galis de la CNSA	martin.szczupak@social.gouv.fr , Gisèle.DIALLO@sante.gouv.fr , Alexis.RINCKENBACH@social.gouv.fr	IGAS		
Demande n°2	Composante 9	169	9-13	C9.14 Numéro national de prévention du suicide	15	3	Jalon	Mise en service de la ligne téléphonique de prévention du suicide	Activation du numéro national	-	-	-	-	T4	2022	Mise en service de la ligne de prévention du suicide.	Rapports mensuels	Ministère des Solidarités et de la santé/ Direction générale de la santé/SP4	Disponibilité suffisante des crédits nécessaires à la création de 17 centres répondants et à l'emploi de leurs personnels	Rapports mensuels et comité de pilotage	gisèle.diallo@sante.gouv.fr , christine.berling@sante.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 9	170	9-14	C9.15 Plan France très haut débit	570	240	Cible	Logements et locaux professionnels supplémentaires connectables à la fibre	-	Nombre	0	1 700 000	T1	2022	Nombre de logements et locaux professionnels supplémentaires (par rapport à 2020) connectables à la fibre en 2021.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	-	-	alice.cailhol@finances.gouv.fr , chloe.desvilles@finances.gouv.fr , alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF	
Demande n°3	Composante 9	171	9-15	C9.15 Plan France très haut débit	570	240	Cible	Logements et locaux professionnels supplémentaires connectables à la fibre	-	Nombre	0	2 500 000	T4	2023	Nombre de logements et locaux professionnels supplémentaires (par rapport à 2022) connectables à la fibre en 2023.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	-	-	alice.cailhol@finances.gouv.fr , chloe.desvilles@finances.gouv.fr , alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF	
Demande n°2	Composante 9	172	9-16	C9.16 Inclusion numérique	250	250	Cible	Conseillers numériques France Services formés	-	Nombre	0	3 600	T4	2022	Nombre de conseillers numériques France Services formés dans le cadre de la campagne de formation et de recrutement.	Données de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT)	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	-	-	claudie.calabrin@dgecl.gouv.fr , amok.warrin@dgecl.gouv.fr , bestien.merot@dgecl.gouv.fr , olivier.benoist@dgecl.gouv.fr	IGA	
Demande n°2	Composante 9	173	9-17	C9.17 Stratégie de relance de la R&D - Agence nationale de la recherche	428	428	Cible	Taux de succès global pour les appels à projets génériques et spécifiques	-	Pourcentage	16	20	T2	2022	Rapport entre le nombre de projets sélectionnés par l'Agence nationale de la recherche et le nombre de projets soumis dans le cadre des appels génériques et spécifiques. Le rapport pour les appels à projets lancés en 2021 sera mesuré au deuxième trimestre de l'année 2022.	Données calculées et publiées par l'Agence nationale de recherche	Agence nationale de la recherche	La prévision intègre une hausse du nombre de projets déposés et du montant des projets	Système qualité de l'ANR	hao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr , vincent.mozyka@recherche.gouv.fr	IGESR	
Demande n°1	Composante 9	174	9-18	C9.18 PIA4 - Soutien aux écosystèmes d'enseignement, de recherche, de valorisation et d'innovation	2 550	750	Jalon	Les trois appels à projets sont lancés («ExcellenceES», «Diversification des ressources des établissements supérieur et de recherche» et «Transformation de l'enseignement scolaire en y promouvant l'innovation et de nouvelles formes d'organisation et de gestion»)	Publication des appels sur le site internet	-	-	-	T4	2021	Tous les appels à projets lancés dans le cadre de cette mesure, avec des cahiers des charges intégrant des critères d'éligibilité permettant d'assurer la neutralité environnementale des applications de la solution financée.	Collecte interne du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Mise en place du dispositif et des textes associés	Système d'information des opérateurs et du SGPI & contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr , chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr , sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF	
Demande n°3	Composante 9	175	9-19	C9.18 PIA4 - Soutien aux écosystèmes d'enseignement, de recherche, de valorisation et d'innovation	2 550	750	Jalon	Attribution des marchés – décision d'exécution du Premier ministre	Rapport du Secrétariat général pour l'investissement (SGPI)	-	-	-	T4	2023	Décision d'exécution du Premier ministre à l'issue des appels à propositions/appels à manifestation d'intérêt lancés dans le cadre du jalon 9-18 ; autorisant la contractualisation avec les bénéficiaires au moyen de conventions d'octroi de fonds à signer pour tous les bénéficiaires.	Collecte interne du SGPI sur la remontée d'informations des opérateurs	Secrétariat général pour l'investissement	Retard ou décalages dans l'instruction des projets	Système d'information des opérateurs et du SGPI & contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr , chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr , sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF	

Cibles et jalons de la demande de paiement 2021 pour versement 2022

Nombre total de cibles et jalons : 38
Versement total attendu : 7 400 000 000 €

Demande de paiement	Composante	Numéro général	Numéro UE	Mesure	Montant France Relance (M€)	Montant PNRR (M€)	Cibles / Jalon	Nom de l'indicateur	Indicateur qualitatif	Indicateur quantitatif (for targets)			Calendrier de réalisation		Description de l'indicateur	Source / Méthodologie	Responsabilité de mise en œuvre et de suivi	Prévision / Risques	Mécanisme de vérification	Contacts référents des mesures	Corps de contrôle
										Unité de mesure	Référence	Cible	Trimestre	Année							
Demande n°1	Composante 1	1	1-1	C1.R1 Politique du logement	-	-	Jalon	Réforme des APL (« aides personnelles au logement »)	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2021	Entrée en vigueur des modifications législatives apportées au mode de calcul des APL afin de refléter les revenus contemporains des ménages.	-	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	-	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 1	4	1-4	C1.I1 Rénovation énergétique des bâtiments privés	2 000	1 405	Cible	Nombre de dossiers MaPrimeRénov' validés	-	Nombre	0	400 000	T4	2021	Nombre de ménages ayant bénéficié de MaPrimeRénov'	Collecte par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)	Agence nationale de l'habitat	-	Process interne de validation pour s'assurer de la cohérence des données. Un audit a validé les dispositifs de contrôle du système de gestion	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 1	6	1-6	C1.I2 Rénovation énergétique des logements sociaux	500	500	Cible	Nombre de logements sociaux bénéficiant d'une subvention pour la rénovation	-	Nombre	0	20 000	T4	2021	Nombre de logements sociaux bénéficiant d'une subvention pour la rénovation, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Extraction de l'infocentre connecté au système d'information (SI) d'instruction des dossiers	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	Les données sont issues du système d'information servant à l'instruction des données. Croisement avec les données budgétaires issues de CHORUS	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 1	8	1-8	C1.I3 Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000	3 800	Cible	Nombre de projets de rénovation de sites publics appartenant à l'État pour lesquels le marché de travaux de rénovation est notifié	-	Nombre de projets	0	2 900	T4	2021	Nombre de projets de rénovation de sites publics appartenant à l'État pour lesquels au moins un marché de travaux de rénovation est notifié, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Collecte par l'intermédiaire d'un outil de suivi	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction de l'immobilier de l'État	Interruption possible de chantiers, risque de décalage et retards dans les phases préalables des études	Suivi au fil de l'eau de l'avancement des projets via un outil web de reporting et suivi renforcé sur les opérations les plus sensibles	beatrice.bellier-ganier@dgif.finances.gouv.fr ; soraya.smaili@dgif.finances.gouv.fr ; alain.josserand@dgif.finances.gouv.fr	IGF IGA
Demande n°1	Composante 2	17	2-4	C2.I1 Décarbonisation de l'industrie	1 200	300	Cible	Émissions de gaz à effet de serre évitées	-	MtCO ₂ eq (millions de tonnes équivalents CO ₂)	0	3.5	T2	2021	Émissions de GES évitées sur la durée de vie du projet, calculées par rapport à la situation «avant investissements», et définies par l'opérateur dans sa réponse à l'appel d'offres, avec l'objectif que les investissements réalisés dans les installations SEQE permettent de réduire les émissions de CO ₂ en dessous du référentiel visé dans la directive SEQE.	Regroupement des données issues du reporting des opérateurs émis lors de l'instruction des dossiers	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises/Service de l'industrie/Sous-direction des matériels de transport, de la mécanique et de l'énergie	Une durée de vie normative de 20 ans pour les projets d'efficacité énergétique et d'évolution des procédés, de 15 ans pour les projets de chaleur bas carbone, est prise pour calculer la valeur de l'indicateur	lina.poirier@finances.gouv.fr ; <a href="mailto:THIRION.Adrien<adrien.thirion@finances.gouv.fr">THIRION.Adrien<adrien.thirion@finances.gouv.fr ; nicola.bronzetti@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr	IGF	
Demande n°1	Composante 2	19	2-6	C2.I2 Densification urbaine: construction durable	350	350	Cible	Nombre de communes bénéficiant de l'aide	-	Nombre	0	1 200	T4	2021	Nombre de communes bénéficiant de l'aide à la construction durable dans les zones urbaines sous tension.	Base de données Sítadel d'instruction des permis de construire	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	Appui du Commissariat général au développement durable/Service des données et études statistiques	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	31	3-1	C3.R1 Loi d'orientation des mobilités	-	-	Jalon	Article 35.2 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	Entrée en vigueur	-	-	-	T3	2020	Entrée en vigueur du décret d'application de la loi d'orientation des mobilités déterminant les conditions dans lesquelles les déplacements réalisés peuvent donner lieu au versement d'une allocation au conducteur qui a proposé un trajet en covoiturage en l'absence de passagers (article 35.2 de la loi d'orientation des mobilités).	Secrétariat générale du Gouvernement	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	-	Publication au Journal officiel	isabelle.andrivon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	32	3-2	C3.R1 Loi d'orientation des mobilités	-	-	Jalon	Article 172 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	Entrée en vigueur	-	-	-	T2	2021	Entrée en vigueur des mesures d'adaptation de la réglementation pour assurer les transferts en gestion aux Régions du réseau ferroviaire d'intérêt local, en application de l'article 172 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.	Secrétariat générale du Gouvernement	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	-	Publication au Journal officiel	isabelle.andrivon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	34	3-4	C3.R2 Budget vert	-	-	Jalon	Budget vert annexé à la loi de finances	Publication par le gouvernement	-	-	-	T4	2021	Publication d'un budget vert en même temps que le projet de loi de finances 2022 avec une méthodologie améliorée sur la prise en compte des dépenses de fonctionnement.	-	Ministère de l'économie, des finances et de la relance	-	-	sania.matulic@finances.gouv.fr ; tai.nguyen@finances.gouv.fr ; carole.anselin@finances.gouv.fr ; dh-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 3	35	3-5	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Jalon	Passation des conventions de financement	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF	-	-	-	T3	2021	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF des conventions de financement.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, après vote en CA de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Inscription préalable dans les budgets initiaux (décembre N-1)	Préparation et vote des budgets et des conventions	isabelle.andrivon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°1	Composante 3	45	3-15	C3.I2 Aides à l'achat de véhicules propres	1 900	985	Cible	Bonus écologiques	-	Nombre	0	85 000	T1	2021	Nombre de bonus écologiques octroyés pour des véhicules légers depuis juin 2020.	Agence de services et de paiement	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	-	Reporting mensuel	thomas.zuelgaray@developpement-durable.gouv.fr ; eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	48	3-18	C3.I3 Mobilités du quotidien	1 200	900	Jalon	Conventions de financement de l'AFITF	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF	-	-	-	T1	2021	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF des conventions de financement.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, après vote en CA de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Inscription préalable dans les budgets initiaux (décembre N-1)	Préparation et vote des budgets et des conventions	isabelle.andrivon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD

Demande n°1	Composante 3	51	3-21	C3.I4 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Jalon	Conventions de financement de l'AFITF	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF	-	-	-	T1	2021	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF de la convention de financement.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, après vote en CA de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des services de transports/Sous-direction des transports ferroviaires et collectifs et des déplacements urbains	Inscription préalable dans les budgets initiaux (décembre N-1)	Préparation et vote des budgets et des conventions	isabelle.andriveau@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	52	3-22	C3.I4 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Jalon	Signature par l'ASP (Agence de services et de paiement) de la convention de financement des nouvelles bornes de recharge	Adoption des conventions de financement par l'ASP	-	-	-	T4	2021	Signature par l'ASP (Agence de services et de paiement) de la convention de financement des nouvelles bornes de recharge.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	-	-	claudie.lrenard@developpement-durable.gouv.fr ; gael.le-bourgeois@developpement-durable.gouv.fr ; isabelle.andriveau@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 3	57	3-27	C3.I5 Verdissement du parc automobile de l'État	180	155	Cible	Nombre de véhicules électriques et hybrides rechargeables achetés par l'administration française	-	Nombre	0	1 291	T2	2021	Véhicules électriques et hybrides rechargeables au total pour le ministère de l'intérieur, la direction générale des douanes et droits indirects et le ministère de la justice (en cumulé).	Ministère de l'Intérieur/Secrétariat général/Direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières	Ministère de l'Intérieur/SG/DEPAFI/Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/DGDDI & Ministère de la justice	Variation du bonus écologique au 1 ^{er} octobre 2021	Suivi des EJ CHORUS	christophe.tepinier@interieur.gouv.fr ; chloe.mirau@interieur.gouv.fr ; vincent.roberti@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr ; thibaud.mahin@doane.finances.gouv.fr ; stephane.paillaud@justice.gouv.fr	IGF IGA Inspection générale de la Justice
Demande n°1	Composante 3	59	3-29	C3.I6 Verdissement des ports	200	200	Jalon	Conventions de financement de l'AFITF	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF	-	-	-	T1	2021	Adoption par le conseil d'administration de l'AFITF des conventions de financement.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, après vote en CA de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Inscription préalable dans les budgets initiaux (décembre N-1)	Préparation et vote des budgets et des conventions	christophe.lenormand@developpement-durable.gouv.fr ; isabelle.andriveau@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°1	Composante 4	63	4-1	C4.R1 Réforme de la gouvernance du Programme d'investissements d'avenir (PIA)	-	-	Jalon	Nouvelle gouvernance du Programme d'investissements d'avenir	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2021	Entrée en vigueur de la modification législative et de l'accord-cadre mettant en place la nouvelle gouvernance avec, notamment: - la mise en place d'un Conseil interministériel de l'innovation, qui réunit les ministres compétents autour du Premier ministre et décide des orientations et priorités de la politique de l'innovation; - l'élargissement des missions du Comité de surveillance des investissements d'avenir qui conseillera le Conseil interministériel de l'innovation dans l'élaboration des politiques d'innovation et donnera un avis consultatif sur l'identification de nouvelles priorités d'investissement	-	Secrétariat général pour l'investissement	-	-	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 4	64	4-2	C4.I1 Innover pour la transition écologique	3 400	1 700	Cible	Nombre de stratégies d'accélération validées	-	Nombre	0	7	T4	2021	Nombre de stratégies d'accélération validées (hydrogène décarboné, décarbonation de l'industrie, systèmes agricoles durables, recyclage et réincorporation de matériaux recyclés, villes durables et bâtiments innovants, numérisation et décarbonation des mobilités, produits biosourcés et biotechnologies industrielles – carburants durables).	Collecte dans outil de suivi ainsi que le SI du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Réorientation politique	Système d'information des opérateurs et du SGPI - contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 6	83	6-5	C6.I2 PIA – Technologies numériques clés	2 600	1 800	Cible	Nombre de stratégies validées	-	Nombre	0	6	T4	2021	Les six stratégies (technologies quantiques, cybersécurité, éducation numérique, industries culturelles et créatives, 5G, cloud) ont été validées et publiées sur le site du secrétariat général pour l'investissement (SGPI).	Collecte dans outil de suivi ainsi que le système d'information (SI) du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Réorientation politique	Système d'information des opérateurs et du SGPI et contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 7	93	7-3	C7.R2 Loi organique Expérimentation	-	-	Jalon	Entrée en vigueur de la loi visant à consacrer le droit à la différenciation	Entrée en vigueur	-	-	-	T2	2021	Promulgation de la loi visant à consacrer le droit à la différenciation en élargissant la possibilité pour les collectivités locales de recourir à des expérimentations afin de tenir compte de leurs spécificités (simplification du cadre juridique et consécration de nouvelles issues à l'expérimentation).	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	-	Publication au Journal officiel	claudie.calabrin@dgcl.gouv.fr ; anouk.watrin@dgcl.gouv.fr ; bastien.merot@dgcl.gouv.fr ; olivier.benoist@dgcl.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGA
Demande n°1	Composante 7	96	7-6	C7.R4 Gouvernance des finances publiques	-	-	Jalon	Remise du rapport de la Commission sur l'avenir des finances publiques (CAFP)	Remise du rapport	-	-	-	T1	2021	Remise du rapport de la Commission sur l'avenir des finances publiques (CAFP) sur la stratégie budgétaire post-crise et sur la rénovation du cadre de gouvernance des finances publiques.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication du rapport	sania.matulic@finances.gouv.fr ; tai.nguyen@finances.gouv.fr ; carole.anselin@finances.gouv.fr ; dh-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 7	97	7-7	C7.R4 Gouvernance des finances publiques	-	-	Jalon	Mise en œuvre de certaines recommandations du rapport de la CAFP	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2021	Mise en œuvre en temps utile pour qu'elles soient applicables dès le budget 2023 de certaines recommandations du rapport du CAFP par l'adoption de dispositions législatives organiques, avec pour objectif : - L'extension des prérogatives du Haut conseil des finances publiques (HCFP) - La mise en place d'une règle de dépenses pluriannuelles comme règle de pilotage. Cette règle en matière de dépenses assure la cohérence entre les projets de loi de finances annuelles et les objectifs pluriannuels.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication au Journal officiel	sania.matulic@finances.gouv.fr ; tai.nguyen@finances.gouv.fr ; carole.anselin@finances.gouv.fr ; dh-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 7	98	7-8	C7.R4 Gouvernance des finances publiques	-	-	Jalon	Mise en place d'un schéma de cantonnement de la dette COVID	Mise en place d'un schéma de cantonnement de la dette COVID	-	-	-	T4	2021	Mise en place d'un schéma de cantonnement de la dette COVID dans le projet de plan budgétaire	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication de l'adoption du projet de finances	sania.matulic@finances.gouv.fr ; tai.nguyen@finances.gouv.fr ; carole.anselin@finances.gouv.fr ; dh-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 7	100	7-10	C7.R5 Évaluation de la qualité des dépenses publiques	-	-	Jalon	Publication du bilan des réformes de productivité	Publication du bilan	-	-	-	T4	2021	Publication du bilan des réformes de productivité de l'action publique réalisées sur le quinquennat.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication du bilan	sania.matulic@finances.gouv.fr ; tai.nguyen@finances.gouv.fr ; carole.anselin@finances.gouv.fr ; dh-7bue@finances.gouv.fr	IGF

Demande n°1	Composante 7	101	7-11	C7.R5 Évaluation de la qualité des dépenses publiques	-	-	Jalon	Rapport de la mission d'audit de la Cour des comptes sur les finances publiques	Publication du rapport	-	-	-	T2	2021	Rapport de la mission d'audit de la Cour des comptes sur les finances publiques.	Audit indépendant de la Cour des comptes	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication du rapport	rania.matulic@finances.gouv.fr ; tai.nguyen@finances.gouv.fr ; carole.anselin@finances.gouv.fr ; db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°1	Composante 7	125	7-35	Procédures de contrôle et d'audit pour la mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience	-	-	Jalon	Organisation du système et du traitement des données et organisation des audits	Signature de la circulaire et rapport de la CICC	-	-	-	T4	2021	Mise en place de procédures de contrôle et d'audit par : • La signature d'une circulaire par le Premier ministre, définissant les rôles et responsabilités de l'organisme de coordination et des ministères, ainsi que la procédure de collecte et de stockage des données relatives aux indicateurs, y compris la garantie de leur fiabilité et l'accès aux données collectées de tous les bénéficiaires finaux ; • La finalisation d'un rapport décrivant la stratégie d'audit envisagée, y compris une description du travail d'audit sur les demandes de paiement.	Secrétariat général du Gouvernement & Commission interministérielle de coordination des contrôles	Autorité coordinatrice du plan de relance & Commission interministérielle de coordination des contrôles	-	Publication de la circulaire et transmission de la stratégie d'audit	andre.leprince-granger@finances.gouv.fr ; helene.donskoff@finances.gouv.fr ; martine.marigeaud@finances.gouv.fr	CICC
Demande n°1	Composante 8	128	8-3	C8.R2 Réforme du dispositif d'activité partielle	-	-	Jalon	Réforme du dispositif d'activité partielle afin d'inciter au redémarrage de l'activité au travers d'un resserrement progressif de la générosité et des conditions d'accès au dispositif	Entrée en vigueur	-	-	-	T3	2021	Les adaptations consistent à : • Diminuer les niveaux d'allocation des employeurs et des salariés ; • Diminuer la durée de validité de l'autorisation du recours au dispositif d'activité partielle (de 12 mois à 3 mois, renouvelable sur une période de 12 mois) ; • Supprimer progressivement le taux d'allocation majoré pour les secteurs protégés et les entreprises fermées administrativement.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère du Travail/Direction générale du travail	-	Publication au Journal officiel	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	129	8-4	C8.R3 Réforme de la santé et de la sécurité au travail	-	-	Jalon	Adoption des amendements à la loi visant à doter la France d'un système d'acteurs de santé au travail plus efficace et tourné vers la prévention d'une part, et d'autre part à réorganiser la gouvernance et le fonctionnement des institutions en charge de la santé au travail	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2021	Adoption des amendements à la loi visant à doter la France d'un système d'acteurs de santé au travail plus efficace et tourné vers la prévention d'une part, et d'autre part à réorganiser la gouvernance et le fonctionnement des institutions en charge de la santé au travail.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère du Travail/Direction générale du travail	-	-	lucile.castex-chauve@travail.gouv.fr ; johanna.guacide@travail.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	131	8-6	C8.R4 Réforme de l'assurance chômage	-	-	Jalon	Entrée en vigueur de plusieurs mesures de la réforme de l'assurance chômage	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2021	Entrée en vigueur de plusieurs mesures relatives : • Au nouveau mode de calcul du salaire journalier de référence (SJR) ; • À la dégressivité des allocations pour les hauts revenus au bout de huit mois d'indemnisation ; • À la mise en œuvre de la première étape du bonus malus.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère du Travail/Direction générale du travail	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	135	8-10	C8.I3 Aide à l'embauche pour les contrats d'apprentissage	5 123	2 347	Cible	Aides à l'embauche versées pour les contrats d'apprentissage	-	Nombre	0	333 374	T4	2021	Nombre de contrats d'apprentissage pour lesquels une aide à l'embauche a été versée à l'employeur.	Remontées du SI de l'Agence des services de paiement	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/MAAQ/MISI et ASP	-	Contrôles des engagements des entreprises de + de 250 salariés & contrôles par l'ASP	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	137	8-12	C8.I5 Aide à l'embauche de jeunes de moins de 26 ans	956	803	Cible	Aides à l'embauche versées pour les contrats d'embauche de jeunes de moins de 26 ans	-	Nombre	0	337 000	T1	2021	Nombre de contrats pour lesquels l'aide à l'embauche des jeunes a été versée à l'employeur.	Remontée d'informations par l'Agence de Service Public	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/PAE	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	140	8-15	C8.I8 Cordées de la réussite	10	10	Cible	Élèves participant au programme « Cordées de la réussite »	-	Nombre	0	185 000	T3	2021	Nombre d'élèves participant au programme « Cordées de la réussite ».	Enquête auprès des académies & suivi SI	Ministère de l'Education nationale/DGESCO & DGESEP & DAF	-	Suivi ad hoc	marie.goiset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°1	Composante 8	144	8-19	C8.I12 Plan jeunes : poursuite d'études des néo-bacheliers	76	76	Cible	Places créées dans l'enseignement supérieur	-	Nombre	0	16 000	T3	2021	Nombre de places créées dans l'enseignement supérieur, selon les enquêtes conduites auprès des académies.	Enquêtes auprès des académies et suivi de la masse salariale dans le SI	Ministère de l'Education nationale/DGESCO & DAF	-	Suivi ad hoc	marie.goiset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°1	Composante 8	147	8-22	C8.I15 Aide à la mobilisation des employeurs pour l'embauche des travailleurs handicapés (AMEETH)	85	43	Cible	Aides versées	-	Nombre	0	12 500	T2	2021	Nombre d'aides versées pour l'embauche d'un travailleur handicapé.	Restitution par l'agence des services des paiements	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/METH	-	-	martin.szczupak@social.gouv.fr ; Gisele.DIALLO@sante.gouv.fr ; Alexis.RINCKENBACH@social.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 8	154	8-29	C8.I21 Renforcement des moyens de France compétences	750	750	Jalon	Signature de la convention avec France compétences	Signature de la convention	-	-	-	T1	2021	Signature de la convention entre l'État français et France compétences pour augmenter les moyens financiers de France compétences de 750 000 000 EUR.	-	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/SD-PFC	-	Signature de l'accord	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 9	157	9-1	C9.R1 Stratégie nationale de réforme du système de santé	-	-	Jalon	Vote et publication de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé (simplification de la gouvernance des hôpitaux).	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2021	Entrée en vigueur de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification qui permet d'accorder aux établissements plus de souplesse dans leur organisation, de remédialiser la gouvernance des hôpitaux, et de redonner au service hospitalier une plus grande place dans la décision.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère des Solidarités et de la santé	-	Publication au Journal officiel	gisele.diallo@sante.gouv.fr ; gabrielle.dubois@sante.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°1	Composante 9	159	9-3	C9.R2 Création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale couvrant le risque de perte d'autonomie	-	-	Jalon	Loi portant création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale consacrée au soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées	Entrée en vigueur	-	-	-	T3	2020	Publication au Journal officiel de la loi n° 2020-991 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie, qui prévoit la création d'une nouvelle branche de sécurité sociale consacrée au soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère des Solidarités et de la santé	-	Publication au Journal officiel	gisele.diallo@sante.gouv.fr ; gabrielle.dubois@sante.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS

Demande n°1	Composante 9	174	9-18	C9.18 PIA4 - Soutien aux écosystèmes d'enseignement, de recherche, de valorisation et d'innovation	2 550	750	Jalon	Les trois appels à projets sont lancés «ExcellencES», «Diversification des ressources des établissements supérieur et de recherche» et «Transformation de l'enseignement scolaire en y promouvant l'innovation et de nouvelles formes d'organisation et de gestion»)	Publication des appels sur le site internet	-	-	-	T4	2021	Tous les appels à projets lancés dans le cadre de cette mesure, avec des cahiers des charges intégrant des critères d'éligibilité permettant d'assurer la neutralité environnementale des applications de la solution financée.	Collecte interne du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Mise en place du dispositif et des textes associés	Système d'information des opérateurs et du SGPI & contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
-------------	--------------	-----	------	--	-------	-----	-------	--	---	---	---	---	----	------	---	--------------------------	--	--	---	--	-----

Cibles et jalons de la demande de paiement 2022 pour versement 2023

Nombre total de cibles et jalons : 65
Versement total attendu : 12 700 000 000 €

Demande de paiement	Composante	Numéro général	Numéro UE	Mesure	Montant France Relance (M€)	Montant PNRR (M€)	Cibles / Jalon	Nom de l'indicateur	Indicateur qualitatif	Indicateur quantitatif (for targets)			Calendrier de réalisation		Description de l'indicateur	Source / Méthodologie	Responsabilité de mise en œuvre et de suivi	Prévision / Risques	Mécanisme de vérification	Contacts référents des mesures	Corps de contrôle
										Unité de mesure	Référence	Cible	Trimestre	Année							
Demande n°2	Composante 1	3	1-3	C1.R2 Réforme de la réglementation thermique (RE2020)	-	-	Jalon	Réforme de la réglementation thermique RE2020	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2022	Entrée en vigueur des modifications législatives incluses dans la nouvelle réglementation RE2020 afin de réduire les émissions de GES des nouvelles constructions, d'améliorer la performance énergétique des bâtiments neufs et d'adapter les bâtiments neufs au changement climatique.	-	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	-	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 1	5	1-5	C1.I1 Rénovation énergétique des bâtiments privés	2 000	1 405	Cible	Nombre de dossiers MaPrimeRénov' validés	-	Nombre	400 000	700 000	T4	2022	Nombre de ménages ayant bénéficié de MaPrimeRénov'	Collecte par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)	Agence nationale de l'habitat	-	Process interne de validation pour s'assurer de la cohérence des données. Un audit a validé les dispositifs de contrôle du système de gestion	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 1	7	1-7	C1.I2 Rénovation énergétique des logements sociaux	500	500	Cible	Nombre de logements sociaux bénéficiant d'une subvention pour la rénovation	-	Nombre	20 000	40 000	T4	2022	Nombre de logements sociaux bénéficiant d'une subvention pour la rénovation, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Extraction de l'infocentre connecté au SI d'instruction des dossiers	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	Les données sont issues du système d'information servant à l'instruction des données. Croisement avec les données budgétaires issues de CHORUS	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 1	9	1-9	C1.I3 Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000	3 800	Cible	Nombre de bâtiments publics appartenant à des collectivités locales et territoriales ayant fait l'objet d'une notification de subvention de l'État ou du Conseil régional pour des travaux de rénovation énergétique	-	Nombre de bâtiments subventionnés	0	1 954	T2	2022	Nombre de bâtiments publics appartenant à des collectivités locales et territoriales (y compris communes et groupements de communes) ayant fait l'objet d'une notification de subvention de l'État ou du Conseil régional pour des travaux de rénovation énergétique, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Collecte par l'intermédiaire d'un outil de suivi	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	Interruption possible de chantiers et risque de décalage	Vérification en préfectures de la qualité des données remontées en administration centrale	arnaud.menguy@dgcl.gouv.fr ; olivier.benoist@dgcl.gouv.fr	IGF IGA
Demande n°2	Composante 2	14	2-1	C2.R1 Loi Climat et Résilience	-	-	Jalon	Loi Climat et Résilience	Promulgation de la loi et entrée en vigueur des dispositions directement applicables	-	-	-	T2	2022	Promulgation de la loi et entrée en vigueur des dispositions de la loi directement applicables afin de transposer en droit plusieurs recommandations de la Convention citoyenne pour le climat autour des six thématiques suivantes: consommer, produire et travailler, se déplacer, se loger, se nourrir et renforcer la protection judiciaire de l'environnement.	Secrétariat générale du Gouvernement	Ministère de la transition écologique/Commissariat général au développement durable/SEVS/SDE1	-	Publication au Journal officiel	timothee.asensio-frery@developpement-durable.gouv.fr ; david.meunier@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	16	2-3	C2.R2 Loi relative à l'économie circulaire	-	-	Jalon	Décrets d'application de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2022	Entrée en vigueur des décrets et décisions suivants: Décret de mise en place de la filière des déchets du bâtiment et des matériaux de construction au 1er janvier 2022 Décret pour les taux minimaux d'incorporation de matière première recyclée (article 61 de la loi AGECE) Décret relatif à la proportion d'emballages réemployés à mettre sur le marché (article 67 de la loi AGECE)	Secrétariat générale du Gouvernement	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques	-	Publication au Journal officiel	anne.guillou@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	18	2-5	C2.I1 Décarbonisation de l'industrie	1 200	300	Cible	Émissions de gaz à effet de serre évitées	-	MtCO ₂ eq (millions de tonnes équivalents CO ₂)	3,5	5	T4	2022	Émissions de GES évitées sur la durée de vie du projet, calculées par rapport à la situation «avant investissement», et définies par l'opérateur dans sa réponse à l'appel d'offres, avec l'objectif que les investissements réalisés dans les installations SEQE permettent de réduire les émissions de CO ₂ en dessous du référentiel visé dans la directive SEQE.	Regroupement des données issues du reporting des opérateurs émis lors de l'instruction des dossiers	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises/Service de l'industrie/Sous-direction des matériels de transport, de la mécanique et de l'énergie	Une durée de vie normative de 20 ans pour les projets d'efficacité énergétique et d'évolution des procédés, de 15 ans pour les projets de chaleur bas carbone, est prise pour calculer la valeur de l'indicateur	-	lana.poirier@finances.gouv.fr ; <a href="mailto:THIRION.Adrien<adrien.thirion@finances.gouv.fr">THIRION.Adrien <adrien.thirion@finances.gouv.fr ; nicola.bronzetti@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 2	20	2-7	C2.I2 Densification urbaine: construction durable	350	350	Cible	Nombre de projets pour lesquels une subvention a été signée pour une opération de recyclage d'une friche ou d'une zone urbanisée	-	Nombre	0	90	T1	2022	Nombre de projets pour lesquels la convention de subvention a été signée, soit pour une opération de recyclage d'une friche, soit pour une opération de recyclage d'un terrain urbanisé.	Recensement via la plateforme "aides-territoires"	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	Vérification interne	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	22	2-9	C2.I4 Biodiversité	250	186	Cible	Nombre de projets soutenus dans les domaines de la restauration écologique et des aires protégées	-	Nombre	0	700	T4	2022	Nombre de projets liés à la restauration écologique et à la préservation de la biodiversité dans les aires protégées.	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature - enquête au fil de l'eau mise en place depuis février 2021	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature - enquête au fil de l'eau mise en place depuis février 2021	Nécessité d'un travail de saisie régulier et de qualité par les 40 responsables. Maintien sur la durée de compétences et disponibilités suffisantes pour assurer la maintenance du site de rapportage, l'animation des correspondants et la synthèse mensuelle des données.	Croisement données qualitatives / données budgétaires (rapportages différents avec identifiant commun). Contrôles de cohérence et de complétude des données. Comparaison avec des prévisionnels existants. Animation des correspondants.	florence.clermont-brouillet@developpement-durable.gouv.fr ; natalie.commeau@developpement-durable.gouv.fr ; julie.perceclay@developpement-durable.gouv.fr ; planderelance.deb@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD

Demande n°2	Composante 2	24	2-11	C2.16 Sécurisation des réseaux d'eau	300	300	Cible	Nombre de km linéaires de réseaux d'eau potable et de réseaux d'assainissement soutenus	-	Km	0	450	T4	2022	Nombre de kilomètres de réseaux d'eau potable ou de réseaux d'assainissement pour lesquels les travaux de rénovation ont débuté.	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature - enquête au fil de l'eau mise en place depuis février 2021	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature/Direction de l'eau et la biodiversité/Sous-direction de l'animation territoriale et de l'appui aux politiques de protection et de restauration des écosystèmes	Objectifs calculés sur la base d'hypothèse de répartition de l'enveloppe globale entre réseaux et infrastructures d'une part, d'un coût kilométrique moyen (distinct en métropole et outre-mer) du kilomètre de réseau traité. Risque particulier outre mer lié à la situation parfois délicate de la gouvernance des réseaux d'eau, en cours d'évolution.	Croisement données qualitatives / données budgétaires (rapporages différents avec identifiant commun). Contrôles de cohérence et de complétude des données. Comparaison avec des prévisionnels existants. Animation des correspondants.	florence.clermont-brouillet@developpement-durable.gouv.fr ; natalie.commeau@developpement-durable.gouv.fr ; julie.perceley@developpement-durable.gouv.fr ; planderelance.deb@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	25	2-12	C2.17 Modernisation des centres de tri	274	194	Cible	Nombre de contrats signés pour la modernisation des centres de tri.	-	Nombre	0	32	T4	2022	Nombre de contrats signés pour la modernisation des centres de tri.	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)/OPALE	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques & Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	Dans l'hypothèse où des projets dépasseraient l'aide moyenne par type de dossiers, le nombre de centres aidés sera plus faible	Suivi des conventions signées par l'ADEME avec les porteurs de projet	Anne.Guillou@developpement-durable.gouv.fr ; vincent.coissard@developpement-durable.gouv.fr ; patrick.soule@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	26	2-13	C2.17 Modernisation des centres de tri	274	194	Jalon	Investissement dans le tri et la collecte des déchets, et dans le traitement des déchets médicaux	Communication de la liste des bénéficiaires	-	-	-	T4	2022	Finalisation de l'appel à propositions et dispositifs d'aide et sélection des bénéficiaires pour les programmes suivants: • soutenir les investissements dans le tri et la collecte des déchets hors foyer; • soutenir le tri, la collecte et la valorisation des biodéchets; • soutenir les investissements en faveur d'équipements pour désinfecter les déchets médicaux infectieux.	Site de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) + outil de suivi des projets aidés de l'ADEME, OPALE	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques & Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	Appel à projets infructueux.	Lien vers les dispositifs d'aide publiés sur le site de l'ADEME et suivi de la liste des bénéficiaires des conventions signées par l'ADEME pour les projets aidés	Anne.Guillou@developpement-durable.gouv.fr ; vincent.coissard@developpement-durable.gouv.fr ; patrick.soule@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 2	29	2-16	C2.19 Plan en faveur des protéines végétales	100	70	Cible	Nombre de projets bénéficiaires des fonds du «plan protéines» afin d'investir dans la production de protéagineux	-	Nombre	0	1 200	T1	2022	Nombre de projets bénéficiaires des fonds du «plan protéines» afin d'investir dans la production de protéagineux, après sélection par appels d'offres.	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation/Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation/Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises/Sous-direction des filières agroalimentaires FranceAgriMer	Montant moyen des dossiers plus important que prévu ferait baisser l'objectif	Contrôle interne de l'organisme instructeur et payeur	jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr ; karine.serrec@agriculture.gouv.fr ; benjamin.genton@agriculture.gouv.fr	CGAAER
Demande n°2	Composante 3	36	3-6	C3.11 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Aiguillages	-	Nombre	0	272	T1	2022	Nombre de nouveaux aiguillages installés (au total).	Données produites par SNCF Réseau	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Agence des participations de l'État	Planification/difficultés opérationnelles lors des travaux	Contrôle par les organes de gouvernance	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; frederic.gilbert@ape.gouv.fr ; aureliane.labourdette@ape.gouv.fr ; emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 3	37	3-7	C3.11 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Catenaires	-	Km	0	182	T1	2022	Kilomètres de nouvelles catenaires installés (au total).	Données produites par SNCF Réseau	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Agence des participations de l'État	Planification/difficultés opérationnelles lors des travaux	Contrôle par les organes de gouvernance	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; frederic.gilbert@ape.gouv.fr ; aureliane.labourdette@ape.gouv.fr ; emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°2	Composante 3	38	3-8	C3.11 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Lignes ferroviaires régénérées	-	Km	0	863	T4	2022	Kilomètres de lignes ferroviaires régénérées (au total).	Données produites par SNCF Réseau	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Agence des participations de l'État	Planification/difficultés opérationnelles lors des travaux	Contrôle par les organes de gouvernance	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; frederic.gilbert@ape.gouv.fr ; aureliane.labourdette@ape.gouv.fr ; emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°2	Composante 3	39	3-9	C3.11 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Tunnels	-	Meters	0	3 305	T4	2022	Mètres de tunnels renforcés (au total).	Données produites par SNCF Réseau	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Agence des participations de l'État	Planification/difficultés opérationnelles lors des travaux	Contrôle par les organes de gouvernance	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; frederic.gilbert@ape.gouv.fr ; aureliane.labourdette@ape.gouv.fr ; emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°2	Composante 3	40	3-10	C3.11 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Jalon	Entretien des voies respectueux de l'environnement	Informations à fournir par SNCF Réseau	-	-	-	T4	2022	Remplacement de l'utilisation du glyphosate par une alternative plus respectueuse de l'environnement.	-	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Agence des participations de l'Etat/Direction des participations Transports	-	-	frederic.gilbert@ape.gouv.fr ; aureliane.labourdette@ape.gouv.fr ; emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°2	Composante 3	46	3-16	C3.12 Aides à l'achat de véhicules propres	1 900	985	Cible	Bonus écologiques	-	Nombre	0	127 000	T1	2022	Nombre de bonus écologiques octroyés pour des véhicules légers en 2021.	Agence de services et de paiement	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	-	Reporting mensuel	thomas.zuelgaray@developpement-durable.gouv.fr ; eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 3	47	3-17	C3.12 Aides à l'achat de véhicules propres	1 900	985	Cible	Bonus écologiques	-	Nombre	0	1 700	T1	2022	Nombre de bonus écologiques octroyés pour des véhicules lourds depuis le début du programme de bonus écologique (2018).	Agence de services et de paiement	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	-	Reporting mensuel	thomas.zuelgaray@developpement-durable.gouv.fr ; eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 3	60	3-30	C3.16 Verdissement des ports	200	200	Cible	Nouveaux branchements électriques à quai	-	Nombre	0	9	T4	2022	Finalisation de la mise en place de nouvelles bornes électriques sur les quais du réseau Havre-Rouen-Paris et du port de Marseille et le quai de la Pointe des Grives du port de la Martinique.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Panification/difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements	christophe.lenormand@developpement-durable.gouv.fr ; isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD

Demande n°2	Composante 4	65	4-3	C4.I1 Innover pour la transition écologique	3 400	1 700	Jalon	Lancement d'appels à propositions ou à manifestation d'intérêt	Publication sur le site web du Secrétariat général pour l'Investissement	-	-	-	T4	2022	Lancement de tous les appels à propositions ou à manifestation d'intérêt au titre de cette mesure pour les stratégies adoptées dans le cadre de la cible 4-2, avec des cahiers des charges intégrant un critère d'éligibilité permettant d'assurer la neutralité environnementale des applications de la solution financée.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le SI du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Mise en place du dispositif et des textes associés	Système d'information des opérateurs et du SGPI - contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 4	67	4-5	C4.I2 Développer l'hydrogène décarboné	2 000	1 925	Jalon	Attribution des marchés dans le cadre du mécanisme de soutien	Publication sur la page web	-	-	-	T3	2022	Attribution des marchés de l'appel à projets du mécanisme de soutien à la production d'hydrogène.	Ministère de la transition écologique/Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Ministère de la transition écologique/DG/H2	-	-	lionel.prevors@developpement-durable.gouv.fr ; eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 4	68	4-6	C4.I2 Développer l'hydrogène décarboné	2 000	1 925	Cible	Volume d'hydrogène produit dans le cadre du mécanisme de soutien	-	Tonnes	0	12 000	T4	2022	Volume d'hydrogène produit par les projets sélectionnés et soutenus dans le cadre du mécanisme de soutien à la production d'hydrogène renouvelable et bas carbone (en cumulé).	Ministère de la transition écologique/Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Ministère de la transition écologique/DG/H3	Les risques associés sont inhérents aux retards que pourraient prendre les projets dont les autorisations de financement dépendent de la Commission (PIIEC)	Sera prévu dans le cadre des appels d'offre	lionel.prevors@developpement-durable.gouv.fr ; eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°2	Composante 4	70	4-8	C4.I2 Développer l'hydrogène décarboné	2 000	1 925	Jalon	Signature de la décision d'attribuer un soutien financier aux promoteurs privés dans le cadre du PIIEC sur l'hydrogène	Publication sur la page web	-	-	-	T3	2022	Signature de la décision d'attribuer un soutien financier aux promoteurs privés dans le cadre du PIIEC sur l'hydrogène.	-	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises/Sous-direction des matériels de transport, de la mécanique et de l'énergie	-	-	alexandra.calka@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr ; marc.jamet@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 4	72	4-10	C4.I3 Plan de soutien au secteur de l'aéronautique	1 820	1 670	Cible	Nombre de projets sélectionnés pour bénéficier d'un soutien au titre du fonds de soutien aux investissements	-	Nombre	0	300	T1	2022	Nombre de projets sélectionnés, sur la base de cahiers des charges intégrant comme critère d'éligibilité la contribution à la transition écologique des mesures sélectionnées, pour bénéficier du fonds de soutien aux investissements afin de promouvoir la diversification, la modernisation et la transformation numérique et environnementale des entreprises (en cumulé).	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises/Service de l'Industrie	Les projets font l'objet d'une contractualisation avec Bpifrance, qui opère la sous-mesure pour le compte de l'Etat.	-	alexandra.calka@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr ; marc.jamet@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 4	73	4-11	C4.I3 Plan de soutien au secteur de l'aéronautique	1 820	1 670	Cible	Nombre de projets de R&D sélectionnés visant à promouvoir les aéronefs bas carbone et économes en énergie	-	Nombre	0	200	T4	2022	Nombre de projets de R&D visant à promouvoir les aéronefs bas carbone et économes en énergie, sélectionnés sur la base de cahiers des charges intégrant comme critère d'éligibilité la contribution à la transition écologique des mesures sélectionnées (en cumulé).	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aviation civile	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'aviation civile/Direction du transport aérien	Les projets font l'objet d'une contractualisation	-	carine.donzel@aviation-civile.gouv.fr ; pierre.moschetti@aviation-civile.gouv.fr ; aymeric.de-loubens@aviation-civile.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 5	75	5-1	C5.R1 Mise en oeuvre de la loi ASAP	-	-	Jalon	Loi n°2020-1525 (loi ASAP)	Entrée en vigueur	-	-	-	T2	2022	Entrée en vigueur des décrets d'application de la loi ASAP, couvrant au moins les éléments suivants: - Mise en oeuvre des dispositions d'obtention/renouvellement de l'affiliation sportive et du certificat médical ; - Instruction des demandes d'autorisation environnementale en cas d'urgence civile ; - Dispositions relatives aux accords d'intéressement, de participation ou de plan d'épargne salariale.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère des Sports & Ministère de la Transition écologique & Ministère de l'Economie, des finances et de la relance	-	Publication au Journal officiel	application.lois2@pm.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; jean-francois.hatte@sports.gouv.fr	IGF CGEDD IGESR
Demande n°2	Composante 5	77	5-3	C5.I1 Fonds régionaux d'investissement	250	250	Jalon	Dotation aux fonds régionaux d'investissement	Rapport de Bpifrance	-	-	-	T4	2022	Versement par le fonds de fonds géré par Bpifrance de 250 000 000 EUR à des fonds régionaux conformément aux règles d'investissement de BPL.	Données remontées par Bpifrance	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale du Trésor + Bpifrance	Capacité à atteindre le décaissement envisagé	Déclaratif	paul.hennebelle@dgtrésor.gouv.fr ; Edouard.CHRETIEN@dgtrésor.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 5	78	5-4	C5.I1 Fonds régionaux d'investissement	250	250	Cible	Dotation aux fonds régionaux d'investissement	-	Montant	0	EUR 1 000 000 000	T4	2022	Financement total mobilisé – constitué du financement de l'État de 250 000 000 EUR, ainsi que des contributions des régions (250 000 000 EUR) et des investisseurs privés (500 000 000 EUR).	Données remontées par Bpifrance	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale du Trésor & Bpifrance	Capacité des fonds à collecter hors capitaux publics	Déclaratif	paul.hennebelle@dgtrésor.gouv.fr ; Edouard.CHRETIEN@dgtrésor.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 6	80	6-2	C6.R1 Loi de programmation de la recherche	-	-	Cible	Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 – recrutements réalisés en <i>tenure track</i>	-	Personnes	0	100	T4	2022	Nombre de recrutements réalisés en <i>tenure track</i> (en cumulé 2021-2022).	Systèmes d'information RH	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation/Direction générale de la recherche et de l'innovation	-	Systèmes d'information RH	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 6	82	6-4	C6.I1 Préservation de l'emploi R&D	300	300	Cible	Nombre de personnels de R&D bénéficiaires de la mesure	-	Personnes	0	2 000	T4	2022	Nombre total de personnels de R&D bénéficiaires des quatre actions de soutien à l'emploi dans la R&D.	Plateforme en ligne de collecte des indicateurs de suivi sur le site de l'opérateur (Agence nationale de la recherche - ANR). Les opérateurs signent une convention avec l'ANR incluant des obligations de reporting mensuel.	Agence nationale de la recherche & Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation/Direction générale de la recherche et de l'innovation/Service de l'innovation/Service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale	-	Assuré par l'opérateur de financement (ANR)	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; jean-francois.duffau-bernadac@enseignementsup.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 6	86	6-8	C6.I3 PIA – entreprises innovantes	1 950	750	Jalon	Lancement de l'appel à propositions ou à manifestation d'intérêt	Publication sur le site web du secrétariat général pour l'investissement	-	-	-	T4	2022	Tous les appels à propositions ou à manifestation d'intérêt de cette mesure ont été lancés pour les stratégies d'aide à l'innovation de Bpifrance, les concours d'innovation à destination des start-up et des PME, et les projets de R&D, avec des cahiers des charges intégrant un critère d'éligibilité permettant d'assurer la neutralité environnementale des applications de la solution financée.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le SI du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Mise en place du dispositif et des textes associés	Système d'information des opérateurs et du SGPI - contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF

Demande n°2	Composante 6	88	6-10	C6.14 Spatial	365	365	Cible	Attribution des marchés aux bénéficiaires	-	Montant	0	200	T1	2022	200 000 000 EUR de marchés avec les bénéficiaires i) des appels à projets dans des domaines pertinents pour le secteur spatial et du concours national d'applications spatiales («Space Tour 2021»); et ii) des projets à Vernon (récupération d'hydrogène, parc de panneaux solaires, modernisation du centre d'essai des moteurs de fusées).	Recueilli par l'opérateur (Centre national d'études spatiales - CNES) et transmis à la Direction générale des entreprises	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	-	Comité de pilotage	adorice.gachet@finances.gouv.fr ; masafumi.tanaka@finances.gouv.fr ; alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 6	89	6-11	C6.14 Spatial	365	365	Cible	Nombre de bénéficiaires	-	Nombre	0	80	T1	2022	Nombre de bénéficiaires d'appels à projets dans des domaines pertinents pour le secteur spatial et concours national d'applications spatiales («Space Tour 2021»).	Recueilli par l'opérateur (Centre national d'études spatiales - CNES) et transmis à la Direction générale des entreprises	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	-	Comité de pilotage	adorice.gachet@finances.gouv.fr ; masafumi.tanaka@finances.gouv.fr ; alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 7	91	7-1	C7.R1 Loi 4D	-	-	Jalon	Entrée en vigueur de la loi 4D	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2022	Entrée en vigueur de la loi 4D visant à renforcer l'efficacité des services publics en favorisant la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et la décomplexification.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	-	Publication au Journal officiel	claudie.calabrin@dgcl.gouv.fr ; anouk.watrin@dgcl.gouv.fr ; bastien.merot@dgcl.gouv.fr ; olivier.benoist@dgcl.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGA
Demande n°2	Composante 7	95	7-5	C7.R3 Transformation de la fonction publique	-	-	Jalon	Mise en œuvre des actions identifiées dans le cadre des chantiers lancés sur le recrutement et l'égalité des chances	Rapports de mise en œuvre	-	-	-	T1	2022	Mise en œuvre du plan pour l'égalité des chances, avec les objectifs suivants: augmentation du nombre de jeunes apprentis, de travailleurs handicapés, plan en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'encadrement supérieur dirigeant de l'État, rénovation des voies d'accès à la fonction publique par de nouveaux concours, accompagnement vers la réussite des jeunes talents sur l'ensemble du territoire, développement du tutorat et du mentorat pour l'égalité des chances	-	Ministère de la transformation et de la fonction publique/Direction générale de l'administration et de la fonction publique	-	-	pauline.martin@finances.gouv.fr ; nathalie.green@finances.gouv.fr ; jean-marc.chneider@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 7	102	7-12	C7.R5 Évaluation de la qualité des dépenses publiques	-	-	Jalon	Sortie des dispositifs d'urgence sous condition sanitaire	Sortie des dispositifs d'urgence	-	-	-	T4	2022	Sortie des dispositifs d'urgence sous condition sanitaire, sur la base des recommandations du rapport de la mission d'audit de la Cour des comptes.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	Sous conditions sanitaires	-	sania.matulic@finances.gouv.fr ; tai.nguyen@finances.gouv.fr ; carole.anselin@finances.gouv.fr ; db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 7	103	7-13	C7.R5 Évaluation de la qualité des dépenses publiques	-	-	Jalon	Construction des lois financières articulées avec les évaluations de la dépense publique couvrant le champ des administrations publiques (APU) dans le respect de la trajectoire de dépenses de la loi de programmation des finances publiques	Construction des lois financières	-	-	-	T4	2022	Construction des lois financières articulées avec les évaluations de la dépense publique couvrant le champ des administrations publiques (APU) dans le respect de la trajectoire de dépenses de la loi de programmation des finances publiques.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	-	sania.matulic@finances.gouv.fr ; tai.nguyen@finances.gouv.fr ; carole.anselin@finances.gouv.fr ; db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 7	105	7-15	C7.11 Mise à niveau numérique des entreprises	385	385	Cible	Nombre d'entreprises ayant reçu une subvention en faveur des investissements numériques	-	Nombre	0	3 320	T1	2022	Nombre d'entreprises ayant reçu un soutien pour stimuler les investissements numériques dans le cadre du dispositif Industrie du futur.	Opérateur (Agence de services et de paiement)	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	-	Processus d'instruction par étapes de validation et de contrôles des données	benedicte.roullier@finances.gouv.fr ; aurelien.palix@finances.gouv.fr ; alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 7	110	7-20	C7.14 Mise à niveau numérique de l'État identité numérique	72	30	Cible	Nombre de cartes nationales d'identité électroniques produites	-	Nombre	-	3 000 000	T1	2022	Nombre de nouvelles cartes d'identité produites et en circulation.	Imprimerie nationale	Ministère de l'Intérieur/Agence nationale des titres sécurisés	-	-	olivier.langou@interieur.gouv.fr ; carole.puig-chevrier@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr	IGA
Demande n°2	Composante 7	116	7-26	C7.19 Transformation numérique de l'école	131	131	Cible	Nombre de classes d'école équipées numériquement	-	Nombre	0	45 000	T4	2022	Nombre de classes d'école équipées de ressources numériques dans les classes élémentaires, ainsi que de classes hybrides dans l'enseignement secondaire, ainsi qu'un accompagnement au changement pour le personnel concerné.	-	Ministère de l'Education nationale	-	-	marie.goiset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 7	122	7-32	C7.11.1 Culture	1 600	703	Jalon	Investissement dans le plan filière presse	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2022	Achèvement des six actions visant à investir dans la filière presse (plan filière presse) : • Investissement pour la restructuration du parc d'imprimeries de la presse • Investissement pour la modernisation des diffuseurs • Plan de transformation des imprimeries de la presse régionale • Fonds de lutte contre la précarité • Fonds stratégique pour le développement de la presse • Fonds pour la transition écologique	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°2	Composante 7	123	7-33	C7.11.1 Culture	1 600	703	Jalon	Investissement dans le plan filière livre	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2022	L'achèvement des trois actions visant à investir dans la filière livre (plan filière livre) : • Dispositif « Jeunes en librairies » • Investissement pour la modernisation des librairies • Investissements pour la modernisation des librairies dans le cadre de la dotation générale de décentralisation	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC

Demande n°2	Composante 7	124	7-34	C7.I11 Culture	1 600	703	Jalon	Investissement dans le plan filière cinéma	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2022	Achèvement des huit actions visant à investir dans la filière cinéma (plan filière cinéma) : • Rattraper le retard de production en production cinéma • Inciter les distributeurs de films à se tourner vers la salle • Renforcer la viabilité des salles de cinéma (jeune public) • Rattraper le retard en production en produisant de nouvelles œuvres audiovisuelles • Accélérer la modernisation des industries techniques • Moderniser la valorisation du patrimoine • Renforcer l'internationalisation de la filière cinéma • Encourager directement les talents d'avenir	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°2	Composante 8	126	8-1	C8.R1 Réforme de l'offre de services de Pôle emploi	-	-	Cible	Agences ayant des services Cap'Emploi intégrés	-	Nombre	0	700	T4	2022	Nombre d'agences Pôle Emploi ayant des services Cap'Emploi intégrés.	Remontées Pole emploi. Comité de pilotage <i>ad hoc</i>	Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion/Direction générale de Pôle emploi	-	Comité de pilotage de la convention quinquipartite	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	127	8-2	C8.R1 Réforme de l'offre de services de Pôle emploi	-	-	Cible	Agences disposant d'un conseiller indemnisation	-	Nombre	0	700	T4	2022	Nombre d'agences Pôle emploi ayant mis en place le dispositif « conseiller indemnisation ».	Remontées Pole emploi. Comité de pilotage <i>ad hoc</i>	Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion/Direction générale de Pôle emploi	-	Comité de pilotage de la convention quinquipartite	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	132	8-7	C8.R4 Réforme de l'assurance chômage	-	-	Jalon	Entrée en vigueur automatique des mesures restantes sous condition de retour à meilleure fortune économique	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2022	Entrée en vigueur automatique des mesures restantes sous condition de retour à meilleure fortune économique : • Resserrement des conditions d'ouverture des droits (passage de 4 à 6 mois) ; • Dégressivité des allocations pour les hauts revenus au bout de huit mois d'indemnisation.	Secrétariat général du Gouvernement	Ministère du Travail/Direction générale du travail	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	133	8-8	C8.I1 FNE-Formation	800	800	Cible	Participants aux parcours en FNE-Formation	-	Nombre	0	400 000	T4	2022	Nombre de formations et autres actions (validation des acquis, évaluation des compétences).	Remontées des SI des OPCO	Ministère du travail et de l'emploi/Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle/Sous-direction des politiques de formation et du contrôle	Temps de démarrage du dispositif refondu à prendre en compte	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	136	8-11	C8.I4 Aide à l'embauche pour les contrats de professionnalisation	858	800	Cible	Aides à l'embauche versées pour les contrats de professionnalisation	-	Number	0	100 000	T1	2022	Nombre de contrats de professionnalisation pour lesquels l'aide exceptionnelle de professionnalisation a été versée à l'employeur.	Remontées du SI de l'Agence de service public	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/MAAQ/MISI et ASP	-	Contrôles des engagements des entreprises de + de 250 salariés & contrôles par l'ASP	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	139	8-14	C8.I7 Internats d'excellence	50	50	Cible	Places créées ou réhabilitées	-	Nombre	0	1 500	T3	2022	Nombre de places créées ou réhabilitées dans les internats d'excellence.	Résultats des appels à projets et suivi par les académies	Ministère de l'Education nationale/DGESCO	-	Suivi <i>ad hoc</i>	marie.goiset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 8	141	8-16	C8.I9 Garanties par l'État des prêts étudiants	32	32	Cible	Bénéficiaires d'un prêt étudiant garanti par l'État	-	Nombre	0	100 000	T4	2022	Nombre de bénéficiaires d'un prêt étudiant garanti par l'État, à la suite de l'avancement à la convention avec Bpifrance augmentant la dotation de l'État.	Enquête	Ministère de l'Enseignement supérieur/DGESIP-SDA1	-	-	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; christophe.castell@enseignementsup.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 8	142	8-17	C8.I10 Parcours personnalisés pour les jeunes de 16 à 18 ans ne respectant pas l'obligation de formation	245	74	Cible	Jeunes participant aux activités de l'AFPA	-	Nombre	0	10 500	T1	2022	Nombre de jeunes de 16 à 18 ans participant au parcours personnalisé proposé par l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).	Remontées des données par l'AFpa	Ministère du travail et de l'emploi/Agence nationale pour la formation des adultes	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	143	8-18	C8.I11 Création de places pour la poursuite d'études des jeunes bacheliers	180	180	Cible	Places créées dans l'enseignement supérieur	-	Nombre	0	30 000	T4	2022	Nombre de places créées dans l'enseignement supérieur, selon Parcoursup.	Parcoursup	Ministère de l'enseignement supérieur/DGESIP-SDB1	Estimation du flux de candidatures nouvelles en se fondant sur les campagnes de créations de places depuis 2018	-	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; philippe.burdet@enseignementsup.gouv.fr	IGESR
Demande n°2	Composante 8	145	8-20	C8.I13 PACEA et Garantie jeunes	333	233	Cible	Bénéficiaires supplémentaires de la PACEA et de la Garantie jeunes à partir de 2021	-	Nombre	0	130 000	T1	2022	Nombre de jeunes ayant intégré la PACEA et la Garantie jeunes en 2021, selon les rapports des missions locales.	SI des missions locales	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/SDPAE	-	Vérification de la cohérence avec les données des années passées	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	146	8-21	C8.I14 Contrats aidés pour les jeunes (PEC et CIE)	685	317	Cible	Contrats aidés supplémentaires	-	Nombre	0	65 000	T1	2022	Nombre de contrats aidés supplémentaires, PEC et CIE, selon Pôle Emploi.	Restitution par l'agence des services des paiements - suivi dans le SI	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/MIP	-	Echanges hebdomadaire avec Pôle Emploi	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	151	8-26	C8.I18 Contenus pédagogiques digitalisés : plateformes de contenus digitalisés	304	304	Jalon	Soutien à l'assistance à la gestion de projets en vue de favoriser la conception et la diffusion de contenu numérique	Transmission des éléments livrables	-	-	-	T4	2022	Éléments livrables produits dans le cadre du soutien à l'assistance à la gestion de projets en vue de favoriser la conception et la diffusion de contenus numériques (y compris les dossiers de projet pour les 15 parcours pilotes à produire).	-	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	152	8-27	C8.I19 Dotation complémentaire allouée aux associations « Transitions Pro » (AT pro) pour le financement des transitions professionnelles	100	100	Cible	Projets supplémentaires de transition professionnelle financés	-	Nombre	15 937	19 837	T4	2022	Augmentation du nombre (+3 900) de projets de transition professionnelle financés ayant débuté en 2021, par rapport au nombre total de projets de transition professionnelle financés en 2020.	Enquête	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/MDFF	-	Vérification par les états statistiques et financiers 2021 disponibles en N+1	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS

Demande n°2	Composante 8	153	8-28	C8.120 Abondement des comptes personnels de formation (CPF) pour développer les compétences numériques	25	25	Cible	Personnes ayant mobilisé leur CPF avec l'abondement pour s'inscrire à une formation aux compétences numériques inscrite au répertoire national des compétences professionnelles	-	Nombre	0	22 500	T1	2022	Personnes ayant mobilisé leur CPF avec l'abondement pour s'inscrire à une formation aux compétences numériques inscrite au répertoire national des compétences professionnelles.	Caisse des dépôts et consignations	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP	-	DARES	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 8	156	8-31	C8.122 Renforcement des moyens de Pôle Emploi	250	50	Cible	Recrutement de conseillers Pôle Emploi	-	Nombre	0	1 000	T4	2022	Nombre de conseillers de Pôle Emploi recrutés en contrat à durée déterminée.	Remontées d'informations par Pôle emploi	Direction générale de Pôle emploi.	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 9	167	9-11	C9.13 Rénovation des établissements médico-sociaux	1 500	1 500	Cible	Nombre d'établissements d'hébergement ayant bénéficié d'une aide à l'équipement en vue d'améliorer les conditions d'accueil des personnes âgées (« investissement du quotidien ») (en cumulé)	-	Nombre	-	3 000	T4	2022	Nombre d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ayant bénéficié d'un financement dans le cadre du dispositif « investissement du quotidien »	Données remontées des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère de la santé et des solidarités/Direction générale de la cohésion sociale & Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	-	Application Galis de la CNSA	martin.szczupak@social.gouv.fr ; Gisele.DIALLO@sante.gouv.fr ; Alexis.RINCKENBACH@social.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 9	169	9-13	C9.14 Numéro national de prévention du suicide	15	3	Jalon	Mise en service de la ligne téléphonique de prévention du suicide	Activation du numéro national	-	-	-	T4	2022	Mise en service de la ligne de prévention du suicide.	Rapports mensuels	Ministère des Solidarités et de la santé/ Direction générale de la santé/SP4	Disponibilité suffisante des crédits nécessaires à la création de 17 centres répondeurs et à l'emploi de leurs personnels	Rapports mensuels et comité de pilotage	gisele.diallo@sante.gouv.fr ; christine.berling@sante.gouv.fr	IGAS
Demande n°2	Composante 9	170	9-14	C9.15 Plan France très haut débit	570	240	Cible	Logements et locaux professionnels supplémentaires connectables à la fibre	-	Nombre	0	1 700 000	T1	2022	Nombre de logements et locaux professionnels supplémentaires (par rapport à 2020) connectables à la fibre en 2021.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	-	-	alice.cailhol@finances.gouv.fr ; chloe.desvilles@finances.gouv.fr ; alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°2	Composante 9	172	9-16	C9.16 Inclusion numérique	250	250	Cible	Conseillers numériques France Services formés	-	Nombre	0	3 600	T4	2022	Nombre de conseillers numériques France Services formés dans le cadre de la campagne de formation et de recrutement.	Données de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT)	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	-	-	claudie.calabrin@dgcl.gouv.fr ; anouk.watrin@dgcl.gouv.fr ; bastien.merot@dgcl.gouv.fr ; olivier.benoist@dgcl.gouv.fr	IGA
Demande n°2	Composante 9	173	9-17	C9.17 Stratégie de relance de la R&D - Agence nationale de la recherche	428	428	Cible	Taux de succès global pour les appels à projets génériques et spécifiques	-	Pourcentage	16	20	T2	2022	Rapport entre le nombre de projets sélectionnés par l'Agence nationale de la recherche et le nombre de projets soumis dans le cadre des appels génériques et spécifiques. Le rapport pour les appels à projets lancés en 2021 sera mesuré au deuxième trimestre de l'année 2022.	Données calculées et publiées par l'Agence nationale de recherche	Agence nationale de la recherche	La prévision intègre une hausse du nombre de projets déposés et du montant des projets	Système qualité de l'ANR	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; vincent.motyka@recherche.gouv.fr	IGESR

Cibles et jalons de la demande de paiement 2023 pour versement 2024

Nombre total de cibles et jalons : 35
Versement total attendu : 6 900 000 000 €

Demande de paiement	Composante	Numéro général	Numéro UE	Mesure	Montant France Relance (M€)	Montant PNRR (M€)	Cibles / Jalon	Nom de l'indicateur	Indicateur qualitatif	Indicateur quantitatif (for targets)			Calendrier de réalisation		Description de l'indicateur	Source / Méthodologie	Responsabilité de mise en œuvre et de suivi	Prévision / Risques	Mécanisme de vérification	Contacts référents des mesures	Corps de contrôle
										Unité de mesure	Référence	Cible	Trimestre	Année							
Demande n°3	Composante 1	2	1-2	C1.R1 Politique du logement	-	-	Jalon	Réforme des dispositifs Pinel / PTZ	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2023	Entrée en vigueur des modifications législatives apportées à la réduction d'impôt Pinel afin d'améliorer l'efficacité en vue d'augmenter l'offre de logements dans les zones où le marché est tendu, et adoption et entrée en vigueur des modifications législatives apportées au dispositif PTZ.	-	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	-	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 1	10	1-10	C1.I3 Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000	3 800	Cible	Nombre de m² de planchers des sites publics appartenant à l'État sur lesquels des travaux de rénovation énergétique ont été réalisés	-	Nombre de mètres carrés (en millions)	0	20	T4	2023	Nombre de m² de planchers des sites publics appartenant à l'État sur lesquels des travaux de rénovation énergétique ont été réalisés, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Collecte par le croisement de l'outil de suivi (avancement des chantiers) et des outils d'inventaire du patrimoine	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction de l'immobilier de l'État	Retards dans l'exécution du chantier, avec décalage des dates de terminaison	Suivi au fil de l'eau de l'avancement des projets via un outil web de reporting et suivi renforcé sur les opérations les plus sensibles	beatrice.bellier-ganiere@dgfip.finances.gouv.fr ; soraya.smaili@dgfip.finances.gouv.fr ; alain.josserand@dgfip.finances.gouv.fr	IGF IGA
Demande n°3	Composante 1	13	1-13	C1.I4 Rénovation énergétique des TPE-PME	200	120	Cible	Nombre d'entreprises bénéficiaires du crédit d'impôt et des dispositifs d'aide	-	Nombre	0	5 000	T4	2023	Nombre d'entreprises bénéficiaires du crédit d'impôt pour la rénovation énergétique des TPE-PME à usage tertiaire et/ou d'un accompagnement par les chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) et les chambres de commerce et d'industrie (CCI).	Données collectées par le Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	Ministère de l'économie, des finances et de la relance (collecte), Ministère de la transition écologique (suivi)	-	-	martin.tudesq@developpement-durable.gouv.fr ; eric.dodemand@developpement-durable.gouv.fr ; david.meunier@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 2	21	2-8	C2.I2 Densification urbaine: friches	300	260	Cible	Nombre de projets pour lesquels une subvention a été signée pour une opération de recyclage d'une friche ou d'une zone urbanisée	-	Nombre	90	200	T1	2023	Nombre de projets pour lesquels la convention de subvention a été signée, soit pour une opération de recyclage d'une friche, soit pour une opération de recyclage d'un terrain urbanisé.	Recensement via la plateforme "aides-territoires"	Ministère de la transition écologique/Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages	-	Vérification interne	amelie.renaud@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 2	23	2-10	C2.I5 Prévention du risque sismique dans les outre-mer	50	50	Cible	Nombre de bâtiments concernés – risque sismique dans les outre-mer	-	Nombre	0	15	T4	2023	Nombre de bâtiments publics (tels que les préfectures et sous-préfectures, ou les hôpitaux prioritaires, ou les écoles, lycées et collèges) des DOM dans lesquels des travaux antisismiques ont débuté.	Regroupement des données issues du rapportage des directions de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL)	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques-Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature	Risque lié aux conclusions des études techniques préparatoires et risques classiques de chantiers de BTP et risques particuliers liés à la nature insulaire de ces territoires	Comparaison au prévisionnel (validé au niveau interministériel)	lionel.berthet@developpement-durable.gouv.fr ; dominique.devin-mauzard@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 2	30	2-17	C2.I10 Forêts	150	150	Cible	Surface de forêts pour laquelle une subvention a été engagée afin d'améliorer, d'adapter, de régénérer ou de reconstituer la forêt	-	Hectare	0	30 000	T1	2023	Surface de forêts pour laquelle une subvention a été engagée afin d'améliorer, d'adapter, de régénérer ou de reconstituer la forêt.	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation/Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises/Sous-direction Filières forêt-bois, cheval et bioéconomie Agence de services et de paiement	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation/Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises/Sous-direction Filières forêt-bois, cheval et bioéconomie Agence de services et de paiement	Montant moyen des dossiers plus important que prévu ferait baisser l'objectif	Contrôle interne de l'organisme instructeur et payeur	jean-baptiste.fauve@agriculture.gouv.fr ; karine.serrec@agriculture.gouv.fr ; benjamin.genton@agriculture.gouv.fr	CGAAER
Demande n°3	Composante 3	33	3-3	C3.R1 Loi d'orientation des mobilités	-	-	Jalon	Article 3 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019	Actualisation	-	-	-	T4	2023	Actualisation de la programmation financière et opérationnelle des investissements de l'État dans les transports, telle que prévue par la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités en application de l'article 3 de cette loi, au plus tard le 30 juin 2023.	-	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	-	-	isabelle.andrивon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 3	41	3-11	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Lignes ferroviaires locales	-	Km	0	500	T4	2023	Kilomètres de petites lignes locales rénovés (au total).	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des infrastructures de transport/Sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements / croisement données SNCF	isabelle.andrивon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; frederic.gilbert@ape.gouv.fr ; aureliane.labourdette@ape.gouv.fr ; emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°3	Composante 3	42	3-12	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Lignes de fret rénovées	-	Km	0	150	T4	2023	Kilomètres de lignes de fret rénovés (au total).	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des infrastructures de transport/Sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements / croisement données SNCF	isabelle.andrивon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; frederic.gilbert@ape.gouv.fr ; aureliane.labourdette@ape.gouv.fr ; emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr	CGEDD IGF
Demande n°3	Composante 3	53	3-23	C3.I4 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Cible	Points de recharge	-	Nombre	0	1 500	T2	2023	Nombre de points de recharge ouverts au public.	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	Mise en place du dispositif et des textes associés	Travaux interministériels de pilotage	claudelrenard@developpement-durable.gouv.fr ; gael.le-bourgeois@developpement-durable.gouv.fr ; isabelle.andrивon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD

Demande n°3	Composante 3	54	3-24	C3.14 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Cible	Kilomètres de voies réservées réalisées	-	Km	0	20	T2	2023	Kilomètres de voies réservées aux transports en commun ou au covoiturage réalisés.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des transports et de la mer	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Pilotage du maître d'ouvrage	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 3	56	3-26	C3.14 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Jalon	Modernisation du réseau des CROSS et du système numérique des affaires maritimes	Rapport attestant de l'achèvement des travaux	-	-	-	T2	2023	Achèvement de la modernisation du réseau des CROSS et du système numérique des affaires maritimes.	Suivi budgétaire de l'État	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de la mer/Direction des affaires maritimes	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Vérifications lors des passations de commandes Suivi opérationnel et budgétaire	christophe.lenormand@developpement-durable.gouv.fr ; isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 3	58	3-28	C3.15 Verdissement du parc automobile de l'État	180	155	Cible	Nombre de véhicules électriques et hybrides rechargeables achetés par l'administration française	-	Nombre	1 291	4 200	T3	2023	Véhicules électriques et hybrides rechargeables au total pour le ministère de l'intérieur, la direction générale des douanes et droits indirects et le ministère de la justice (en cumulé).	Ministère de l'Intérieur/SG/DEPAFI/Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique & Ministère de l'économie, des finances et de la relance/DGDDI & Ministère de la justice	-	-	-	christophe.tepinier@interieur.gouv.fr ; chloe.mirau@interieur.gouv.fr ; vincent.roberti@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr ; thibaud.malin@douane.finances.gouv.fr ; stephane.paillaud@justice.gouv.fr	IGF IGA Inspection générale de la Justice
Demande n°3	Composante 3	61	3-31	C3.16 Verdissement des ports	200	200	Jalon	Achat de navires	Rapport attestant de l'acquisition	-	-	-	T2	2023	Finalisation de l'acquisition de navires pour les services des affaires maritimes.	Suivi budgétaire de l'État	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer & Ministère de la mer/Direction des affaires maritimes	Planification/procédure d'achat	Vérifications lors des passations de commandes Suivi opérationnel et budgétaire	christophe.lenormand@developpement-durable.gouv.fr ; isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 3	62	3-32	C3.17 Renforcement de la résilience des réseaux électriques	50	50	Jalon	Début des projets	Rapport attestant de l'achèvement	-	-	-	T4	2023	Début des projets relatifs aux réseaux électriques dans les zones rurales.	-	Ministère de la transition écologique/Direction générale de l'énergie et du climat	-	-	eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°3	Composante 4	66	4-4	C4.11 Innovater pour la transition écologique	3 400	1 700	Jalon	Attribution des marchés – décision d'exécution du Premier ministre	Rapport du secrétariat général pour l'investissement	-	-	-	T4	2023	Décision d'exécution du Premier ministre à l'issue des appels à propositions/appels à manifestation d'intérêt lancés dans le cadre du jalon 4-3, en vue de permettre la contractualisation avec les bénéficiaires au moyen de conventions ou d'autres contrats d'octroi de fonds.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le SI du SGPI (données financières remontées depuis les SI des opérateurs du PIA)	Secrétariat général pour l'investissement	Retards ou décalages dans l'instruction des projets	Système d'information des opérateurs et du SGPI - contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; christelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 5	76	5-2	C5.R2 Contribution des entreprises aux transformations économiques, sociales et environnementales	-	-	Jalon	Article 244 de la loi n° 2020-1721 (loi de finances 2021)	Publication sur le site web du ministère du travail (sous-indicateurs)	-	-	-	T1	2023	Publication des sous-indicateurs de l'Index de l'égalité professionnelle, ainsi que des objectifs de progression pour chacun de ces sous-indicateurs en dessous d'un seuil fixé par décret.	-	Ministère du Travail	-	-	lucile.castex-chauve@travail.gouv.fr ; johanna.guacide@travail.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 6	79	6-1	C6.R1 Loi de programmation de la recherche	-	-	Cible	Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 – entrée en vigueur des décrets	-	Proportion de décrets	0%	60%	T4	2023	Au moins 60 % des décrets sont entrés en vigueur.	Publication au Journal officiel	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation/Direction générale de la recherche et de l'innovation/Direction des affaires juridiques	-	Publications au Journal officiel	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGESR
Demande n°3	Composante 6	84	6-6	C6.I2 PIA – Technologies numériques clés	2 600	1 800	Jalon	Lancement de l'appel à propositions ou à manifestation d'intérêt	Publication sur le site web du secrétariat général pour l'investissement	-	-	-	T4	2023	Lancement de tous les appels à propositions ou à manifestation d'intérêt au titre de cette mesure pour les stratégies adoptées dans le cadre de l'objectif 6-5, avec des cahiers des charges intégrant un critère d'éligibilité permettant d'assurer la neutralité environnementale des applications de la solution financée.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le système d'information (SI) du SGPI	Secrétariat général pour l'investissement	Mise en place du dispositif et des textes associés	Système d'information des opérateurs et du SGPI et contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; christelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 7	99	7-9	C7.R4 Gouvernance des finances publiques	-	-	Jalon	Nouvelle loi de programmation des finances publiques (LPPF)	Entrée en vigueur	-	-	-	T1	2023	Entrée en vigueur d'une nouvelle loi de programmation des finances publiques (LPPF) mettant en œuvre les nouvelles dispositions législatives organiques adoptées et fixant une trajectoire de finances publiques permettant de stabiliser puis de faire décroître le ratio de dette.	-	Ministère de l'Économie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	Publication de l'adoption de la LPPF	sania.matulic@finances.gouv.fr ; tai.nguyen@finances.gouv.fr ; carole.anselin@finances.gouv.fr ; dh-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 7	107	7-17	C7.I2 Mise à niveau numérique de l'État et des territoires	500	500	Cible	Nombre d'entreprises bénéficiaires de commandes publiques	-	Nombre	0	200	T1	2023	Nombre d'entreprises bénéficiaires de commandes publiques dans le cadre des fonds « Innovation et transformation numériques » et « Sae à dos numérique de l'agent public » pour la mise à niveau numérique de l'État et des territoires.	Collecte auprès des porteurs de projets lauréats	Direction interministérielle du numérique (DINUM)	-	-	benjamin.rondet@modernisation.gouv.fr ; xavier.albouy@modernisation.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 7	108	7-18	C7.I2 Mise à niveau numérique de l'État et des territoires	500	500	Cible	Pourcentage d'agents publics outillés pour le travail à distance	-	Pourcentage	-	95%	T3	2023	Pourcentage d'agents publics outillés pour le travail à distance sur la base d'études annuelles menées auprès des agents publics de l'administration française.	Questionnaire envoyé à tous les agents publics	Direction interministérielle du numérique (DINUM)	Risque de mauvaise estimation du taux d'agents dont les fonctions sont télétravaillables	-	benjamin.rondet@modernisation.gouv.fr ; xavier.albouy@modernisation.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 7	111	7-21	C7.I4 Mise à niveau numérique de l'État - identité numérique	72	30	Cible	Nombre d'utilisateurs de l'application d'identité numérique	-	Nombre	-	12 500 000	T4	2023	Nombre d'utilisateurs de l'application d'identité numérique souveraine nouvellement développée.	Collecte statistique	Ministère de l'Intérieur/DINUM	Usages en cours de définition fonctionnelle	-	olivier.langou@interieur.gouv.fr ; carole.puig-chevrier@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr	IGA

Demande n°3	Composante 7	112	7-22	C7.15 Équipement du Ministère de l'intérieur	23	23	Jalon	Investissement pour renforcer l'équipement numérique du Ministère de l'intérieur	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2023	Achèvement des six actions visant à renforcer l'équipement numérique du Ministère de l'intérieur : • Réseau interministériel de l'État • Socle informatique de l'administration territoriale de l'État • Plan de vidéoprotection de la préfecture de police • Sécurisation des réseaux • Résilience des data centers • Système d'alerte et d'information des populations	-	Ministère de l'Intérieur/Direction interministérielle du numérique et direction des affaires financières	-	-	olivier.langou@interieur.gouv.fr ; carole.puig-chevrier@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr	IGA
Demande n°3	Composante 7	114	7-24	C7.17 Télétravail au sein du Ministère de l'intérieur	67	47	Jalon	Investissement pour renforcer la connectivité numérique du Ministère de l'intérieur	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2023	Achèvement des actions visant à renforcer la connectivité numérique du Ministère de l'intérieur : • Amélioration de l'environnement numérique et développement du télétravail (achevée) • Postes NEO (achevée) • Réseau radio du futur (premières actions)	-	Ministère de l'Intérieur/Direction interministérielle du numérique et direction des affaires financières	-	-	olivier.langou@interieur.gouv.fr ; carole.puig-chevrier@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr	IGA
Demande n°3	Composante 8	134	8-9	C8.12 Reconversion par l'alternance (Pro A)	270	270	Cible	Salariés bénéficiant du dispositif Pro-A	-	Nombre	0	90 000	T4	2023	Nombre de salariés participant à la reconversion par l'alternance (Pro-A).	Remontées des OPCO	Ministère du travail et de l'emploi/Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle/Sous-direction des politiques de formation et du contrôle	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 8	138	8-13	C8.16 Création d'emplois pour les jeunes dans le sport	40	40	Cible	Emplois créés dans le secteur du sport bénéficiant d'une aide	-	Nombre	0	2 500	T3	2023	Nombre d'emplois créés dans le secteur du sport qui bénéficient d'une aide.	Statistiques des outils de gestion des campagnes liées aux projets sportifs territoriaux (PST)	Agence nationale du Sport	-	Suivi via OSIRIS	jean-francois.hatte@sports.gouv.fr ; solene.chariau@sports.gouv.fr	IGESR
Demande n°3	Composante 8	148	8-23	C8.116 Extension exceptionnelle du dispositif d'Emploi accompagné	15	15	Jalon	Déploiement complet de l'extension du dispositif d'Emploi accompagné	Rapport attestant de l'achèvement de la mesure	-	-	-	T2	2023	Déploiement complet de l'extension du dispositif d'Emploi accompagné en faveur des personnes handicapées.	Remontées de données des ARS	Direction générale de la cohésion sociale	Risque de retard dans l'engagement des dépenses par les ARS	Reporting auprès des ARS	martin.szczepak@social.gouv.fr ; Gisele.DIALLO@sante.gouv.fr ; Alexis.RINCKENBACH@social.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 8	149	8-24	C8.117 Formation à distance	160	160	Cible	Inscriptions à des formations professionnelles à distance	-	Nombre	0	30 000	T4	2023	Nombre d'inscriptions à des formations professionnelles à distance proposées par Pôle Emploi.	Remontées du SI Pôle Emploi	Pôle Emploi/DGEFP	-	-	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 8	150	8-25	C8.118 Contenus pédagogiques digitalisés : plateformes de contenus digitalisés	304	304	Cible	Organismes de formation déclarant avoir formé leurs stagiaires en tout ou partie par l'intermédiaire de l'apprentissage à distance	-	Nombre	0	15 000	T4	2023	Nombre d'organismes de formation déclarant avoir formé leurs stagiaires en tout ou partie, par l'intermédiaire de l'apprentissage à distance dans leur fiche pédagogique et financière.	Bilan pédagogique et financier	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP & DARES	-	Vérification de la cohérence avec les données des années passées	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 8	155	8-30	C8.121 Renforcement des moyens de France compétences	750	750	Cible	Contrats d'apprentissage supplémentaires signés	-	Nombre	335 421	495 000	T4	2023	Nombre de contrats d'apprentissage supplémentaires signés (+160 000) entre 2021 et 2023, par rapport à la base de référence de 2019, tels que déclarés par les opérateurs de compétences.	Remontée SI des OPCO	Ministère du travail et de l'emploi/DGEFP/SD-PFC	Fortes incertitudes au regard de la conjoncture	Vérification par les états statistiques et financiers 2021 disponibles en N+1	olivia.montel@emploi.gouv.fr ; veronique.gallo@emploi.gouv.fr ; antoine.saint-denis@emploi.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 9	158	9-2	C9.R1 Stratégie nationale de réforme du système de santé	-	-	Cible	Taux d'engagement des crédits pour la revalorisation des ressources humaines en santé	-	Pourcentage	-	90%	T4	2023	Taux d'engagement des crédits pour la revalorisation des ressources humaines en santé.	Suivi budgétaire du Ségur de la Santé	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction générale de l'offre de soins/RH	-	Contrôle budgétaire	gisele.diallo@sante.gouv.fr ; gabrielle.dubois@sante.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 9	163	9-7	C9.12 Modernisation et restructuration des hôpitaux et de l'offre de soins	2 500	2 500	Cible	Établissements soutenus dans leurs investissements en installations techniques, équipements ou de rénovation légère	-	Nombre	0	800	T1	2023	Nombre d'établissements auxquels l'ARS (Agence régionale de santé) a attribué des crédits d'investissement en installations techniques, équipements ou de rénovation légère. Calcul en cumulé: nombre d'établissements de soins de santé ayant reçu ces crédits	Collecte de la donnée auprès des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction générale de l'offre de soins/PFI	-	Contractualisation ARS/établissements de santé pour chaque allocation de crédits, paiement sur justificatifs et suivi de consommation	gisele.diallo@sante.gouv.fr ; gabrielle.dubois@sante.gouv.fr ; Gaelle.KUSTER-MALAUQUIN@sante.gouv.fr ; elise.michaloux@sante.gouv.fr	IGAS
Demande n°3	Composante 9	171	9-15	C9.15 Plan France très haut débit	570	240	Cible	Logements et locaux professionnels connectables à la fibre	-	Nombre	0	2 500 000	T4	2023	Nombre de logements et locaux professionnels supplémentaires (par rapport à 2022) connectables à la fibre en 2023.	-	Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	-	-	alice.cailhol@finances.gouv.fr ; chloe.desvilles@finances.gouv.fr ; alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°3	Composante 9	175	9-19	C9.18 PIA4 - Soutien aux écosystèmes d'enseignement, de recherche, de valorisation et d'innovation	2 550	750	Jalon	Attribution des marchés – décision d'exécution du Premier ministre	Rapport du Secrétariat général pour l'investissement (SGPI)	-	-	-	T4	2023	Décision d'exécution du Premier ministre à l'issue des appels à propositions/appels à manifestation d'intérêt lancés dans le cadre du jalon 9-18 ; autorisant la contractualisation avec les bénéficiaires au moyen de conventions d'octroi de fonds à signer pour tous les bénéficiaires.	Collecte interne du SGPI sur la remontée d'informations des opérateurs	Secrétariat général pour l'investissement	Retard ou décalages dans l'instruction des projets	Système d'information des opérateurs et du SGPI & contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF

Cibles et jalons de la demande de paiement 2024 pour versement 2025

Nombre total de cibles et jalons : 17
Versement total attendu : 3 300 000 000 €

Demande de paiement	Composante	Numéro général	Numéro UE	Mesure	Montant France Relance (M€)	Montant PNRR (M€)	Cibles / Jalon	Nom de l'indicateur	Indicateur qualitatif	Indicateur quantitatif (for targets)			Calendrier de réalisation		Description de l'indicateur	Source / Méthodologie	Responsabilité de mise en œuvre et de suivi	Prévision / Risques	Mécanisme de vérification	Contacts référents des mesures	Corps de contrôle
										Unité de mesure	Référence	Cible	Trimestre	Année							
Demande n°4	Composante 1	11	1-11	C1.I3 Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000	3 800	Cible	Nombre de m² de planchers des sites publics appartenant à l'État sur lesquels des travaux de rénovation énergétique ont été réalisés	-	Nombre de mètres carrés (en millions)	20	28.75	T4	2024	Nombre de m² de planchers des sites publics appartenant à l'État sur lesquels des travaux de rénovation énergétique ont été réalisés, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Collecte par le croisement de l'outil de suivi (avancement des chantiers) et des outils d'inventaire du patrimoine	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction de l'immobilier de l'État	Retards dans l'exécution du chantier, avec décalage des dates de terminaison	Suivi au fil de l'eau de l'avancement des projets via un outil web de reporting et suivi renforcé sur les opérations les plus sensibles	beatrice.bellier-ganiere@dgfip.finances.gouv.fr ; soraya.smaili@dgfip.finances.gouv.fr ; alain.josserand@dgfip.finances.gouv.fr	IGF IGA
Demande n°4	Composante 1	12	1-12	C1.I3 Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000	3 800	Cible	Nombre d'écoles, de collèges ou de lycées ayant fait l'objet de travaux de rénovation énergétique	-	Nombre	0	681	T4	2024	Nombre d'écoles, de collèges ou de lycées ayant fait l'objet de travaux de rénovation énergétique, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies d'énergie en moyenne.	Collecte par l'intermédiaire d'un outil de suivi	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	Interruption possible de chantiers et risque de décalage	Vérification en préfectures de la qualité des données remontées en administration centrale	arnaud.menguy@dgcl.gouv.fr ; olivier.benoist@dgcl.gouv.fr	IGF IGA
Demande n°4	Composante 3	49	3-19	C3.I3 Mobilités du quotidien	1 200	900	Cible	Transport collectif en site propre	-	Km	0	20	T4	2024	Nombre de kilomètres de transport collectif en site propre améliorés ou créés.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des services de transports/Sous-direction des transports ferroviaires et collectifs et des déplacements urbains	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements	isabelle.andriveau@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°4	Composante 3	55	3-25	C3.I4 Accélération des travaux d'infrastructures de transport	550	350	Cible	Projets réalisés sur les voies navigables	-	Nombre	0	100	T4	2024	Finalisation des projets de rénovation et de modernisation des voies navigables, y compris les écluses et les barrages.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des infrastructures de transport/Sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Pilotage du maître d'ouvrage	christophe.lenormand@developpement-durable.gouv.fr ; isabelle.andriveau@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr	CGEDD
Demande n°4	Composante 6	85	6-7	C6.I2 PLA – Technologies numériques clés	2 600	1 800	Jalon	Attribution des marchés – décision d'exécution du Premier ministre	Rapport du secrétariat général pour l'investissement	-	-	-	T4	2024	Décision d'exécution du Premier ministre à l'issue des appels à propositions/appels à manifestation d'intérêt lancés dans le cadre du jalon 6-6, en vue de permettre la contractualisation avec les bénéficiaires au moyen de conventions de subvention ou d'autres contrats d'octroi de fonds.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le système d'information (SI) du SGPI (données financières remontées depuis les SI des opérateurs du PIA)	Secrétariat général pour l'investissement	Retard ou décalages dans l'instruction des projets	Système d'information des opérateurs et du SGPI et contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°4	Composante 6	87	6-9	C6.I3 PLA – entreprises innovantes	1 950	750	Jalon	Attribution des marchés – décision d'exécution du Premier ministre	Rapport du secrétariat général pour l'investissement	-	-	-	T4	2024	Décision d'exécution du Premier ministre à l'issue des appels à propositions/appels à manifestation d'intérêt lancés dans le cadre du jalon 6-8, en vue de permettre la contractualisation avec les bénéficiaires au moyen de l'octroi de fonds.	Collecte dans outil de suivi ainsi que le SI du SGPI (données financières remontées depuis les SI des opérateurs du PIA)	Secrétariat général pour l'investissement	Retard ou décalages dans l'instruction des projets	Système d'information des opérateurs et du SGPI et contrôleurs de gestion	camille.muller@pm.gouv.fr ; chrystelle.ibanez@pm.gouv.fr ; sonia.bayada@pm.gouv.fr	IGF
Demande n°4	Composante 6	90	6-12	C6.I4 Spatial	365	365	Jalon	Investissements dans Ariane 6	Suivi des progrès de l'Agence spatiale européenne par le Centre national d'études spatiales (CNES)	-	-	-	T4	2024	Réalisation du programme Ariane 6	Suivi du programme de l'ESA par l'opérateur (CNES) et l'État	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	Retards de décalage	Comité de pilotage	adorice.gachet@finances.gouv.fr ; masafumi.tanaka@finances.gouv.fr ; alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°4	Composante 7	104	7-14	C7.R5 Évaluation de la qualité des dépenses publiques	-	-	Jalon	Évaluation annuelle des mesures prises pour améliorer la qualité des dépenses publiques mises en œuvre dans la loi de finances 2023	Publication de l'évaluation	-	-	-	T1	2024	Évaluation annuelle des mesures prises pour améliorer la qualité des dépenses publiques mises en œuvre dans la loi de finances 2023.	-	Ministère de l'Économie, des finances et de la relance/Direction du budget	-	-	sania.matulic@finances.gouv.fr ; tai.nguyen@finances.gouv.fr ; carole.anselin@finances.gouv.fr ; db-7bue@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°4	Composante 7	106	7-16	C7.I1 Mise à niveau numérique des entreprises	385	385	Cible	Nombre de solutions numériques fournies aux entreprises	-	Nombre	0	200	T3	2024	Nombre de formations et de bilans numériques dispensés aux entreprises dans le cadre du dispositif « FranceNum ».	Collecte auprès des opérateurs chargés des accompagnements	Ministère de l'Économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	Temps de déploiement des mesures opérées via des appels à projet	Données obligatoires, nombre d'accompagnements par entreprise	benedicte.roullier@finances.gouv.fr ; aurelien.palix@finances.gouv.fr ; alexandra.calka@finances.gouv.fr	IGF
Demande n°4	Composante 7	109	7-19	C7.I3 Cybersécurité des services de l'État	136	136	Jalon	Investissement visant à renforcer la cybersécurité des services de l'État	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2024	Achèvement des quatre actions visant à accroître la cybersécurité des services de l'État : • création d'équipes de réponse à incidents, • déploiement de packs de diagnostic, • acquisition d'outils de cybersécurité, • augmentation de la capacité de détection des cyberattaques	-	Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)	-	-	gwenaelle.Martinet@ssi.gouv.fr ; Anouck.Teiller@ssi.gouv.fr	IGA
Demande n°4	Composante 7	117	7-27	C7.I10 Accès au numérique dans l'enseignement supérieur	35	35	Cible	Nombre d'étudiants ayant accès à une formation numérique	-	Nombre	0	1 400 000	T4	2024	Nombre d'étudiants ayant accès aux capacités de formation numérique dans l'enseignement supérieur.	-	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche/Direction générale de l'enseignement supérieur	-	-	bao.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; marie.goiset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR

Demande n°4	Composante 7	120	7-30	C7.11.1 Culture	1 600	703	Cible	Nombre d'écoles d'art et d'architecture rénovées	-	Nombre	0	13	T4	2024	Nombre de travaux de rénovation d'écoles d'art et d'architecture achevés.	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°4	Composante 7	121	7-31	C7.11.1 Culture	1 600	703	Jalon	Dispositifs de soutien à la création artistique	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2024	Achèvement des deux programmes visant à soutenir les institutions axées sur la création artistique et à soutenir les artistes par le biais d'un programme public d'acquisition d'œuvres d'art.	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°4	Composante 9	160	9-4	C9.11 Rattrapage du retard sur les standards techniques pour le numérique en santé	2 000	2 000	Cible	Infrastructure numérique de l'État dans le domaine de la santé	-	Nombre (en millions)	9.5	40	T4	2024	Nombre de patients disposant d'un dossier médical électronique national et d'une adresse électronique sécurisée pour la santé	Collecte des volumétries auprès de la CNAM	Ministère des Solidarités et de la santé/ Délégation au numérique en santé / Direction du Programme Ségur Numérique	Risque de non engagement ou de rejet de la population.	Contrôle directe des données disponible au sein des pouvoirs publics.	isabelle.zabjit@sante.gouv.fr ; gisèle.diallo@sante.gouv.fr ; olivier.clatz@sante.gouv.fr	IGAS
Demande n°4	Composante 9	161	9-5	C9.11 Rattrapage du retard sur les standards techniques pour le numérique en santé	2 000	2 000	Cible	Finalisation de l'interopérabilité et de la sécurité des logiciels du parc installé et accompagnement et incitation à l'usage	-	Nombre (en millions)	3	15	T4	2024	Documents numériques préparés par les professionnels de la santé (tels que les comptes rendus de biologie, les comptes rendus de radiologie, les rapports et certificats d'hospitalisation) et enregistrés dans le nouveau système.	Collecte des volumétries auprès de la CNAM	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction numérique en santé	Poss. décalage lié au calendrier	Vérification des bons de commande	isabelle.zabjit@sante.gouv.fr ; gisèle.diallo@sante.gouv.fr ; olivier.clatz@sante.gouv.fr	IGAS
Demande n°4	Composante 9	162	9-6	C9.11 Rattrapage du retard sur les standards techniques pour le numérique en santé	2 000	2 000	Cible	Rattrapage numérique du secteur médico-social	-	Nombre	0	410 000	T4	2024	Nombre de dossiers médico-sociaux électroniques actifs	Collecte des volumétries auprès de la CNAM	Ministère des Solidarités et de la santé/ Délégation au numérique en santé / Direction du Programme Ségur Numérique	Risque de non engagement ou de rejet des éditeurs et/ou des professionnels de santé.	Contrôle directe des données disponible au sein des pouvoirs publics.	isabelle.zabjit@sante.gouv.fr ; gisèle.diallo@sante.gouv.fr ; olivier.clatz@sante.gouv.fr	IGAS
Demande n°4	Composante 9	164	9-8	C9.12 Modernisation et reconstruction des hôpitaux et de l'offre de soins	2 500	2 500	Cible	Nombre de projets d'investissement dans la construction, la rénovation énergétique et la modernisation d'établissements médicaux (> 20 millions d'EUR) (en cumulé)	-	Nombre	0	20	T4	2024	Nombre d'établissements pour lesquels l'ARS (Agence régionale de santé) a validé un projet d'investissements en faveur de la construction, de la rénovation énergétique et de la modernisation des établissements médicaux, pour un montant supérieur à 20 000 000 EUR. Calcul en cumulé.	Collecte de la donnée auprès des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction générale de l'offre de soins/DFI	-	Contractualisation ARS/établissements de santé pour chaque allocation de crédits, paiement sur justificatifs et suivi de consommation	gisèle.diallo@sante.gouv.fr ; gabrielle.dubois@sante.gouv.fr ; Gaëlle.KUSTER@MALAQUIN@sante.gouv.fr ; elise.michaloux@sante.gouv.fr	IGAS

Cibles et jalons de la demande de paiement 2026 pour versement 2026

Nombre total de cibles et jalons : 20
Versement total attendu : 3 950 437 073 €

Demande de paiement	Composante	Numéro général	Numéro UE	Mesure	Montant France Relance (M€)	Montant PNRR (M€)	Cibles / Jalon	Nom de l'indicateur	Indicateur qualitatif	Indicateur quantitatif (for targets)			Calendrier de réalisation		Description de l'indicateur	Source / Méthodologie	Responsabilité de mise en œuvre et de suivi	Prévision / Risques	Mécanisme de vérification	Contacts référents des mesures	Corps de contrôle
										Unité de mesure	Référence	Cible	Trimestre	Année							
Demande n°5	Composante 2	15	2-2	C2.R1 Loi Climat et Résilience	-	-	Jalon	Loi Climat et Résilience - Acte d'exécution	Entrée en vigueur	-	-	-	T4	2025	Entrée en vigueur d'un décret portant sur la création de zones à faibles émissions de GES dans les agglomérations de plus de 150 000 habitants.	Secrétariat générale du Gouvernement	Ministère de la transition écologique/Commissariat général au développement durable/SEVS/SDE1	-	Publication au Journal officiel	timothee.asensio-frery@developpement-durable.gouv.fr ; david.meunier@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ;	CGEDD
Demande n°5	Composante 2	27	2-14	C2.I7 Modernisation des centres de tri	274	194	Cible	Nombre de centres de tri modernisés	-	Nombre	0	32	T4	2025	Nombre de centres de tri publics et privés existants qui ont achevé leurs travaux de modernisation.	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)/OPALE	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques & Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	Dans l'hypothèse où des projets dépasseraient l'aide moyenne par type de dossiers, le nombre de centres aidés sera plus faible	Suivi des conventions signées par l'ADEME avec les porteurs de projet et des justificatifs conditionnant le dernier versement	Anne.Guillou@developpement-durable.gouv.fr ; vincent.coissard@developpement-durable.gouv.fr ; patrick.soule@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ;	CGEDD
Demande n°5	Composante 2	28	2-15	C2.I8 Recyclage et réemploi	226	226	Cible	Quantité de matières plastiques évitées	-	Tonnes	0	275 000	T4	2025	Quantité effective cumulée de matières plastiques évitées, par recyclage ou intégration dans des processus industriels.	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)/OPALE	Ministère de la transition écologique/Direction générale de la prévention des risques & Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	REX ORPLAST de 250 000 tonnes repris	Suivi des conventions signées par l'ADEME avec les porteurs de projet et les justificatifs conditionnant le dernier versement pour l'aide	Anne.Guillou@developpement-durable.gouv.fr ; vincent.coissard@developpement-durable.gouv.fr ; patrick.soule@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ;	CGEDD
Demande n°5	Composante 3	43	3-13	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Lignes ferroviaires locales	-	Km	500	827	T4	2025	Kilomètres de petites lignes locales renouvelés (au total).	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des infrastructures de transport/Sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables	Planification /difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements / croisement données SNCF	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; frederic.gilbert@ape.gouv.fr ; aureliane.labourdette@ape.gouv.fr ; emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr ;	CGEDD IGF
Demande n°5	Composante 3	44	3-14	C3.I1 Soutien au secteur ferroviaire	4 700	4 390	Cible	Lignes de fret renouvelées	-	Km	150	330	T4	2025	Kilomètres de lignes de fret renouvelés (au total).	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des infrastructures de transport/Sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables	Planification /difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements / croisement données SNCF	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ; frederic.gilbert@ape.gouv.fr ; aureliane.labourdette@ape.gouv.fr ; emmanuel.bossiere@ape.gouv.fr ;	CGEDD IGF
Demande n°5	Composante 3	50	3-20	C3.I3 Mobilités du quotidien	1 200	900	Cible	Transport collectif en site propre	-	Km	20	100	T2	2026	Nombre de kilomètres de transport collectif en site propre améliorés ou créés.	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer	Ministère de la transition écologique/Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer/Direction des services de transports/Sous-direction des transports ferroviaires et collectifs et des déplacements urbains	Planification/difficultés techniques sur les travaux	Traçabilité des engagements	isabelle.andrison@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ;	CGEDD
Demande n°5	Composante 4	69	4-7	C4.I2 Développer l'hydrogène décarboné	2 000	1 925	Cible	Volume d'hydrogène produit dans le cadre du mécanisme de soutien	-	Tonnes	12 000	100 000	T4	2025	Volume d'hydrogène produit par les projets sélectionnés et soutenus dans le cadre du mécanisme de soutien à la production d'hydrogène renouvelable et bas carbone (en cumulé).	Ministère de la transition écologique/Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Ministère de la transition écologique/DG/H4	Les risques associés sont inhérents aux retards que pourraient prendre les projets dont les autorisations de financement dépendent de la Commission (PIIEC)	Sera prévu dans le cadre des appels d'offre	lionel.prevors@developpement-durable.gouv.fr ; eric.chambon@developpement-durable.gouv.fr ; lionel.bichot@developpement-durable.gouv.fr ;	CGEDD
Demande n°5	Composante 4	71	4-9	C4.I2 Développer l'hydrogène décarboné	2 000	1 925	Cible	Capacité de production d'électrolyseurs	-	MW/yr	-	140	T4	2025	Capacité de production annuelle d'électrolyseurs s'élevant à 140 MW de capacité de production installée financée dans le cadre du PIIEC sur l'hydrogène.	Donnée déclarative issue des industriels	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises	Non réalisation ou retard des projets industriels pressentis pour diverses raisons (abandon du projet, non validation par la Commission de la notification, etc.)	Déclaratif	alexandra.calka@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr ; marc.jamet@finances.gouv.fr ;	IGF
Demande n°5	Composante 4	74	4-12	C4.I3 Plan de soutien au secteur de l'aéronautique	1 820	1 670	Cible	Nombre de projets achevés qui ont été soutenus au titre du fonds de soutien aux investissements	-	Nombre	0	180	T4	2025	Nombre de projets achevés ayant bénéficié du fonds de soutien aux investissements pour favoriser la diversification, la modernisation et la transformation numérique et environnementale des entreprises (en cumulé).	-	Ministère de l'économie, des finances et de la relance/Direction générale des entreprises/Sous-direction des matériels de transport, de la mécanique et de l'énergie	-	-	alexandra.calka@finances.gouv.fr ; Caroline.MISCHLER@finances.gouv.fr ; marc.jamet@finances.gouv.fr ;	IGF
Demande n°5	Composante 6	81	6-3	C6.R1 Loi de programmation de la recherche	-	-	Cible	Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020- augmentation des crédits de la recherche publique	-	Montant	12,9 milliards d'EUR	14,7 milliards d'EUR	T3	2025	Augmentation des crédits de la recherche publique par rapport à 2020, attestée par le rapport de la DGRI.	Vérification à périmètre constant et hors contribution de la France à l'agence spatiale européenne	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation/Direction générale de la recherche et de l'innovation/Direction des affaires financières	-	Vérification avec la loi de règlement (T3 2025)	baon.nguyen-huy@recherche.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr ;	IGESR
Demande n°5	Composante 7	92	7-2	C7.R1 Loi 4D	-	-	Jalon	Évaluation de la loi 4D	Rapport d'évaluation	-	-	-	T2	2025	État des lieux des dispositions mises en œuvre ayant contribué à faciliter l'action publique selon les quatre principes de la loi (décentralisation, différenciation, déconcentration et décomplexification)	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	-	-	claudie.calabrin@dgcl.gouv.fr ; anouk.watrin@dgcl.gouv.fr ; bastien.merot@dgcl.gouv.fr ; olivier.benoist@dgcl.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr ;	IGA

Demande n°5	Composante 7	94	7-4	C7.R2 Loi organique Expérimentation	-	-	Jalon	État des lieux des premières expérimentations réalisées	Rapport d'évaluation	-	-	-	T2	2025	Évaluation des premières expérimentations réalisées sur la base des indicateurs suivants (inclus dans la mesure): nombre de collectivités participant à chaque expérimentation autorisée par la loi ou la réglementation, nombre de jours nécessaires pour obtenir la publication au Journal officiel des délibérations par lesquelles les collectivités participent aux expérimentations, délai d'entrée en vigueur des actes dérogatoires pris par les collectivités expérimentatrices pour chaque expérimentation autorisée par la loi ou la réglementation.	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales/Direction générale des collectivités locales	-	-	claudie.calabrin@dgcl.gouv.fr ; anouk.watrin@dgcl.gouv.fr ; bastien.merot@dgcl.gouv.fr ; olivier.benoist@dgcl.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGA
Demande n°5	Composante 7	113	7-23	C7.I6 Applications du Ministère de l'intérieur	77	77	Jalon	Investissement dans les applications numériques développées par le Ministère de l'intérieur	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T2	2025	Achèvement des sept applications numériques pour le Ministère de l'intérieur : • SI Élections • Plainte en ligne • FR-Alert • Marcus 112 • Système d'immatriculation des véhicules • LOG MI • Projet informatique « Préparation de l'avenir »	-	Ministère de l'Intérieur/Direction interministérielle du numérique et direction des affaires financières	-	-	olivier.langou@interieur.gouv.fr ; carole.puig-chevrier@interieur.gouv.fr ; anne.gevertz@interieur.gouv.fr	IGA
Demande n°5	Composante 7	115	7-25	C7.I8 Mise à niveau numérique du système éducatif	35	35	Jalon	Investissement pour mettre à niveau les services numériques du ministère de l'éducation nationale	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T2	2026	Achèvement des cinq actions de mise à niveau des services numériques du ministère de l'éducation nationale : • Modernisation des outils informatiques pour l'enseignement du premier degré (projet Onde, outil de gestion pour les chefs d'établissement) • Déploiement du système d'authentification unique pour accéder aux services et ressources numériques éducatives et extension du champ des bénéficiaires • Déploiement de la solution sécurisée d'accès aux ressources numériques dans les écoles primaires (projet GAR) • Transformation et modernisation des infrastructures et outils académiques • Généralisation des outils et services permettant le travail à distance	-	Ministère de l'Éducation nationale	-	-	marie.goiset@education.gouv.fr ; vincent.honorat@education.gouv.fr ; patricia.janissin@education.gouv.fr ; nathalie.nikitenko@education.gouv.fr	IGESR
Demande n°5	Composante 7	118	7-28	C7.I11 Culture	1 600	703	Cible	Cathédrales et monuments historiques nationaux	-	Nombre	0	62	T4	2025	Nombre de projets achevés de rénovation de cathédrales et de monuments historiques nationaux appartenant à l'État	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°5	Composante 7	119	7-29	C7.I11 Culture	1 600	703	Jalon	Monuments appartenant aux autorités locales et à des propriétaires privés	Rapport publié par le gouvernement français pour prouver l'achèvement des travaux	-	-	-	T4	2025	Achèvement de tous les travaux de rénovation des monuments appartenant aux collectivités locales et territoriales ainsi qu'à des propriétaires privés.	Remontée d'informations par les DRAC et/ou opérateurs	Ministère de la Culture/Secrétariat général	-	-	quentin.jagorel@culture.gouv.fr ; estelle.airault@culture.gouv.fr ; fabienne.brutt@culture.gouv.fr ; henri.dalmeida@culture.gouv.fr ; francois.moyse@culture.gouv.fr	IGAC
Demande n°5	Composante 8	130	8-5	C8.R3 Réforme de la santé et de la sécurité au travail	-	-	Cible	Services de santé et de sécurité au travail équipés en outils numériques sécurisés	-	Nombre	0	165	T2	2026	Nombre de services de santé et de sécurité au travail équipés en outils numériques sécurisés.	Sondage auprès des SST	Ministère du Travail/Direction générale du travail	-	-	lucile.castex-chauve@travail.gouv.fr ; johanna.guacide@travail.gouv.fr ; application.lois2@pm.gouv.fr	IGAS
Demande n°5	Composante 9	165	9-9	C9.I2 Modernisation et restructuration des hôpitaux et de l'offre de soins	2 500	2 500	Cible	Nombre de projets d'investissement dans la construction, la rénovation énergétique et la modernisation d'établissements médicaux (> 20 millions d'EUR)	-	Nombre	20	30	T2	2026	Nombre d'établissements pour lesquels l'ARS (Agence régionale de santé) a validé un projet d'investissements en faveur de la construction, de la rénovation énergétique et de la modernisation des établissements médicaux, pour un montant supérieur à 20 000 000 EUR. Calcul en cumulé.	Collecte de la donnée auprès des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction générale de l'offre de soins/PF1	-	Contractualisation ARS/établissements de santé pour chaque allocation de crédits, paiement sur justificatifs et suivi de consommation	gisele.diallo@sante.gouv.fr ; gabrielle.dubois@sante.gouv.fr ; Gaelle.KUSTER-MALAQVIN@sante.gouv.fr ; elise.michaloux@sante.gouv.fr	IGAS
Demande n°5	Composante 9	166	9-10	C9.I2 Modernisation et restructuration des hôpitaux et de l'offre de soins	2 500	2 500	Cible	Établissements soutenus dans leurs investissements en installations techniques, équipements ou de rénovation légère	-	Nombre	-	1 000	T2	2025	Nombre d'établissements auxquels l'ARS (Agence régionale de santé) a attribué des crédits d'investissement en installations techniques, équipements ou de rénovation légère. Calcul en cumulé: nombre d'établissements de soins de santé ayant reçu ces crédits.	Collecte de la donnée auprès des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère des Solidarités et de la santé/Direction générale de l'offre de soins/PF1	-	Contractualisation ARS/établissements de santé pour chaque allocation de crédits, paiement sur justificatifs et suivi de consommation	gisele.diallo@sante.gouv.fr ; gabrielle.dubois@sante.gouv.fr ; Gaelle.KUSTER-MALAQVIN@sante.gouv.fr ; elise.michaloux@sante.gouv.fr	IGAS
Demande n°5	Composante 9	168	9-12	C9.I3 Rénovation des établissements médico-sociaux	1 500	1 500	Cible	Solutions d'hébergement pour les personnes âgées ayant bénéficié d'une aide à l'investissement immobilier	-	-	-	36 000	T2	2026	Les unités d'hébergement construites ou renouvelées en EHPAD, ou les maisons de retraite ou les établissements d'hébergement des personnes dépendantes.	Données remontées des Agences régionales de santé (ARS)	Ministère de la santé et des solidarités/Direction générale de la cohésion sociale & Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	-	Application Galis de la CNSA	martin.szczupak@social.gouv.fr ; Gisele.DIALLO@sante.gouv.fr ; Alexis.RINCKENBACH@social.gouv.fr	IGAS

▪ **Annexe 2** Calendrier des travaux à réaliser par les différentes autorités avant l'envoi des demandes de paiement de 2021 et 2022

Actions	Autorité	2021	2022	Commentaires
		demande de paiement 2021	demande de paiement 2022	
		(dates limites)	(dates limites)	
Transmission des descriptifs des systèmes de gestion et de contrôle (DSGC) à la CICC	Services de contrôle interne des ministères en charge de la mise en œuvre	01/09/2021	-	Modèle type permettant aux autorités délégataires de gestion de décrire le système de gestion et de contrôle interne devant être évalué lors des audits de systèmes initiaux
Transmission à la CICC des listes des bénéficiaires finaux connus, à date, des mesures déclarées dans la demande de paiement du 15/11/2021	Autorité de coordination en lien avec les référents ministériels	01/09/2021		Destiné à permettre la sélection d'un échantillon pour réaliser les tests de performance afin de donner l'assurance à la CE de l'atteinte des jalons et cibles correspondant à la demande de paiement qui lui est transmise le 15/11/2021
Transmission au SGPR des informations relatives à l'avancement des indicateurs quantitatifs liés aux mesures d'investissement (données + pièces justificatives).	Référents ministériels	31/10/2021	30/11/2022	Mise à jour mensuelle, sauf exception, des indicateurs dans Propilot.
Transmission au SGPR d'un tableau détaillant l'avancée des indicateurs quantitatifs liés aux mesures d'investissement (données + pièces justificatives). Transmission à la DG Trésor des informations relatives à l'avancée des indicateurs qualitatifs liés aux mesures d'investissement (données + pièces justificatives). Transmission au SGAE des informations relatives à l'avancée des indicateurs quantitatifs et qualitatifs liés aux réformes	Référents ministériels	31/10/2021	30/11/2022	Mise à jour trimestrielle et au plus tard quinze jours avant le dépôt de chaque demande de paiement prévue le 15 décembre de chaque année [à l'exception de l'année 2021] et de chaque rapport biennal prévu les 30 avril et 15 octobre.
Déclarations de gestion ministérielles	Ministères chargés de la mise en œuvre	31/10/2021	30/11/2022	A adresser à l'autorité de coordination et copie à la CICC

Actions	Autorité	2021	2022	Commentaires
		demande de paiement 2021	demande de paiement 2022	
		(dates limites)	(dates limites)	
Production des audits par les corps de contrôles/prestataires	CICC	01/11/2021	01/12/2022	À adresser à la CICC
Vérification des données et pièces justificatives transmises par les ministères	SGPR + DG TRESOR + SGAE (chacun pour les éléments dont ils sont chargés)	05/11/2021	05/12/2022	Veiller à bien formaliser toutes ces vérifications en cas d'audit de la CE et la CCE
Préparation du projet de demande de paiement et transmission à la CICC ainsi que des pièces justificatives	Autorité de coordination	05/11/2021	05/12/2022	Vérification par la CICC de la cohérence entre les éléments fournis le 1 ^{er} septembre (liste des bénéficiaires finaux connus à date) et les indications contenues dans le projet de demande de paiement. En cas d'écarts constatés transmission par l'autorité de coordination des explications de ces divergences.
Etablissement du résumé annuel et transmission à l'autorité de coordination	CICC	12/11/2021	10/12/2022	
Transmission de la demande de paiement accompagnée de la déclaration de gestion et du résumé des audits et des pièces justificatives au Cab. PM.	Autorité de coordination	15/11/2021	15/12/2022	
Signature de la déclaration de gestion et de la demande de paiement	Cabinet du Premier ministre	15/11/2021	15/12/2022	
Transmission à la Commission européenne de la demande de paiement accompagnée de la déclaration de gestion et du résumé des audits	SGAE/RP	15/11/2021	15/12/2022	Art.22 du règlement FRR